

DIALOGUE GLOBAL

15.2

3 numéros par an, en plusieurs langues

La sociologie indienne

Rajesh Misra
Maitrayee Chaudhuri
Indira Ramarao
Arvinder Ansari
Shruti Tambe

La radicalisation du courant dominant

Sabrina Zajak
Emanuele Toscano
Anna-Maria Meuth
Terri Givens
Damla Keşkekci
Pasha Dashtgard
Andrea Grippo
Sumrin Kalia
Roberto Scaramuzzino
Cecilia Santilli

Perspectives théoriques

Anaheed Al-Hardan
Julian Go

Rubrique ouverte

- > **Darcy Ribeiro : une théorie globale du Sud**
- > **En Allemagne, la répression de la solidarité avec la Palestine**
- > **Critique de l'urbanisme anti-femmes en Iran**

MAGAZINE



VOLUME 15 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2025
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

isa
Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

Ce deuxième numéro de l'année s'ouvre sur une série d'articles consacrés à l'Inde, pays qui abrite l'une des communautés sociologiques les plus dynamiques au monde. Cinq sociologues indiens de premier plan aborderont diverses questions centrales des débats en Inde, telles que la tension entre les sociologies autochtone et occidentale, les efforts actuels pour « décoloniser » la pensée, l'évolution historique et les spécificités régionales de la sociologie indienne, ou encore l'influence du féminisme et des mouvements sociaux. Ce dossier est également l'occasion de rendre hommage à la Société indienne de Sociologie, fondée en 1951, qui accueillera sa 50^e conférence annuelle en décembre 2025.

La section thématique porte sur la normalisation de l'extrême droite. Pour les auteurs des sept articles qui ont été réunis ici par Sabrina Zajak, Emanuele Toscano et Anna-Maria Meuth, l'extrême droite est, d'ores et déjà, devenue la « nouvelle normalité ». Non sans provocation, ils décrivent cette tendance comme un « courant dominant radicalisé » (*radicalized mainstream*), en attirant l'attention sur la normalisation généralisée des idéologies autoritaires, sexistes, ethno-nationalistes, anti-migrants, anti-droits et anti-pluralistes. Les auteurs analysent la diversité et l'évolution des stratégies employées par l'extrême droite pour gagner en légitimité et remodeler les paysages politiques et culturels. La normalisation des politiques d'extrême droite est examinée à travers les changements intervenus dans les systèmes de partis européens, le rôle des plateformes numériques dans la démarginalisation des contenus extrémistes et la radicalisation des espaces masculins de développement personnel au sein de la « manosphère ». Le rôle de l'extrême droite dans la mode est également analysé

comme un moyen subtil mais non moins puissant de formation de l'identité et de diffusion idéologique. Enfin, la manière dont les acteurs de l'extrême droite infiltrent la société civile à l'échelle à la fois mondiale et locale et dont les régimes populistes reconstruisent l'espace civique pour le rendre conforme aux projets autoritaires et fondés sur l'exclusion est étudiée.

Dans la rubrique théorique, la sociologue palestinienne Anaheed Al-Hardan et le sociologue américain Julian Go revendiquent la pensée anticoloniale comme une source essentielle de théorie sociale critique. Les luttes anticoloniales ayant produit des idées et concepts originaux qui remettent en question les épistémologies impérialistes, ils proposent d'adopter le point de vue anticolonial comme base génératrice de théorie dissidente plutôt que d'enraciner la critique dans une identité géographique donnée.

Trois articles composent la « Rubrique ouverte » finale. Le premier revisite l'héritage du penseur brésilien Darcy Ribeiro et sa contribution à la sociologie mondiale. Le deuxième analyse la guerre à Gaza vue depuis l'Allemagne, et notamment l'instrumentalisation de l'antisémitisme, la réduction au silence de la dissidence et les diverses formes de répression ciblant les manifestations de solidarité avec la Palestine dans le milieu universitaire et la sphère publique. Le dernier article critique l'invisibilisation des femmes dans la production de l'espace urbain en Iran.

Le prochain numéro sera entièrement consacré au rédacteur en chef fondateur de *Dialogue Global*, Michael Burawoy, mort tragiquement en février dernier. Si vous souhaitez apporter votre contribution ou faire part de vos suggestions, n'hésitez pas à nous contacter. ■

Breno Bringel, rédacteur en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global** est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue@isa-sociology.org.

isa Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**

> Comité de rédaction

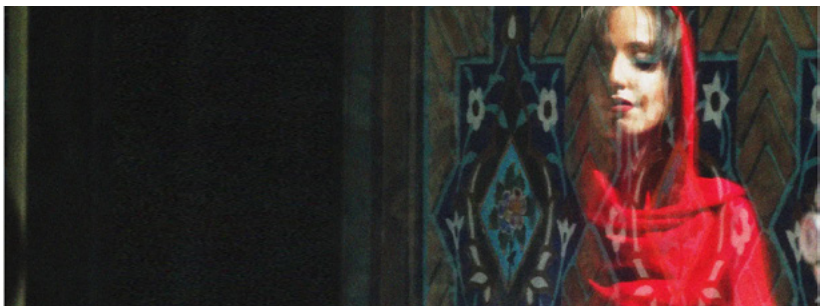
- Rédacteur en chef :** Breno Bringel.
- Rédactrices adjointes :** Vitória Gonzalez, Carolina Vestena.
- Réviseur :** Christopher Evans.
- Chefs d'édition :** Lola Busuttil, August Bagà.
- Consultants :** Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.
- Équipes régionales**
- Monde arabe :** (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani, Safouane Trabelsi.
- Argentine :** Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.
- Bangladesh :** Habibul Khondker, Khairul Chowdhury, Bijoy Krishna Banik, Mohammad Jasim Uddin, Shaikh Mohammad Kais, Abdur Rashid, Mohammed Jahirul Islam, Touhid Khan, Helal Uddin, Masudur Rahman, Rasel Hussain, Ruma Parvin, Yasmin Sultana, Sadia Binta Zaman, Farheen Akter Bhuiyan, Arifur Rahaman, Ekramul Kabir Rana, Alamgir Kabir, Suraiya Akter, Taslima Nasrin, Nasim Uddin, S. Md. Shahin.
- Brésil :** Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Carine Passos.
- France/Espagne :** Lola Busuttil.
- Inde :** Rashmi Jain, Manish Yadav.
- Indonésie :** Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Ario Seto, Nurul Aini, Aditya Pradana Setiadi, Rusfadia Saktiyanti Jahja, Harmantyo Pradigto Utomo, Gregorius Ragil Wibawanto.
- Iran :** Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Elham Shushtarizade, Ali Ragheb.
- Pologne :** Aleksandra Biernacka, Anna Turner, Joanna Bednarek, Sebastian Sosnowski.
- Roumanie :** Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Bianca-Elena Mihăilă.
- Russie :** Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.
- Taïwan :** WanJu Lee, Zhi Hao Kerk, Yi-Shuo Huang, Mark Yi-Wei Lai, Yun-Jou Lin, Tao-Yung Lu, Ni Lee.
- Turquie :** Gül Çorbacıoğlu.



La rubrique consacrée à **la sociologie indienne** présente certains des débats qui animent l'une des communautés sociologiques les plus dynamiques au monde.



Ce dossier spécial sur **la normalisation de l'extrême droite et la radicalisation du courant dominant** examine comment ce qui a toujours été qualifié d'extrême droite devient la nouvelle normalité.



La **rubrique ouverte** comprend diverses contributions, sur l'héritage du penseur brésilien Darcy Ribeiro, la guerre à Gaza vue d'Allemagne, et les femmes dans l'espace urbain iranien.

Crédit pour la page de couverture : Taurino, pêcheur à Marajó (Pará, Brésil). Photo de Lara Sartorio Gonçalves, 2025.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> LA SOCIOLOGIE INDIENNE

Le dialogue des différences :
Idées autochtones et sociologie occidentale

Rajesh Misra, Inde 5

Pratiques quotidiennes de la sociologie en Inde :
La décolonisation en rétrospective

Maitrayee Chaudhuri, Inde 8

La sociologie en Inde du Sud

Indira Ramarao, Inde 11

Les contributions des femmes à la sociologie indienne

Arvinder Ansari, Inde 13

Repenser depuis l'Inde les études sur
les mouvements sociaux

Shruti Tambe, Inde 16

> LA RADICALISATION DU COURANT DOMINANT

Normalisation de l'extrême droite et
courant dominant radicalisé

**Sabrina Zajak, Allemagne, Emanuele Toscano, Italie,
et Anna-Maria Meuth, Allemagne** 19

De la droite "radicale" à la droite "mainstream" :
L'évolution du système des partis européens

Terri Givens, Canada 22

De la marge au fil d'actualité : La normalisation de
l'extrême droite par les plateformes

Damla Keşkekci, Italie 24

Optimisation de la masculinité : des réseaux de
développement personnel aux champs de bataille idéologiques

Pasha Dashtgard, États-Unis 27

L'instrumentalisation de la mode par l'extrême droite

Andrea Grippio, Autriche 30

Comment l'extrême droite pénètre la société civile

Sumrin Kalia, Allemagne 32

L'impact de la gouvernance populiste sur la défense
des droits par la société civile

Roberto Scaramuzzino et Cecilia Santilli, Suède 35

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

L'anticolonialisme dans l'histoire et la théorie sociale

Anaheed Al-Hardan et Julian Go, États-Unis 38

> RUBRIQUE OUVERTE

Darcy Ribeiro et une théorie globale du Sud

Adelia Miglievich-Ribeiro, Brésil 42

En Allemagne, instrumentalisation de l'antisémitisme
et répression de la solidarité avec la Palestine

Auteurs anonymes, Allemagne 45

La ville fragmentée : Une critique de l'urbanisme
anti-femmes en Iran

Armita Khalatbari Limaki, Iran 49

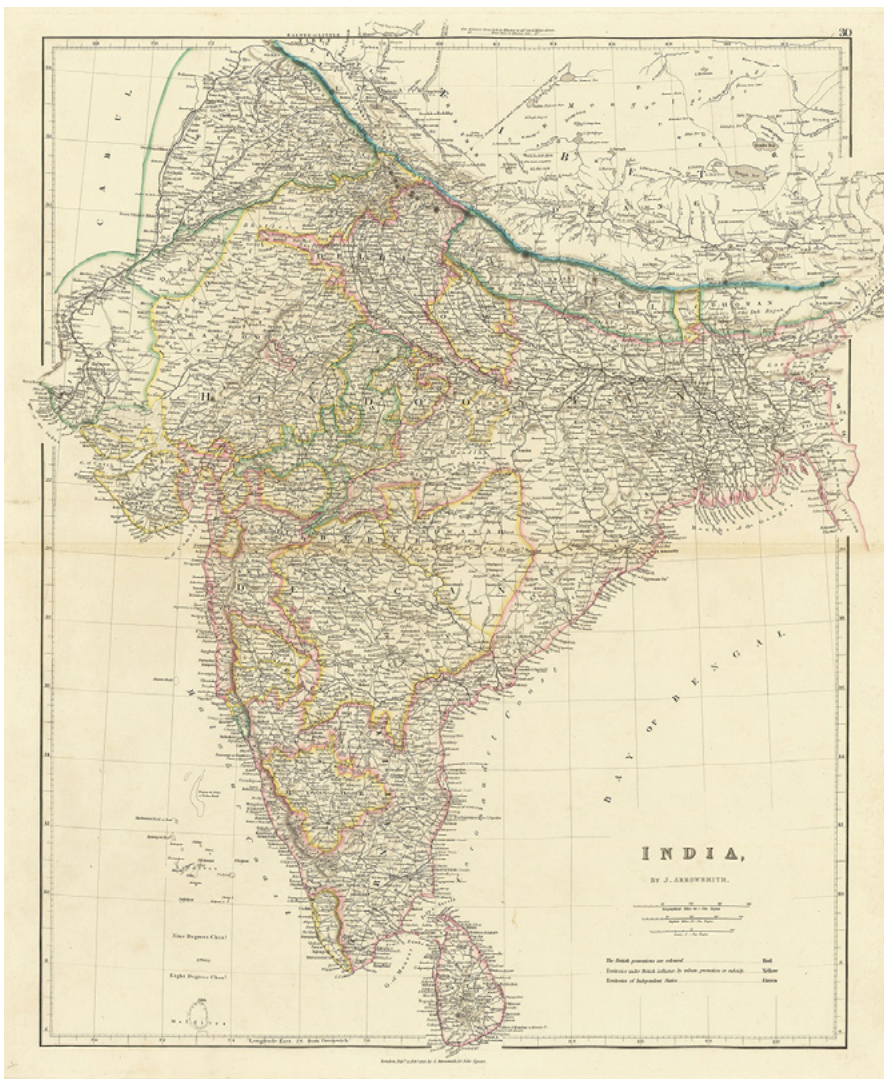
“Le double mouvement d’une normalisation de l’extrême droite
qui conduit à une radicalisation du courant dominant
est le signe d’une tendance sociopolitique plus générale,
qui consiste à brouiller les frontières entre la marge et le centre,
entre les courants extrêmes et les courants modérés”

Damla Keşkekci

> Le dialogue des différences : Idées autochtones et sociologie occidentale

Rajesh Misra, Université de Lucknow (Inde)

Crédit : John Arrowsmith, domaine public, via Wikimedia Commons.



Si le débat sur la décolonialité et la sociologie autochtone a gagné en popularité dans les années 1990, la sociologie en Inde a dès ses débuts mis en avant l'importance des concepts et des points de vue autochtones, ce qui peut s'expliquer par le contexte socio-politique d'une part et le contexte intellectuel et idéologique d'autre part.

> Une sociologie fondée sur l'interaction entre lutte de libération et traditions intellectuelles occidentales

La sociologie en tant que discipline universitaire en Inde a commencé à se développer au début du XX^e siècle, parallèlement à l'évolution de la discipline en France, en

Grande-Bretagne et en Allemagne. Le premier département de sociologie en Inde a été créé en 1919, soit la même année que le département de sociologie fondé par Max Weber à l'Université Ludwig Maximilian de Munich. Toutefois, le projet de créer un département de sociologie à l'Université de Bombay remonte à 1914, avant la Première Guerre mondiale. *The Indian Sociologist*, la première revue indienne de sociologie, fondée par le combattant indien pour la liberté Shyamji Krishna Verma, a commencé à être publiée à Londres en 1905, la même année que *Sociological Papers*, qui a finalement abouti à la création de *The Sociological Review* en 1907, la première revue de sociologie en Grande-Bretagne. Une autre revue indienne, *The Indian Sociological Review*, a été créée dans les années 1920 par un philosophe américain d'origine britannique originaire de Baroda. Il convient de noter les différents contextes qui ont influé sur les rédacteurs en chef. Les débuts de la sociologie en Inde sont marqués par une interaction dynamique entre les tendances idéologiques issues de la lutte de libération et l'influence croissante des traditions intellectuelles occidentales.

Bien que l'Inde soit alors sous domination britannique et que des croyances, des orientations de la connaissance et des systèmes éducatifs étrangers lui soient imposés, les années 1920 ont été celles de transformations politiques et sociales majeures, avec notamment une prise de conscience politique de l'idée d'unité contre la domination britannique, le mouvement anticolonial d'indépendance, les mouvements paysans et les grèves de travailleurs. Les années 20 ont également été marquées par la mise en œuvre de la loi répressive Rowlatt Act et de la loi de 1919 sur le gouvernement autonome de l'Inde, ainsi que par la montée de mouvements tels que le Khilafat, le mouvement de non-coopération, et la création de syndicats. Le *All India Trade Union Congress* a été fondé en 1920, suivi par la formation du Parti communiste indien en 1925. À la fin des années 20, au fur et à mesure qu'il prenait de l'ampleur, le mouvement de libération a commencé à mobiliser des groupes importants et à mener des manifestations de grande envergure. Par ailleurs, des organisations représentant les « castes inférieures » ont commencé à affirmer leur présence, critiquant la domination des « castes supérieures » et obtenant quelques sièges réservés au Conseil législatif de Madras.

Toutes ces mobilisations, ces mouvements et ces organisations étaient principalement dirigés par une nouvelle classe moyenne qui, tout en ayant été éduquée dans les traditions européennes, puisait la force de résister dans son héritage autochtone. Un autre segment de la classe moyenne instruite faisait partie des professions liées au monde universitaire et au milieu des intellectuels. Dans ce contexte de bouleversements politiques, on observe des efforts au plan intellectuel pour intégrer les perspectives autochtones dans la culture générale, les sciences sociales et les théories politiques.

> Une longue tradition philosophique aux multiples facettes

On peut également inscrire le processus d'autochtonisation de la sociologie dans un contexte philosophique et intellectuel. L'héritage philosophique et intellectuel de l'Inde est l'un des plus anciens et des plus diversifiés, englobant de nombreuses écoles de pensée et un large éventail de thèmes. Historiquement, la philosophie indienne a été façonnée par les courants culturels, spirituels et intellectuels du sous-continent indien, qu'elle a également influencés. Les différentes écoles de philosophie indienne ont offert des perspectives particulières sur la métaphysique, l'épistémologie, l'éthique et la spiritualité, en mettant l'accent sur les moyens de configurer la vie sociale quotidienne, les normes et les valeurs.

Tout au long de l'époque médiévale, la philosophie indienne a connu une croissance significative et une fusion créative entre les pensées hindoue et musulmane, ainsi que l'émergence des mouvements bhakti et soufi, ce qui s'est traduit par un paysage culturel assez varié. Plus récemment, des intellectuels et des personnalités publiques ont fait le lien entre les connaissances anciennes et les problèmes actuels, en défendant des idées telles que la fraternité universelle et la résistance non violente. Les multiples facettes de la philosophie indienne représentent une riche imbrication de divers éléments, chacun contribuant à une compréhension plus profonde de l'existence, de la société et de l'univers. Cet héritage n'est pas seulement le reflet du passé mais sert aussi à mieux comprendre le présent. Il a influencé le développement de la sociologie en Inde en particulier, et plus généralement celui de la pensée politique et idéologique.

> Sociologie pour l'Inde, ou sociologie de l'Inde

Dans ces deux contextes, la sociologie indienne a constamment participé aux discussions sur l'autochtonisation, la contextualisation et l'eupéanisation, en particulier dans les centres universitaires de l'époque, Bombay (Mumbai), Calcutta (Kolkata) et Lucknow. Dans le cadre de son développement institutionnel, la sociologie en Inde a occupé au départ une position subalterne, étant souvent considérée comme une discipline secondaire par rapport à l'anthropologie, à l'économie, à la philosophie et à l'éducation civique. Dans leur pratique de la sociologie, les sociologues de Bombay (Mumbai), Lucknow et Calcutta (Kolkata) ont cependant cherché à établir une trajectoire indépendante, en utilisant des concepts et des perspectives ancrés dans les réalités indiennes, tout en préservant leurs points de vue particuliers.

À cet égard, on peut identifier trois approches distinctes destinées à intégrer les perspectives autochtones dans des approches sociologiques plus larges. La première approche est traditionaliste et rejette entièrement le paradigme de

la sociologie occidentale, au motif que les caractéristiques uniques et la nature particulière de la société indienne ne peuvent être comprises et décrites qu'à travers une perspective philosophique classique établie de longue date et avec l'aide de concepts autochtones, que l'on appelle aujourd'hui système de connaissance indien (hindou). La deuxième approche est strictement sociologique et se concentre sur l'application de cadres et de méthodologies sociologiques occidentaux, pour à la fois généraliser et spécifier les caractéristiques de la société indienne. La troisième perspective vise à fusionner les caractéristiques dynamiques des traditions indiennes avec les traditions occidentales, en reconnaissant l'influence de la théorie sociale et des pratiques philosophiques occidentales tout en intégrant l'approche philosophique indienne et la diversité culturelle de la société indienne. Ceci peut être observé dans un effort de triangulation de la philosophie védantique, de l'herméneutique et de la dialectique marxienne pour expliquer la rationalisation de la tradition indienne.

Alors que la première approche représente un monologue fermé, la troisième promeut un dialogue entre les perspectives autochtones et la sociologie occidentale, créant ainsi une conversation globale. À noter qu'un débat captivant s'est déroulé entre d'éminents sociologues indiens représentant deux perspectives opposées : celle d'une « sociologie pour l'Inde » et celle d'une « sociologie de l'Inde ». Ce dialogue porte sur la question de savoir si la sociologie doit se concentrer sur l'étude et l'interprétation de la société indienne en particulier ou adopter une perspective plus large qui englobe toutes les sociétés, l'Inde étant l'une d'entre elles. Récemment, des voix se sont exprimées en faveur d'un discours sur la postcolonialité, lequel n'a peut-être pas encore abouti.

> Une conversation continue et en perpétuelle évolution entre la sociologie autochtone et la sociologie occidentale

Depuis l'indépendance, la combinaison des perspectives autochtones et des méthodologies européennes dans les sciences sociales a pris de l'importance en Inde, ce qui revient à reconnaître les systèmes de connaissances et les pratiques culturelles traditionnels en même temps qu'à apprécier l'utilité des approches sociologiques occidentales pour analyser les changements économiques, les évolutions politiques et les transformations sociétales d'aujourd'hui. Les cadres sociologiques occidentaux n'accordent souvent aucune place aux systèmes sociaux particuliers que l'on trouve en Inde, ce qui rappelle la nécessité de décoloniser les points de vue et les disciplines universitaires dans l'Inde postcoloniale pour favoriser l'autonomie

intellectuelle. Dans ce contexte, les réflexions des sociologues indiens soulignent l'importance d'examiner les pratiques culturelles, les diversités, les communautés rurales, les structures de caste, les liens de parenté, les identités ethniques, la discrimination de caste, les mouvements agraires, l'activisme social, les changements sociétaux et le progrès économique. Cela a été particulièrement vrai dans la période qui a suivi l'indépendance, où de nouveaux concepts et modèles ont été avancés pour mieux comprendre la société indienne sous ses différents angles, historiques, culturels et traditionnels.

Bien que le système de connaissance hindou soit distinct et intègre de manière créative diverses perspectives orientales, il existe un attrait indéniable pour le système de connaissance occidental et ses applications pratiques. Dans ce contexte, les thèmes, concepts, méthodes et théories de la sociologie occidentale restent prédominants, malgré une solide tradition d'autochtonisation et de contextualisation. On pourrait affirmer que la conversation entre la sociologie autochtone et la sociologie occidentale a été permanente, reflétant les progrès de la discipline.

En outre, dans le contexte de la mondialisation, le processus d'autochtonisation évolue, avec l'apparition de nouveaux domaines de recherche tels que les études sur les Dalits, les études tribales et les études sur le genre qui s'inscrivent dans le cadre des *subaltern studies* ou de la théorie critique. Les sociologues indiens contribuent à la sociologie mondiale en offrant des perspectives autochtones sur les sociétés traditionnelles en transition vers la modernité. Bien que la sociologie soit traditionnellement une science sociale qui s'est principalement développée en Occident et qui reste largement influencée par les paradigmes occidentaux, il serait trompeur d'affirmer que la sociologie indienne a été dominée de manière décisive par les cadres occidentaux tout au long de son histoire, que ce soit pendant la période coloniale ou après l'indépendance.

Depuis les débuts de la sociologie, des initiatives ont été prises pour reconnaître l'importance des points de vue et des idées autochtones. Ceci apparaît de manière évidente dans la diversité des points de vue présents dans les travaux qui sont soit fermement basés sur les traditions de connaissances indiennes, soit influencés par des concepts sociologiques occidentaux tout en restant enracinés dans le contexte indien. Malgré les difficultés persistantes à fusionner les valeurs traditionnelles avec les pratiques contemporaines et les perspectives autochtones avec les influences mondiales, il est essentiel de poursuivre les efforts pour renforcer la sociologie indigène et intégrer les idées autochtones dans la sociologie mondiale. ■

Toute correspondance est à adresser à Rajesh Misra <rajeshsocio@gmail.com>

> Pratiques quotidiennes de la sociologie en Inde : La décolonisation en rétrospective

Maitrayee Chaudhuri, Présidente de la Société indienne de Sociologie, Université Jawaharlal Nehru de Delhi (Inde)

En Inde, les disciplines de la sociologie et de l'anthropologie, qui entretiennent des relations étroites mais contestées, ont vu le jour alors que l'Inde était encore une colonie britannique. Les liens entre le colonialisme et la sociologie en Inde sont donc nécessairement profonds et complexes. Au cours des dernières décennies, on a assisté à l'émergence d'un ensemble de travaux sur [l'histoire de la discipline sociologique](#) ainsi que sur la relation entre la pensée anticoloniale et la théorie sociale.

Au niveau local, cependant, le débat au sein de la sociologie indienne sur les limites des concepts étrangers et la quête de l'indigénité est beaucoup plus ancien, comme le montre un simple coup d'œil aux revues *Sociological Bulletin*, *Contributions to Indian Sociology* et *Seminar*.

Dans le monde entier, il est beaucoup question de décolonialité, or dans un pays anciennement colonisé comme l'Inde, il s'agit paradoxalement d'une importation relativement récente. Les questions que ces évolutions nous incitent à poser sont les suivantes : Les recherches au sein de la sociologie indienne peuvent-elles être considérées comme « décolonisatrices » au sens où ce terme est utilisé aujourd'hui ? Et le long et persistant effort pour résister au colonialisme de la communauté scientifique signifie-t-il que les sociologues indiens se sont accordés sur ce que critiquer les catégories occidentales implique ?

Sans doute la réponse à cette dernière question est : pas tout à fait. De nombreux sociologues indiens de la première heure partagent une préoccupation commune pour la construction de la nation, la réforme sociale et, surtout, la valeur de la science. Cependant, un autre courant intellectuel, toujours présent mais longtemps mis en sourdine, défendait l'idée que la culture particulière de l'Inde nécessitait son propre ensemble de catégories analytiques.

“la décolonisation nous apporte un langage pour parler”

Même au sein de cette revendication, d'importantes différences existaient. Toutefois, c'est avec la montée de l'Hindutva que l'idée d'un système de connaissance indien hégémonique a acquis puissance et légitimité. De manière significative, cela s'est accompagné d'une appropriation du concept de décolonialité, ce qui soulève la question : Quelle lecture faisons-nous du décolonialisme ?

> La décolonialité comme action

Les travaux sur la décolonialité semblent indiquer que la décolonisation n'est pas quelque chose de singulier ; il s'agit surtout d'un « faire », mieux compris comme un verbe et donc comme un processus. En lisant au sujet des efforts pour décoloniser les salles de classe et les programmes d'études en Occident, j'ai été amenée à repenser mon propre engagement pédagogique. Je me suis demandé si la décolonisation était un terme que je pouvais ajouter rétrospectivement. Je m'appuie pour cela sur deux séries d'expériences : l'enseignement d'un cours sur le genre et l'écriture sur le féminisme en Inde, et l'enseignement d'un cours sur les concepts de changement social en Inde. Pour mieux situer le contexte, il faut noter que j'ai commencé à étudier à l'université à la fin des années 1970 et j'ai commencé à enseigner en Inde à la fin des années 1980.

> Enseigner le genre, reconnaître le féminisme

Le Nord global a été une présence constante et quotidienne dans notre milieu universitaire local, en particulier dans notre programme d'études. À l'occasion d'un cours sur les femmes et la société que je donnais au début des années 1990, j'ai ressenti un certain malaise à l'idée de commencer par la référence obligatoire aux théories féministes libérales, socialistes et radicales des manuels occidentaux. Il me semblait plus logique de commencer par l'histoire. Ce n'est toutefois que rétrospectivement que j'ai compris pourquoi il était important d'historiciser, car les cadres théoriques disponibles à l'époque ne faisaient pas de place aux histoires différentes. L'engouement pour les modernités multiples n'avait pas encore atteint nos rivages, pas plus que la provincialisation de l'Europe. Le féminisme du tiers-monde n'était pas encore devenu un élément essentiel du programme d'études internationalisé dans les pays du Nord global. Nous avions encore fort à faire, dépourvus comme nous l'étions du langage nécessaire pour faire valoir que nos histoires mondiales se sont déroulées différemment. Notre modernité était donc différente, tout comme l'étaient nos histoires féministes.

Alors que je m'employais à rédiger un aperçu conceptuel du féminisme en Inde, je suis passée par tout un processus d'apprentissage à partir des difficultés quotidiennes auxquelles j'étais confrontée. Tout d'abord, j'ai cru que le féminisme n'était pas un objet de débat en Inde. J'ai compris plus tard que cela signifiait qu'il n'y avait pas de débat qui ressembla à celui de *The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism*. Deuxièmement, j'ai réalisé que le fait évident mais souvent oublié est que, alors que les féministes occidentales peuvent choisir de s'engager ou non dans le féminisme non occidental, les féministes non occidentales ou les antiféministes ne disposent pas d'un choix aussi clair. Pour nous, l'entrée dans la modernité est passée par le colonialisme, tout comme l'ensemble des idées et des institutions telles que le nationalisme ou la démocratie, le marché libre ou le socialisme, le marxisme ou le féminisme.

Troisièmement, il y a eu la reconnaissance du fait que les contextes de circulation des connaissances ont changé. L'influence idéologique occidentale/moderne pendant le colonialisme et la résistance anticoloniale avaient un caractère directement politique, lié aux mouvements sociaux – qu'il s'agisse de réformateurs sociaux de la classe moyenne ou d'opposants au système des castes, de nationalistes, de communistes ou d'Adivasis. Ils cherchaient à créer un précédent, à donner corps à une identité distincte. Pour les membres du mouvement des femmes, cette identité s'est souvent exprimée sous la forme d'un déni. « Je ne suis pas féministe » était une déclaration entendue le plus souvent de la part de femmes qui étaient des figures publiques ma-

jeures, ce qui porte à se demander s'il convient de se fier de leurs propres définitions de soi ou d'évaluer leurs actions et leurs répercussions dans la société.

Quatrièmement, il a donc fallu du temps pour reconnaître que le féminisme était débattu, mais différemment, en particulier parce que ces efforts pour donner corps à la différence intervenaient dans un contexte qui n'était pas éclairé par le langage de la différence ou la légitimité politique qui lui a été plus récemment accordée. Les concepts dont nous parlons ou que nous utilisons dans nos écrits spontanément, tels que « construction du genre », « performativité », « patriarcat » et « intersectionnalité », étaient désignés autrement il y a un siècle. Ce n'est qu'a posteriori que la plupart des féministes indiennes ont réalisé qu'elles étaient des [analystes intersectionnelles](#).

> Enseigner le changement social en Inde

Pendant longtemps, la sociologie indienne a été dans un état de rattrapage constant, suivant le rythme des [concepts conçus](#) par l'Occident. Ainsi, alors même que le cadre de référence de la modernisation a dominé la sociologie indienne pendant des décennies, il y avait une forte volonté de développer des concepts perçus comme étant conçus en Inde. Je me souviens de nombreux séminaires où la sanskritisation était considérée comme un exemple de véritable élaboration de concepts, et où les questionnements féministes et anti-castes, comme auparavant les questionnements marxistes, étaient considérés comme extérieurs à la sphère de la sociologie académique.

En cours de sociologie, la modernisation était présentée comme le processus de changement vers les types de systèmes sociaux, économiques et politiques qui se sont développés en Europe occidentale et en Amérique du Nord et qui allaient se répandre dans le monde entier. À travers nos lectures, nous apprenions également qu'il existait un décalage culturel, mais qu'avec le temps, nous aussi allions développer des institutions semblables à celles des nations économiquement plus avancées, ce qui aboutirait finalement à une convergence mondiale des sociétés. Le colonialisme n'était pas abordé, ce qui ne laisse pas de surprendre dans un pays où on nous avait toujours présenté Dadabhai Naoraji (1825-1917) et son livre *Poverty and Un-British Rule in India* comme l'une des premières critiques du développement inégal, avec sa théorie de la « fuite des richesses » de l'Inde. Ainsi, même lorsque les théories du sous-développement et celles d'André Gunder Frank ont été introduites, il s'agissait d'un ajout à un cadre d'analyse largement structuro-fonctionnaliste qui a servi de modèle à la sociologie indienne.

Le principal enseignement de la théorie de la modernisation était la compatibilité/ incompatibilité entre les « ca-

ractéristiques structurelles et culturelles traditionnelles » et le « développement ». Les historiens de l'Inde moderne ont montré que si la modernisation en Occident a conduit à l'urbanisation, en Inde, la destruction de l'industrie des métiers à tisser artisanaux provoquée par l'afflux de produits manufacturés en provenance de Grande-Bretagne a entraîné la paupérisation des tisserands, qui ont par la suite envahi les espaces ruraux et agricoles. Certains d'entre eux sont devenus des travailleurs forcés dans les plantations de sucre et de coton de contrées lointaines, dans les Caraïbes ou la Guyane britannique, néerlandaise et française. Lorsque j'ai commencé à enseigner la modernisation en Inde, j'ai dû m'éloigner de la question du retard culturel pour l'aborder de manière plus complexe, et traiter des spécificités historiques de notre rencontre avec

la modernité par le biais du colonialisme. Il fallait passer de la théorie abstraite à l'histoire, un peu comme je l'ai fait avec le féminisme.

> Observations finales

Ce n'est qu'avec le recul que l'on comprend pourquoi le recours aux détails historiques était si important pour nous et pourquoi les histoires de l'action dans le Sud global étaient des histoires de théorisation. Nos histoires n'existaient pas dans les cadres théoriques existants, car les mouvements et la pensée anticoloniaux ont été occultés dans la sociologie dominante. Tout en se méfiant des mots à la mode et des dangers de l'appropriation, la décolonisation nous apporte un langage pour parler. ■

Toute correspondance est à adresser à Maitrayee Chaudhuri
<maitrayeec@gmail.com>

> La sociologie en Inde du Sud

Indira Ramarao, ancienne présidente de la Société indienne de Sociologie, Université de Mysore (Inde)

Les débuts de la sociologie en Inde du Sud remontent aux années 1910. Je distingue ici trois périodes de l'histoire de la sociologie en Inde du Sud : 1900-1950, 1950-2000 et 2000-2024 (c'est-à-dire jusqu'au moment de la rédaction de cet article). Les régions couvertes sont les cinq États de l'Andhra Pradesh, du Karnataka, du Kerala, du Tamil Nadu et le territoire de Pondichéry.

> 1900-1950

La conviction que des connaissances sociologiques étaient nécessaires pour comprendre les phénomènes sociaux a germé dès 1915, avec l'arrivée de l'économiste de Cambridge Gilbert Slater à la tête du Département d'Économie de l'Université de Madras. Slater considérait qu'on ne pouvait pas enseigner l'économie aux étudiants indiens sans leur parler de la société et surtout des communautés rurales de l'Inde. Son étude consacrée aux villages indiens, *Some South Indian Villages*, a été publiée par Oxford University Press en 1918. Je considère qu'avec cette étude, les bases étaient jetées de ce qui allait devenir ce qu'on célèbre aujourd'hui comme les études « interdisciplinaires » ou « multidisciplinaires ».

A.R. Wadia a été à l'origine d'une initiative similaire lorsqu'il a quitté en 1917 le Wilson College de Mumbai pour diriger le Département de Philosophie du Maharaja's College à l'Université de Mysore. Grâce au vif intérêt de Wadia à donner une orientation sociologique à la philosophie – une idée également soutenue par Brajendra Nath Seal, alors vice-président de l'université –, la sociologie est devenue une partie intégrante des études de premier cycle en philosophie sociale. La décision de Wadia de développer les études sociologiques a également conduit à la création en 1928 du premier cursus de premier cycle en sociologie en Inde. Une autre étape importante dans l'histoire de la sociologie en Inde du Sud a été la création en 1949 d'un cursus de master en sociologie d'une durée d'un an.

À l'Université Osmania, à Hyderabad, le cursus de premier cycle en sociologie était intégré au Département d'Économie, et ce n'est qu'au cours de l'année universitaire 1937-38 que la discipline a été dotée d'une identité propre. La sociologie a acquis le statut de département à part entière en 1946, lorsqu'un cursus de troisième cycle a été mis en place. Au moment de la réorganisation des États de l'Inde sur une base

linguistique en 1956, Mysore et Osmania étaient les seules universités à proposer des cursus de master en Inde du Sud.

Dans l'État du Kerala, la sociologie a commencé à être enseignée en tant que matière secondaire dans les années 1930 ; elle était proposée dans les *colleges* aux étudiants en économie, en histoire et en sciences politiques. Il convient également de noter que les institutions concernées étaient toutes affiliées à l'Université de Madras.

Sur le plan de la recherche, je tiens à mentionner tout particulièrement les études menées par l'ethnologue autrichien Christoph von Furer-Haimendorf, qui a rejoint l'Université Osmania en tant que professeur honoraire et conseiller du gouvernement du Nizam en 1945. Son arrivée dans le Département a non seulement conduit à l'ouverture d'un cursus de troisième cycle de sociologie à l'Université Osmania, mais aussi à une activité de recherche considérable dans les vastes étendues de zones tribales de l'État. Certaines des études de terrain les plus célèbres de von Furer-Haimendorf ont été menées auprès des communautés tribales Chenchu, Bhil et Raj Gond.

> 1950-2000

Il s'agit de la période la plus active de l'histoire de la sociologie en Inde du Sud, tant en termes de croissance du nombre d'institutions que d'activités de recherche. L'enseignement de la sociologie s'est beaucoup développé à cette époque à la fois dans les universités et les *colleges*. Tandis que les cursus de master et les programmes de recherche étaient proposés dans les départements des universités, le cursus de premier cycle en sociologie était proposé dans les *colleges*.

Entre 1950 et 2000, le cursus de master en sociologie au Karnataka a été lancé dans six universités ; chacune de ces universités avait des *colleges* affiliés qui proposaient la sociologie en premier cycle. L'année 1970 a vu la création de l'Institute for Social Change, la première institution de l'ICSSR (Indian Council of Social Science Research) à Bengaluru, Karnataka.

Des départements de sociologie de troisième cycle ont été créés dans sept universités de l'État de l'Andhra Pradesh (avant sa division), et dans dix institutions de l'État du Tamil Nadu, dont 8 dans des universités, un dans un *college* privé et un dans un institut. Le département



“des travaux pionniers sur la société indienne ont été menés dans les départements de sociologie du sud du pays”

de sociologie de l'Université centrale de Pondichéry a été inauguré en 1993.

Le Kerala présentait une situation particulière dans la mesure où les cursus de sociologie de troisième cycle étaient proposés dans les *colleges* et où la discipline n'a été introduite à l'université qu'en 1969. À noter que les *colleges* qui proposaient des formations de troisième cycle en sociologie ont développé une culture de la recherche, généralement considérée comme l'apanage des universités. La monographie *Marriage and Family in Kerala* de Joseph Puthenakalam, qui faisait partie du Département de Sociologie du Loyola College de Thiruvananthapuram, en est un exemple bien connu ; elle est considérée comme un ouvrage de référence sur les liens familiaux au Kerala.

Au début des années 1950, des travaux pionniers sur la société indienne ont été menés dans les départements de sociologie du sud du pays. Shyamacharan Dube, qui lança la mode des monographies de villages en Inde, intégra comme maître de conférence le Département de Sociologie de l'Université Osmania en 1952. L'ouvrage fondateur de Dube, *Indian Village*, publié en 1955 et centré sur Shamirpet, situé près de la ville de Secunderabad, est considéré comme [le premier livre consacré à un village en Asie du Sud](#). En 1954, l'anthropologue américain Milton Singer, de l'Université de Chicago, était invité par le gouvernement à étudier l'évolution de la société rurale dans ce qui était alors l'État de Madras. Ses recherches sur le rôle de la tradition dans la ville industrialisée de Madras et sur la tradition sanskrite dans les centres urbains modernes ont abouti à la publication en 1955 du classique *When a Great Tradition Modernizes: An Anthropological Approach to Indian Tradition*. Les livres de M.N. Srinivas – *Marriage and Family in Mysore* et *Religion and Society among the Coorgs of South India* – ont été publiés respectivement en 1942 et en 1952, alors qu'il travaillait au sein du Département de Sociologie de l'Université de Bombay.

Dans les années 1970 et 1980, des départements de sociologie du Karnataka ont également accueilli des projets de recherche axés sur les problèmes sociaux, avec le soutien d'organisations nationales et d'organismes publics. Ces projets consistaient pour l'essentiel à analyser la situation et à recommander des solutions. Les études de C. Parvathamma

sur le logement des pauvres en milieu rural et des castes et tribus répertoriées ne sont que quelques exemples de la manière dont l'idée de la recherche axée sur l'action sociale a été encouragée dans les départements de sociologie.

La période 1950-2000 a été celle où le nombre d'universités et de cursus de sociologie ont le plus augmenté dans toute l'Inde du Sud. Mais, à partir de 2000, avec le contrôle de l'enseignement supérieur qui est passé de l'État au secteur privé, la sociologie a subi un recul.

> 2000-2024

Dans les États du Sud, de nombreuses nouvelles universités ont été créées depuis le début du XXI^e siècle, mais la majorité d'entre elles appartiennent au secteur privé. Même dans les universités publiques nouvellement créées, la sociologie a connu un ralentissement. Le Karnataka est un bon exemple. Au cours de cette période, 37 universités ont été fondées par le gouvernement et, parmi elles, les départements de sociologie ne fonctionnent que dans neuf universités. Entre 2000 et 2023, pas moins de 39 universités ont été créées dans le secteur privé ; or, la sociologie n'est actuellement proposée que dans deux de ces universités. Au cours de cette période, sur les 49 établissements ouverts dans l'Andhra Pradesh et les 28 autres ouverts dans le Telangana (séparé de l'Andhra Pradesh en 2014), la sociologie n'est proposée que dans trois universités. Au Tamil Nadu, la sociologie n'est proposée dans aucune des 29 universités nouvellement créées dans le secteur privé. De même, dans le Kerala, la sociologie n'est proposée dans aucune des universités privées ouvertes après 2000. Toutefois, des cursus de sociologie de premier cycle sont proposés dans les *colleges*, ce qui constitue un point positif.

> Remarques finales

La trajectoire de la sociologie dans l'Inde du Sud soulève de nombreuses questions qui nécessitent un dialogue approfondi. La première concerne le manque d'archives sur l'histoire de la discipline dans les différentes régions du sud du pays. Aucun compte rendu systématique n'a été réalisé, que ce soit sur le modèle de croissance ou les causes du déclin de la sociologie. Il manque également des données pour pouvoir identifier les principaux domaines de recherche couverts par les différents départements universitaires et engager un véritable débat critique sur les résultats de ces recherches. Des études novatrices ont sans aucun doute été menées dans de nombreux départements, mais ces travaux, leur actualité, ainsi que les efforts pour entreprendre des études longitudinales à partir de ceux-ci, ne sont pratiquement pas documentés. Sans mettre de côté la valeur professionnelle de la recherche doctorale, la plupart des recherches sont surtout centrées sur le diplôme et ne sont pas sérieusement évaluées. Un dialogue en profondeur s'impose sur les pratiques pédagogiques et l'évaluation de la qualité. ■

Toute correspondance est à adresser à Indira Ramarao <ramaraoindira@gmail.com>

> Les contributions des femmes à la sociologie indienne

Arvinder Ansari, Université Jamia Millia Islamia, Inde

L'évolution de la sociologie indienne a été profondément influencée par les héritages intellectuels du colonialisme, du nationalisme et de la modernité. Ces processus historiques ont favorisé certains modes de création de connaissances, qui s'alignaient souvent sur des points de vue patriarcaux, brahmaniques et eurocentriques. Ces processus historiques ont par ailleurs souvent exclu d'autres modes de connaissance et marginalisé les perspectives des subalternes. Au sein de ces structures dominantes, les femmes étaient essentiellement considérées comme des sujets d'étude sociologique plutôt que comme des productrices de connaissances ou des théoriciennes à part entière. Leur rôle se bornait souvent à analyser la famille, les liens familiaux, la reproduction sociale et les rôles sociaux, réduisant la réalité de leur vécu à des éléments de données dans des récits sociologiques plus vastes. Si le vécu des femmes a été rendu visible en tant qu'objet de recherches universitaires, les propres contributions intellectuelles des femmes sociologues sont en revanche restées largement invisibles dans l'histoire canonique de la discipline : marginalisées dans les cursus universitaires, et sous-représentées dans les espaces institutionnels de reconnaissance et d'autorité. Loin d'être fortuite, cette marginalisation est la manifestation d'exclusions structurelles et épistémiques plus profondes qui continuent de caractériser la sociologie indienne. Pour bien comprendre ces problématiques, il est nécessaire à la fois de réexaminer l'histoire des domaines concernés et d'agir, en tant que féministes, pour faire en sorte que le travail intellectuel des femmes soit reconnu comme essentiel au développement de ces domaines.

Dans cet article, j'offre un aperçu des contributions féministes à la sociologie indienne, en mettant l'accent sur l'impact transformateur des femmes sociologues sur la discipline. Je passe en revue leurs importantes contributions dans les domaines de la pédagogie, la méthodologie et le leadership institutionnel, en mettant en avant ce que ces femmes ont fait pour remettre en cause les paradigmes dominants et les traditions sexistes. J'aborde les idées pionnières de penseuses telles que Neera Desai, Vina Mazumdar, Maithreyi Krishnaraj, Sujata Patel, Maitrayee Chaudhuri et Sharmila Rege, qui ont contribué à déconstruire les épistémologies et les hiérarchies institutionnelles masculinistes. Ces chercheuses prônent une « réimagination » féministe de la sociologie, qui intégrerait la réflexivité, le pluralisme épistémique et l'intersectionnalité en tant que méthodologies essentielles. Ainsi, je soutiens que les contributions des femmes, loin d'être simplement complémentaires, sont fondamentales pour l'évolution de la discipline.

> Les premières critiques des épistémologies androcentriques ont mis en lumière la marginalisation systémique des femmes

L'émergence de l'engagement féministe au sein de la sociologie indienne a marqué une intervention critique contre l'orientation épistémologique initiale de la discipline. Au cours de ses premières années d'existence, la sociologie indienne est restée centrée sur les études de villages, les hiérarchies de castes, les modèles familiaux et les structures sociales – des domaines qui négligeaient souvent le vécu des femmes et excluaient les analyses sexospécifiques de leurs cadres conceptuels. Les chercheuses féministes ont remis en question ces omissions en posant le genre comme un élément important de l'analyse sociologique. Cela a modifié à la fois les principaux thèmes de la sociologie et la manière dont les recherches sont menées.

L'une des pionnières a été Irawati Karve, qui a mené des [études novatrices](#) sur les liens familiaux et la vie familiale dans lesquelles elle combinait sensibilité ethnographique et théorie sociale rigoureuse pour apporter une compréhension plus nuancée et plus inclusive des structures sociales indiennes. S'appuyant sur ces fondements, des chercheuses ont été dans les années 1970 et 1980 les fers de lance de l'institutionnalisation des *women's studies*. Leurs efforts, profondément influencés par le rapport « Towards Equality » publié en 1974 par le Comité sur le Statut des Femmes en Inde et stimulés par le mouvement féministe en général, ont permis de créer des espaces autonomes pour la recherche féministe à partir desquels critiquer les épistémologies androcentriques et exposer la marginalisation systémique des femmes au sein de la recherche sociologique et du monde universitaire.

> Intégrer les perspectives féministes dans l'enseignement et la recherche

En Inde, les chercheuses féministes ont contribué à transformer la recherche sociologique en remettant en question les épistémologies dominantes et en proposant des pédagogies transformatrices fondées sur les expériences vécues, la réflexivité et l'intersectionnalité. L'impulsion de Maithreyi Krishnaraj au *Research Centre for Women's Studies* de la *SNDT Women's University* a été déterminante pour intégrer les perspectives féministes dans l'enseignement et la recherche. Son approche de l'apprentissage participatif mettait l'accent sur la collaboration entre les étudiants et les communautés locales, encourageant la coproduction de connaissances. Vina

Mazumdar a quant à elle jeté un pont entre l'activisme et le monde universitaire en tant que directrice fondatrice du *Centre for Women's Development Studies* (Centre d'études sur le développement des femmes), à l'origine d'initiatives d'éducation et de recherche basées sur la communauté locale qui ont permis à des femmes marginalisées de s'émanciper et de mettre leurs expériences au centre des études féministes. Neera Desai a contribué à renforcer l'[institutionnalisation de la pédagogie féministe](#) en créant en 1974 le premier centre indien autonome d'études féminines (*Women's Studies Centre*) à la *SNDT Women's University*, maintenant ainsi un lien organique entre les études féministes et l'activisme.

Sharmila Rege a développé une [pédagogie](#) critique qui a fait ressortir les intersections de la caste, de la classe et du genre. L'usage qu'a fait Rege, en tant que directrice du *Kranti Jyoti Savitribai Phule Women's Studies Centre* de l'Université de Pune, des récits et des témoignages des femmes dalits, a représenté une intervention radicale dans la théorie et la pédagogie féministes, en élargissant les horizons méthodologiques et en remettant en question les pratiques d'exclusion aussi bien de la sociologie dominante que des discours féministes des castes supérieures.

Sujata Patel et Maitrayee Chaudhuri ont contribué de manière essentielle à la pédagogie féministe, notamment en mettant l'accent sur la réflexivité en tant qu'impératif méthodologique et éthique. Chaudhuri, dans son important ouvrage *The Practice of Sociology*, préconise des espaces pour les cours qui favorisent l'autoréflexion et remettent en question les hiérarchies épistémiques enracinées. Son approche met l'accent sur le pluralisme méthodologique et encourage les étudiants à s'inspirer de leurs expériences vécues comme source critique de savoir. Patel met également l'accent sur la réflexivité, l'interdisciplinarité et l'apprentissage transformateur. Ses critiques des héritages coloniaux et nationalistes au sein de la sociologie indienne mettent en évidence la domination des cadres de référence eurocentriques et appellent à une sociologie centrée sur les [points de vue des groupes marginalisés](#). La pédagogie féministe de Patel défend le [démantèlement des hiérarchies épistémiques](#) afin de favoriser une production de connaissances plus inclusive et socialement engagée.

> **Situer les connaissances et révéler les intersectionnalités**

Avec son concept de *situated knowledge* (« savoir situé »), Donna Haraway critique les fausses allégations d'objectivité de la science et appelle à des épistémologies fondées sur des expériences vécues et des lieux sociaux spécifiques. En Inde, [Sharmila Rege](#) a mis cette approche en pratique à travers ses travaux fondés sur les témoignages des femmes dalits, faisant progresser l'épistémologie du point de vue féministe des Dalits et remettant en question à la fois la sociologie dominante et les discours féministes des castes supérieures, en insistant pour que la caste, la classe et le genre soient traités comme des structures d'oppression co-constitutives.

“les contributions des femmes sont fondamentales pour la discipline”

L'[intersectionnalité](#), conceptualisée pour la première fois par Kimberlé Crenshaw, est devenue un cadre analytique et méthodologique essentiel au sein de la sociologie féministe indienne. Sujata Patel et Mary E. John ont élargi son application afin d'aborder les intersections spécifiques de la caste, de la classe, du genre, de la religion et de la région dans le contexte indien. Patel critique les fondements coloniaux et brahmaniques de la sociologie indienne, exposant les pratiques d'exclusion que les approches intersectionnelles cherchent à démanteler. De même, [Mary E. John](#) fait appel à l'analyse intersectionnelle pour étudier comment le patriarcat, les systèmes de castes, le communalisme et la mondialisation néolibérale interagissent. Elle appelle à une politique féministe consciente de la complexité de ces structures de pouvoir.

> **Situer la théorie féministe dans le monde social**

Gail Omvedt et Kamla Bhasin [ont étendu la praxis féministe](#) au-delà du monde universitaire, en introduisant des méthodologies féministes dans les mouvements issus de la société civile et les espaces d'apprentissage communautaires. Omvedt a brouillé les frontières entre l'universitaire et l'activiste en combinant la théorie féministe et les mouvements des femmes dalits et rurales, l'accent étant mis sur l'apprentissage participatif et l'autonomisation collective. Ses travaux sur la recherche-action participative ont fait des communautés marginalisées des co-chercheurs, bouleversant ainsi les hiérarchies traditionnelles dans la production de connaissances. Kamla Bhasin a démocratisé le savoir féministe grâce à ses initiatives éducatives féministes menées avec le réseau *Sangat* et à ses écrits accessibles tels que *What is Patriarchy?* et *Understanding Gender*. Par le biais de contes, de chansons et de dialogues, Bhasin a encouragé l'apprentissage collectif et la prise de conscience parmi les femmes des zones rurales et de la classe ouvrière, rendant ainsi la théorie féministe accessible aux citoyens ordinaires.

Collectivement, ces méthodologies féministes donnent la priorité aux pratiques de recherche participatives, inclusives et engagées sur le plan éthique. Elles remettent en question les modes d'enquête positivistes et détachés, en promouvant la réflexivité, les savoirs situés et l'intersectionnalité. La réflexivité, comme le soulignent Gita Chadha et [Maitrayee Chaudhuri](#), invite les chercheurs à examiner de manière critique leur propre position et les relations de pouvoir inhérentes à la production de connaissances. À partir du concept de sociologie réflexive de Pierre Bourdieu, les chercheuses féministes préconisent une autoréflexion plus poussée, situant le chercheur dans le monde social qu'il étudie et démantant les allégations de la

neutralité objective. Ces approches réaffirment un engagement à décoloniser la production de connaissances et à encourager une *praxis* qui relie la recherche à la transformation sociale.

> La persistance de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes

Pourtant, malgré ces contributions fondamentales, le monde universitaire indien reste aux prises avec des cultures institutionnelles masculinistes qui rendent souvent les travaux scientifiques des femmes invisibles ou périphériques. Chaudhuri affirme que les hiérarchies entre les sexes persistent, au-delà des postes de direction, dans la production et la diffusion des connaissances. Les recherches menées par des femmes – en particulier lorsqu'elles s'intéressent à la théorie féministe, et aux questions des castes et de la marginalité – sont souvent sous-évaluées ou confinées au domaine des « *women's studies* », plutôt qu'intégrées dans le discours sociologique général. Chaudhuri [critique cette exclusion épistémique](#), arguant que les idées féministes sont souvent traitées comme des compléments plutôt que comme des éléments centraux des cadres analytiques de la discipline.

La sociologie féministe en Inde est aujourd'hui confrontée à un ensemble complexe de défis combinés, liés à la mondialisation néolibérale, aux changements technologiques et à la montée des tensions sociopolitiques. L'expansion de la *gig economy* et du travail de plateforme a intensifié la féminisation du travail précaire, affectant de manière disproportionnée les femmes dalits, adivasis et les femmes issues de minorités, qui ont des moyens de subsistance précaires et sont confrontées à des disparités salariales et exclues de la protection sociale. Ces évolutions, aggravées par la fracture numérique, renforcent les hiérarchies existantes de caste, de classe et de genre, limitant l'accès équitable aux opportunités économiques. Parallèlement, la planification urbaine et le développement des infrastructures privilégient souvent les groupes dominants, limitant l'accès des femmes marginalisées à des espaces publics sûrs et inclusifs.

La dégradation de l'environnement et les déplacements de population induits par le climat – qui sont des questions auxquelles se sont particulièrement intéressées des chercheuses telles que Bina Agarwal et Vandana Shiva – exacerbent d'autant plus les vulnérabilités, en particulier pour les femmes rurales et autochtones dont le travail est essentiel pour la survie de la communauté et d'un monde écologiquement durable. En outre, la montée du fondamentalisme religieux, les conflits communautaires et la polarisation politique ont contribué à accroître la violence et la discrimination à l'encontre des femmes issues de minorités religieuses, sapant leurs droits et leur sécurité. Ces défis combinés exigent une *praxis* féministe réflexive, intersectionnelle et engagée en faveur de la justice sociale pour s'attaquer aux structures locales et mondiales de l'inégalité dans un ordre mondial en évolution.

> Accepter le pluralisme et promouvoir une recherche socialement engagée afin d'évoluer vers une discipline véritablement inclusive et réflexive

Les chercheuses féministes ont contribué à remodeler la sociologie indienne, en remettant en question ses fondements masculinistes et en élargissant à la fois ses approches méthodologiques et ses préoccupations thématiques. Bien qu'elles aient été confrontées à des formes persistantes et évolutives d'inégalité, leurs contributions soutenues et leurs interventions transformatrices ont permis d'assurer une plus grande inclusion et un plus grand leadership des femmes au sein d'institutions universitaires clés, notamment la Société indienne de Sociologie (ISS).

Les évolutions récentes de la sociologie indienne témoignent d'un progrès institutionnel significatif et d'un engagement renouvelé en faveur de l'inclusion. L'année 2016 a été un moment fort, avec l'élection de Sujata Patel en tant que première femme présidente de l'ISS – un événement qui a marqué une étape importante dans la correction des disparités entre les sexes dans le leadership académique. Son mandat a ouvert la voie aux femmes dirigeantes qui ont suivi, notamment les professeures Indira, Abha Chauhan et Maitrayee Chaudhuri, dont les présidences ont consolidé ces acquis. Collectivement, leur leadership a fait progresser la démocratisation de l'ISS, en renforçant son objectif de lutte contre les inégalités structurelles et de promotion d'une recherche inclusive.

Grâce à des interventions critiques dans la pédagogie, la recherche et les pratiques institutionnelles, les universitaires féministes ont mis en avant la réflexivité, l'intersectionnalité et les méthodologies participatives qui sont au cœur de la justice sociale. Les contributions de femmes à des postes de responsabilité, en particulier au sein de l'ISS, ont renforcé ces efforts de transformation. Cependant, la démocratisation de la sociologie indienne reste un chantier en cours. Un engagement actif de l'ensemble de la communauté des chercheurs, hommes et femmes, est nécessaire pour que notre discipline devienne véritablement inclusive et réflexive.

L'objectif n'est pas de créer des espaces féministes qui excluent les hommes, mais plutôt de favoriser des plateformes de collaboration où des voix diverses s'efforcent ensemble de développer des compréhensions plus complètes et plus équitables de la société indienne. Encourager les chercheurs masculins à véritablement intégrer les approches féministes peut contribuer à démanteler des hiérarchies bien ancrées et à enrichir la discipline. En adhérant au pluralisme et en promouvant une recherche socialement engagée, la sociologie indienne peut évoluer vers un avenir où la pensée et la *praxis* féministes seraient un élément central de son développement intellectuel et institutionnel. ■

Toute correspondance est à adresser à Arvinder Ansari <arvinder2009@gmail.com>

> Repenser depuis l'Inde les études sur les mouvements sociaux

Shruti Tambe, Savitribai Phule Pune University (Inde)

La sociologie des mouvements sociaux s'est développée dans la seconde moitié du XX^e siècle dans les universités occidentales. Dans les années 60, ce sous-domaine de la sociologie était très en vogue dans le monde entier, y compris en Inde. De fait, la sociologie des mouvements sociaux est apparue au moment de la décolonisation. Est-ce un hasard si l'essor et le succès des mouvements anticoloniaux ont coïncidé avec l'engouement croissant pour la sociologie des mouvements sociaux ?

Je suis d'avis que les très divers mouvements de protestation et mouvements anticoloniaux, anti-impérialistes et antiracistes ont inspiré l'essor d'un domaine distinct de la sociologie, à savoir la sociologie des mouvements sociaux, qui allait au-delà de la formulation traditionnelle du changement social. Pourtant, ce domaine ne reconnaissait pas ni n'incluait les méthodes, les stratégies et les idéologies observées sur le terrain pendant la période de la décolonisation. C'était presque comme si ce domaine spécialisé de la sociologie des mouvements sociaux existait sans aucun lien avec le cours des événements dans le « monde colonial ».

> Les mouvements modernes du prolétariat dans les démocraties capitalistes libérales occidentales

Je souhaite exposer trois postulats qui ont joué un rôle important dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux à mesure qu'elle devenait un domaine de recherche distinct. Ces postulats marquent également les limites de l'accès de la recherche à certaines expériences et de leur légitimité.

Le premier postulat est que les mouvements sociaux sont un phénomène moderne. Tous les éléments de la modernité – l'évolution des idées et des valeurs, du système politique, de l'économie, de la société et de la technologie – ont contribué à faire des mouvements sociaux un phénomène résolument moderne. Bien que le processus de transformation ait été initialement très lent et spécifique à chaque région, certaines évolutions intellectuelles

“Le Sud global n'est pas une catégorie homogène”

ont été communément observées dans diverses parties de l'Europe depuis le XV^e siècle. L'individualisme, la rationalisation et l'engouement pour une nouvelle esthétique ainsi que l'importance de la science et de la technologie ont été communs à l'ensemble du monde moderne. Ces transformations ont à leur tour entraîné des changements dans la réalité politique et économique et dans les relations sociales. En était-il de même dans le monde colonial ? La question raciale était-elle à l'époque importante dans les pays du Sud ?

Deuxième postulat : le domaine de la sociologie des mouvements sociaux implique que l'étude de l'action collective institutionnalisée prend sa source dans l'ensemble des aspects de la modernité, de l'individualisme et de la dissidence dans les démocraties libérales façonnées par le capitalisme occidental. Dès lors, seule l'expérience occidentale se trouve dotée d'authenticité. Ces actions institutionnalisées sont associées aux structures institutionnelles démocratiques du XX^e siècle dans les démocraties libérales capitalistes occidentales.

Le troisième postulat précise qui sont les leaders de ces luttes et qui sont ceux qui les suivent. L'hypothèse de départ dans ce domaine est que les avant-gardes des mouvements sociaux sont constituées par les prolétariats. Les luttes mettent l'accent sur les conflits de classe et les pressions qui en résultent pour redéfinir les sociétés démocratiques au plan sociopolitique et économique.

À partir de ces postulats et d'un certain nombre de cadres conceptuels et d'approches théoriques, les mouvements sociaux ont été étudiés par des chercheurs du monde en-

tier, qui ont mis en lumière les difficultés structurelles et les problèmes de discrimination, de perte de moyens de subsistance et de contestation démocratique. Suivant la même voie, diverses stratégies adoptées par des mouvements ont été répertoriées en Inde et dans l'ensemble du Sud.

> Pas de place dans le courant dominant malgré six décennies de popularité en Inde

En Inde, les années 1980 ont été marquées par un essor de la recherche sur les mouvements sociaux, les mouvements nationalistes, les mouvements paysans et les mouvements tribaux. En outre, des études de cas comme celles consacrées au mouvement Bhodan-Gramdan (don de terres et don du village) ont répertorié et analysé diverses luttes, mouvements et troubles sociaux dans les cadres établis de la sociologie des mouvements sociaux. Plusieurs thèses de doctorat ont également été présentées dans plusieurs universités au cours de la même période.

Et pourtant, après six décennies de popularité de la sociologie des mouvements sociaux en tant que domaine de recherche sociologique à l'échelle internationale, comment se fait-il que les cas et les expériences de dissidence, de mobilisation et de contestation impliquant des millions de personnes ordinaires sans ressources d'Asie du Sud, notamment en Inde, peinent à trouver leur place dans les cadres établis du discours sociologique dominant sur les mouvements sociaux ? Comment expliquer cette énigme qui perdure aujourd'hui et comment identifier les facteurs susceptibles de la résoudre ?

> En Inde, l'agitation sociale et les mouvements sociaux n'ont pas été placés au centre des débats sociologiques

[NAPM@30](#), un document qui célèbre ces luttes (à la fois celles qui ont réussi et celles qui ont échoué), précise qu'au moment où est apparue cette alliance populaire au début des années 1990, le programme d'ajustement structurel piloté par la Banque mondiale avait déjà été imposé au gouvernement indien. Cette intervention a gravement compromis les aides, les programmes d'aide sociale, les subventions et les emplois permanents stables de très nombreuses personnes. Pourtant, comme nous le rappelle [NAPM@30](#), un accord général – même s'il n'était pas très clair – avait cours entre la classe dirigeante et les masses exploitées sans ressources concernant la promesse de l'État providence et les valeurs constitutionnelles qui prévalaient jusqu'à la fin des années 1980.

Les années 70 et 80 ont été marquées par une forte agitation sociale dans toute l'Inde, à l'initiative d'étudiants et de jeunes qui réclamaient des changements socio-économiques et politiques pour la société indienne à partir des mouvements sociaux, incluant des références aux objectifs du mouvement nationaliste anticolonial et aux objectifs

constitutionnels d'établissement d'un socialisme démocratique et d'un État providence. Parmi les revendications, figuraient la redistribution des terres aux sans-terre, des logements pour les catégories socialement et économiquement défavorisées telles que les castes répertoriées, des subventions pour l'éducation des étudiants pauvres, et un système de distribution publique garantissant des denrées alimentaires et des semences subventionnées pour lutter contre la pauvreté. Jusqu'au milieu des années 80, on croyait encore, 40 ans après la fin de l'ère coloniale, que la république démocratique de l'Inde devait suivre la voie de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, accompagnée en cela par la justice (sociale, économique et politique), la laïcité et le socialisme, afin d'assurer un avenir équitable à des milliards d'individus. C'est dans cette optique que des milliers de mobilisations, de campagnes et de mouvements ont vu le jour et ont reflué dans diverses régions de l'Inde. Cependant, si les mouvements sociaux ont été largement débattus en Inde, ils n'ont pas pour autant constitué l'élément central des débats dans les cercles sociologiques. L'essentiel des débats continuait à tourner autour des dichotomies tradition/modernité et rural/urbain, ainsi que des aspects conceptuels et substantiels de la stratification sociale.

> Les « nouvelles » luttes reflètent le fossé entre les économies capitalistes avancées et l'économie capitaliste coloniale de l'Inde

Toutefois, vers la fin des années 1980, la théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est apparue, pour analyser les « nouveaux » mouvements observés depuis les années 1960 dans le monde occidental développé, par opposition aux « anciens » mouvements (suivant la théorie marxiste des mouvements sociaux). Les « nouveaux » mouvements sociaux se caractérisaient par une attention nouvelle portée aux modes de vie, aux valeurs et à la transformation de la vie privée et du domaine symbolique dans les économies capitalistes occidentales avancées.

C'était l'époque où de nombreux mouvements de masse, y compris des mobilisations de jeunes pour l'emploi, de cultivateurs et de petits paysans pour des prix équitables et des droits fonciers, et de communautés tribales contre les déplacements et pour réclamer des ressources, agitaient l'arène démocratique indienne. Au centre des débats au sein de la société civile, il était question de restructuration politique et économique et du besoin urgent de réduire la pauvreté moyennant la redistribution des richesses et du pouvoir. Dans les années 80, les questions de survie et de droits démocratiques, mobilisées par les mouvements et les syndicats au nom de la dignité, étaient à l'ordre du jour.

Autrement dit, alors qu'en Inde, les mouvements concernant les conflits matériels, la citoyenneté et la dignité humaine étaient menés de front, dans les sociétés occidentales, les questions de survie avaient déjà été plus ou

moins réglées et c'étaient les questions relatives à l'identité, au style de vie et aux valeurs qui étaient au cœur de la contestation. L'Inde était entrée dans le capitalisme par la voie du capitalisme colonial, comme Alavi et Shanin (1982) l'affirment avec force, ce qui explique l'écart entre les économies capitalistes avancées et l'économie capitaliste coloniale de l'Inde.

> Des cadres conceptuels et théoriques négligés

Depuis les années 90, aussi bien les mouvements des catégories socioculturelles défavorisées et exploitées de la société – ce que l'État avait qualifié après l'indépendance de « castes répertoriées » –, que les mouvements tribaux réclamant des droits héréditaires sur les terres et les produits forestiers ainsi que des droits culturels et la dignité en tant que citoyens, et les mouvements féministes, ont tous été étudiés en leur appliquant le cadre théorique des NMS, sans que celui-ci soit vraiment réexaminé par les chercheurs.

Depuis le début du XXI^e siècle, à une époque où les mouvements de contestation et les luttes qui se poursuivent autour des droits matériels et de revendications socioculturelles font rage sur le terrain, les chercheurs utilisent l'ensemble des théories des mouvements sociaux, depuis l'explication fonctionnaliste axée autour de la privation relative jusqu'à la théorie des NMS.

Les chercheurs confirmés apparaissent mal à l'aise et semblent presque s'excuser de ce que les cadres conceptuels et théoriques utilisés par les spécialistes indiens des mouvements sociaux dans les années 80 aient été largement ignorés dans les universités indiennes. Les activistes soulignent que les slogans et les priorités, ainsi que les stratégies employées par les mouvements sur le terrain, ont à peine été débattus dans les universités, exception faite de quelques universitaires curieux.

> Les questions finales qui émergent du Sud Global

Notre monde contemporain est animé par les expressions démocratiques de dissidence et de contestation liées à

diverses idéologies et agendas. Mais vu depuis le Sud Global, on se demande parfois s'il s'agit du même monde que celui dans lequel nous vivons tous. En creusant plus avant, il s'avère que même le Sud ne constitue pas une catégorie homogène. Des revendications pour une répartition équitable des ressources naturelles aux mouvements de libération contre les abus sexuels comme #MeToo, ou des mouvements identitaires comme ceux des communautés LGBTQ aux manifestations contre les déplacements de population dus aux projets capitalistiques miniers, industriels et d'infrastructure, certaines problématiques sont communes tandis que d'autres sont spécifiques au Sud. Le tableau qui se dessine est celui d'un monde traversé par des contradictions autour des ressources, des revenus, des droits et de l'impunité.

C'est pourquoi, pour conclure, je voudrais soulever les questions suivantes : La sociologie des mouvements sociaux en Inde a-t-elle échoué à trouver sa base conceptuelle et théorique dans la lutte anticoloniale, qui avait utilisé des stratégies allant du conflit violent contre les Britanniques aux réseaux communautaires non violents formés sous la houlette du Mahatma Gandhi ? Alors que dans les théories occidentales de la sociologie des mouvements sociaux, le nationalisme est considéré comme une position idéologique restrictive, le nationalisme sous la direction de Gandhi a-t-il la même signification qu'en Occident ? Si l'on considère la vérité et la moralité fondées sur la non-violence, il semble que les valeurs humanitaires, en tant que base d'un nouvel État démocratique doté d'une vision internationale plus large, auraient pu être abordées comme une nouvelle forme de modernité issue du Sud global. Dans notre analyse des luttes et des conflits en Inde et dans d'autres sociétés du Sud, avons-nous donc appliqué de manière trop mécanique les cadres conceptuels et théoriques occidentaux reçus, cédant en cela à un orientalisme inconscient dont nous aurions hérité ?

Afin de donner un nouveau souffle aujourd'hui nécessaire à la sociologie des mouvements sociaux, il est important de trouver des réponses à ces questions. Ce n'est qu'alors que nous pourrions aboutir à une étude des mouvements sociaux plus juste et mieux adaptée à leurs diverses réalités, en particulier dans les pays du Sud. ■

Toute correspondance est à adresser à Shruti Tambe <shruti.tambe@gmail.com>

> Normalisation de l'extrême droite et courant dominant radicalisé

Sabrina Zajak, DeZIM (Allemagne), **Emanuele Toscano**, Université Guglielmo Marconi (Italie) et **Anna-Maria Meuth**, DeZIM (Allemagne)



Photo de Sebastian Christoph Gollnow, éditée avec l'aide de l'IA.

Les principes et les valeurs fondamentales de nombreuses démocraties ont connu des changements considérables, au point que ce qui a toujours été qualifié d'extrême droite a cessé d'être l'extrême droite pour devenir la nouvelle normalité, le courant dominant. Les idéologies ethno-nationalistes, autoritaires, anti-migrants, sexistes et antipluralistes ont conquis des positions clés dans les sociétés. Désormais, les acteurs de l'extrême droite non seulement occupent des positions au sein des élites économiques et politiques, mais ils se mobilisent également sur le terrain et par l'intermédiaire d'influenceurs sur les réseaux sociaux. Des années de démarginalisation et de mobilisation ont permis aux idéologies d'extrême droite de gagner des positions de pouvoir dans littéralement toutes les sphères de la société et de pénétrer le cœur et l'esprit de nombreux citoyens ordinaires, hommes, femmes et enfants, transformant la société en ce que nous proposons d'appeler un courant dominant radicalisé (*radicalized mainstream*).

> Le concept de courant dominant radicalisé

Avec ce dossier spécial de *Dialogue Global*, nous cherchons à faire la lumière sur l'évolution récente et les nouvelles dynamiques de normalisation de l'extrême droite et ses implications pour les démocraties libérales en Europe, aux États-Unis et ailleurs, ainsi que pour l'architecture mondiale des soutiens à la cause démocratique. Nous

nous pencherons sur la question de savoir quelles idées et quelle rhétorique ethno-nationalistes, auparavant marginalisées, sont de plus en plus adoptées et apparaissent ouvertement utilisées dans le discours dominant, dans le champ socioculturel, dans les attitudes personnelles et les mobilisations et programmes politiques, et comment on en est arrivé là. Avec le concept de « courant dominant radicalisé », nous proposons de passer de l'analyse des tactiques, des acteurs et des idéologies des extrêmes droites à une compréhension du processus de radicalisation du courant dominant lui-même.

Par **courant dominant radicalisé**, nous entendons la diffusion et le bricolage d'idéologies par un réseau local à mondial de plus en plus dense d'acteurs (dont des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise, des adeptes du fascisme numérique, des partis politiques, des organisations et des mouvements populaires, ainsi que des individus à titre privé), qui restructurent la société et les relations sociales par le biais d'ordres de valeur inégale. En utilisant ce concept, nous aimerions également attirer l'attention sur un phénomène qui est étroitement lié et qui a pourtant été largement négligé jusqu'à présent, à savoir, la dé-normalisation des normes et principes démocratiques et inclusifs, et la marginalisation des forces progressistes, pro-démocratie et anti-discriminations (notamment antiracistes et anti-sexistes).

Dans cette introduction, nous voudrions développer l'idée de « courant dominant radicalisé » et souligner certaines de ses conséquences internationales et de ses implications (attendues) pour l'égalité et la démocratie libérale pluraliste.

> De la recherche à l'analyse

Lorsque nous avons exposé pour la première fois le concept de courant dominant radicalisé, à l'occasion d'une conférence internationale organisée à Berlin en 2023 par le Centre allemand de recherche sur l'intégration et les migrations (DeZIM) et par l'ISA, nous cherchions à attirer l'attention sur un fait paradoxal. Le concept de courant dominant radicalisé était pour nous avant tout une figure de style destinée à faire réfléchir – un oxymore – dans

>>

la mesure où radicalité et courant dominant sont antinomiques, ou du moins des concepts qui ne peuvent pas être combinés : ce qui est radical ne peut pas en même temps appartenir au courant dominant. Le titre choisi pour la conférence, « À la recherche du courant dominant radicalisé », se voulait un point de départ pour aborder avec des universitaires de renommée internationale la dynamique de la normalisation et les dangers qu'elle comporte lorsque la société (son courant dominant) se radicalise.

Aujourd'hui, nous pensons qu'il est temps de passer de l'étape de la recherche à celle d'un examen des réalités empiriques d'une société de plus en plus radicalisée et des liens entre la normalisation de l'extrême droite et la dé-normalisation des valeurs et des acteurs démocratiques, pluriels et progressistes. Les contributions à ce numéro offrent un large éventail de données à ce sujet.

Terry Givens analyse la normalisation de l'extrême droite en comparant les différents systèmes de partis en Europe à différentes étapes, tandis que Damla Keşkekci traite des différents mécanismes d'intégration de l'extrême droite sur les plateformes numériques. De son côté, Pasha Dashtgard examine comment la manosphère a transformé les réseaux de développement personnel des hommes en champs de bataille idéologiques – l'optimisation du corps et de la masculinité devenant un mécanisme de radicalisation. Entraînés par un changement culturel plus général, les acteurs de l'extrême droite ont également de plus en plus utilisé la mode à des fins stratégiques pour fabriquer une identité, diffuser une idéologie et normaliser les messages extrémistes sous des dehors de culture « mainstream ». Andrea Grippo montre comment, d'une génération à l'autre, les stratégies esthétiques de l'extrême droite ont évolué – d'un style ouvertement emprunté à la sous-culture à un style ironique et hyper-normalisé – en faisant de l'esthétique un vecteur d'infiltration politique et de légitimation culturelle. Enfin, Sumrin Kalia identifie les multiples mécanismes par lesquels l'extrême droite a pénétré la société civile au Pakistan et ailleurs, tandis que Roberto Scaramuzzino et Cecilia Santilli analysent les différentes façons dont la gouvernance populiste recompose la société civile.

> L'importance des changements discursifs

En quoi cette approche diffère-t-elle des recherches existantes sur l'extrême droite et la mobilisation d'extrême droite ?

Un très grand nombre d'études et d'articles ont été consacrés aux personnes qui votent pour les partis d'extrême droite (principalement des hommes, issus de toutes les classes sociales) et aux raisons de leur progression dans les démocraties libérales occidentales. Parmi ces raisons, citons les difficultés à s'adapter à une modernisation accélérée, les inégalités sociales, le sentiment d'insécurité, les changements dans les milieux politiques

et les systèmes de représentation, le poids de la poly-crise, de la guerre et de la pandémie. D'autres analystes se sont intéressés plus particulièrement à l'aspect sociétal et abordent la montée de l'extrême droite comme un effet de la mobilisation sociale.

En partant de l'optique de la normalisation, nous sommes amenés à analyser comment les acteurs et les idéologies ethno-nationalistes sont intégrés dans le courant sociétal dominant et se propagent au plan politique, culturel et discursif. Dans la continuité de cette optique, il est essentiel de comprendre et de décrire le glissement vers la droite des programmes politiques et quels sont ses effets sur les sociétés démocratiques. De nombreux experts et auteurs soulignent que les attaques contre les institutions et les valeurs démocratiques sont souvent menées depuis l'intérieur même de la démocratie, moyennant le détournement de ses institutions et de ses valeurs.

Notre analyse se concentre sur les changements discursifs à l'œuvre : on peut en effet repérer la normalisation à travers l'utilisation et la diffusion de termes auparavant employés par des acteurs d'extrême droite, qui sont désormais entrés dans le discours dominant et se sont normalisés. Ce processus peut induire des changements dans les débats politiques et des changements culturels, ainsi que des changements structurels dans la sphère publique. Les plateformes de médias sociaux jouent un rôle crucial dans ce processus, en accélérant la désinformation et en servant de caisse de résonance aux acteurs radicalisés, a fortiori depuis que les discours de haine ne sont plus réglementés. Ces évolutions se traduisent par des politiques concrètes, par exemple en matière de restrictions du droit d'asile, de contrôles renforcés aux frontières ou d'autodétermination de genre ou sexuelle.

> Les idéologies basées sur la valeur inégale des êtres humains comme justification aux hiérarchies fondées sur la discrimination

En mettant l'accent sur le processus de normalisation, nous allons au-delà de l'étude traditionnelle de l'extrême droite pour centrer plutôt notre attention sur le rôle des acteurs au sein du courant dominant démocratique. Le concept de courant dominant radicalisé s'appuie sur ces considérations. Mais au lieu de nous focaliser sur une « trajectoire à sens unique » des franges extrêmes vers le courant dominant, nous exposons le courant dominant dans toutes ses ambiguïtés et sa complexité, là où les idéologies, les visions du monde et les pratiques préexistantes se retrouvent mêlées aux acteurs et aux idéologies d'extrême droite. Les idées, les valeurs et les pratiques démocratiques sont non seulement déconstruites, mais elles sont également reléguées à la marge.

De façon générale, nous définissons le **courant dominant radicalisé** comme un réseau de plus en plus

dense d'acteurs, d'institutions et de médias qui, même s'ils ne sont pas officiellement affiliés à des partis d'extrême droite, adoptent ou s'orientent vers une rhétorique et des positions qui appartiennent ou ont appartenu à des formations politiques radicales.

Le **courant dominant** nous apparaît comme très hétérogène : il désigne toute une série d'acteurs de la société aux situations différentes et de milieux différents, qui, dans divers domaines, s'adaptent aux idéologies, aux activités et aux attitudes de l'extrême droite, s'alignent sur celles-ci, les justifient et les normalisent dans des circonstances très variées et pour diverses raisons. La **radicalisation**, quant à elle, fait référence à des processus, qui vont de la rhétorique aux actions et où les idéologies de la valeur inégale des êtres humains sont utilisées pour justifier et renforcer les hiérarchies raciales, de genre, ultranationalistes et fondées sur la discrimination ; les modes d'exclusion déployés attisent la haine et la violence et peuvent même conduire à des meurtres commis par des individus ou des groupes d'individus.

> Des conséquences locales, nationales et internationales complexes

Ce phénomène concerne tous les domaines de la société : la politique, la culture, le monde des affaires, la société civile et la sphère publique, que ce soit au niveau individuel, organisationnel ou institutionnel. Dès lors, la normalisation de la droite radicale peut être considérée comme un processus d'acceptation sociale en même temps qu'un phénomène institutionnalisé.

Dans ce contexte, toute focalisation exclusive sur les aspects électoraux de la radicalisation, la mobilisation de l'extrême droite ou les changements discursifs dans le courant dominant risque de donner lieu à une fausse interprétation du phénomène. Au lieu de cela, il faut plutôt nous pencher sur les interactions complexes, les ambiguïtés, les frontières floues et les bricolages idéologiques qui transforment de sympathiques voisins, amis ou membres de la famille en vecteurs de l'ignorance, de la haine ou de la violence. Cela nous permet également d'examiner plus en profondeur les mécanismes de dé-normalisation et de marginalisation des acteurs, des idées et des pratiques démocratiques et progressistes. L'incidence fondamentale pour la démocratie libérale devient évidente : de principe d'organisation locale, nationale et mondiale de la vie sociale, l'idée de démocratie se trouve réduite à des îlots de plus en plus petits d'égalité, de solidarité et d'espoir basés sur une organisation collective.

Nous ne donnons que quelques exemples des conséquences locales, nationales et internationales de la radicalisation du courant dominant. Dans bon nombre des dites « démocraties libérales », les mouvements sociaux et la so-

ciété civile progressiste, y compris les mouvements syndicaux, féministes, LGBTQI+, les mouvements pour le climat, ceux pour la paix et les mouvements de solidarité (avec la Palestine), ainsi que les mouvements pro-démocratie, sont de plus en plus incriminés, réduits au silence et réprimés. La fermeture des frontières et les restrictions à l'admission des réfugiés rendent d'autant plus difficiles la protection et la sécurité des personnes déplacées – à la fois sur leurs itinéraires de fuite et pour exercer leur droit d'asile. Le non-respect des objectifs climatiques par les acteurs industriels les plus influents a des répercussions sur le climat à l'échelle mondiale, car il ne connaît ni frontières ni intérêts nationaux.

Les accords internationaux sont également en jeu. Il n'est pas certain que l'Union européenne, autrefois bastion de la paix et de l'antifascisme, survive à la pression exercée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières par le courant dominant radicalisé. Les principes humanitaires défendus par les Nations unies sont discrédités et des financements sont supprimés, mettant en danger des millions de vies qui dépendent de l'aide humanitaire dans le monde. La montée du nationalisme affaiblit le multilatéralisme mis en œuvre depuis plusieurs décennies pour résoudre et gérer les problèmes mondiaux. En témoigne le boycottage de négociations ou le retrait d'accords précédemment conclus dans des domaines tels que le commerce, le climat, les politiques migratoires et les alliances en matière de sécurité. Dans le domaine commercial, des politiques économiques protectionnistes sont mises en œuvre par le biais d'une augmentation des droits de douane et des guerres (ou menaces de guerres) commerciales.

> Les priorités de la recherche pour renouveler et réinventer la démocratie

Ce ne sont là que quelques exemples de la façon dont la nouvelle normalité du courant dominant radicalisé participe d'ores et déjà, et devrait continuer à participer, à une érosion de la protection, de l'application, de la reconnaissance et de la visibilité des droits de l'homme et de la démocratie. Si nous voulons stopper et inverser cette tendance à la radicalisation du courant dominant, nous sommes fermement convaincus que nous avons besoin d'analyses empiriques approfondies et de comparaisons entre pays pour mieux comprendre les mécanismes de la radicalisation du courant dominant. Enfin, comprendre comment un courant dominant se radicalise peut contribuer à développer des concepts pour sa dé-radicalisation, en examinant les « perspectives d'espoir » où les valeurs, les pratiques et les communautés démocratiques sont rétablies, régénérées et renouvelées. Une analyse conjointe des dynamiques de normalisation de l'extrême droite et de dé-normalisation de la démocratie devrait orienter nos priorités de recherche de manière à pouvoir contribuer au renouvellement et à la réinvention de la démocratie de demain. ■

Toute correspondance est à adresser à Sabrina Zajak <zajak@dezim-institut.de>

> De la droite “radicale” à la droite “mainstream” : L'évolution du système des partis européens

Terri Givens, University of British Columbia (Canada)



Mots-clés dans le développement de la politique d'extrême droite. Image générée par l'autrice.

Une des tendances que j'ai observées depuis que j'ai commencé au milieu des années 1990 à étudier la droite radicale, c'est que des idées qui à l'époque étaient taxées de « radicales » sont aujourd'hui devenues courantes. À l'époque où je travaillais sur mon premier livre consacré à la droite radicale, de nombreux collègues ont cherché à m'en dissuader, estimant que les partis de droite radicale n'étaient qu'un « feu de paille ». Ces partis sont pourtant devenus une force durable dans le paysage électoral. Comme je l'ai noté dans mon livre [*The Roots of Racism*](#) [Les racines du racisme], « les politiques de droite considèrent les immigrés comme des objets étrangers au sein du corps politique et les rendent responsables de toute une série de maux sociaux, notamment des taux élevés de criminalité et de chômage ». Ce qui était autrefois considéré comme radical est devenu le courant dominant, notamment en matière d'hostilité à l'égard des immigrés et d'islamophobie.

> Le spectaculaire glissement vers la droite

Lorsque les partis de la droite radicale sont entrés sur la scène électorale dans les années 1980, [un consensus des élites s'est établi](#) pour lutter contre ces partis en maintenant un « cordon sanitaire » qui empêchait les dirigeants politiques de droite de coopérer avec les candidats d'extrême droite, tout en encourageant les électeurs de gauche à soutenir les candidats de la majorité. Or [ce consensus s'est effondré](#) lorsque, partout en Europe, des gouvernements conservateurs sont arrivés au pouvoir

après que le 11-Septembre et le terrorisme ont déplacé le focus porté sur l'immigration de la politique de l'emploi vers les questions sécuritaires. Le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) a intégré le gouvernement autrichien en 2000, en partie parce qu'il était considéré comme la seule alternative à un gouvernement de grande coalition. À l'époque, faire partie du gouvernement avait semblé modérer ne serait-ce que les dirigeants du parti, mais celui-ci est revenu depuis quelques années à un langage anti-immigration plus agressif. Ce manque de modération s'est poursuivi au fur et à mesure que d'autres partis ont été créés et ont remporté des succès électoraux.

La participation du FPÖ, du Parti du peuple danois et de divers autres partis d'extrême droite à des gouvernements de coalition au début des années 2000 a ouvert la voie à un plus grand succès de ces partis. Le soutien aux partis d'extrême droite en Europe a fait un bond lors des élections européennes de 2014, préfigurant le succès du vote pro-Brexit au Royaume-Uni à l'été 2016 ; et ce soutien s'est accru en 2019 lorsque le parti d'extrême droite du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen a battu de justesse la coalition de partis du président Emmanuel Macron, avec 23% des voix. Le Rassemblement national, qui conserve la plupart des positions de son ancienne incarnation, le Front national, est désormais devenu un acteur incontournable au Parlement européen et à l'Assemblée nationale en France. Depuis que j'ai commencé à faire des recherches sur les partis politiques au milieu des années 90, la politique des partis en Europe a connu un spectaculaire glissement vers

la droite. Nous avons assisté à un déclin du soutien aux partis de gauche, sociaux-démocrates et communistes, en particulier en France. Il est important de garder à l'esprit le contexte plus large du changement, étant donné l'évolution de la droite radicale, passée d'une position en marge des partis politiques à celle de courant dominant.

> Un soutien électoral croissant aux partis de la droite radicale depuis le début du XXI^e siècle

Pratiquement toutes les élections législatives en Europe depuis le début des années 2000 ont vu augmenter le soutien accordé aux partis de la droite radicale, qui font désormais clairement partie intégrante de la vie politique. En septembre 2022, les Démocrates de Suède sont devenus le deuxième parti du Riksdag, avec 73 sièges. En France, le RN a obtenu 37% des voix lors des élections législatives anticipées de 2024, bien qu'il n'ait pas obtenu le nombre de sièges escompté en raison de la coordination stratégique des partis de gauche. En Allemagne, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) est devenue en février 2025 le deuxième plus grand parti du pays, remportant près de 21% des voix, doublant ainsi sa part de voix par rapport à l'élection de 2021.

Plusieurs partis sont arrivés en tête des élections depuis 2022, l'année où la coalition de la néofasciste Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia (les Frères d'Italie), a remporté suffisamment de voix pour former un gouvernement en Italie, avec Meloni au poste de premier ministre. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders a remporté le plus grand nombre de sièges aux élections de novembre 2023, mais en raison de négociations de coalition litigieuses, la formation d'un nouveau gouvernement ne s'est faite qu'en juillet 2024, sous la direction d'un fonctionnaire indépendant en tant que premier ministre. Et bien sûr Viktor Orbán, qui est au pouvoir en Hongrie depuis 2010, et dont le gouvernement illibéral est une épine dans le pied de l'Union européenne.

> Les classes populaires adhèrent de plus en plus au populisme, au racisme et à la peur des minorités

Il n'y a pas si longtemps que cela, les partis d'extrême droite ou de la droite radicale n'étaient pas pris au sérieux, mais leur place a évolué : ces partis qui étaient perpétuellement dans l'opposition sont en effet désormais des prétendants sérieux au pouvoir politique. Les normes relatives aux questions raciales et aux politiques en matière d'immigration ont clairement évolué depuis que j'ai commencé à étudier la droite radicale au milieu des années 1990. En 1999, lorsque le FPÖ de Jörg Haider est arrivé en deuxième position aux élections législatives autrichiennes, les 14 autres pays de l'Union européenne (UE) de l'époque ont jugé inadmissibles les positions du FPÖ sur l'immigration et l'UE. Faute de pouvoir changer le résultat du vote, des

mesures avaient été prises pour manifester leur position sur ces questions, avec notamment l'adoption de la directive sur l'égalité raciale en 2000, en signe de [soutien aux politiques de lutte contre les discriminations](#). Les partis de la droite radicale en Europe ont tendance à recourir au populisme, affirmant œuvrer pour les citoyens ordinaires et contre les élites. Ils penchent souvent vers l'autoritarisme, en appelant à la sécurité pour se protéger de tout ce qui leur est extérieur, et attendent une loyauté aveugle envers le parti ou ses dirigeants. Le racisme et la peur des minorités et des immigrés sont une autre composante, qui est utilisée par les responsables politiques européens pour mobiliser les électeurs qui craignent de perdre leurs privilèges et, au bout du compte, leur domination politique.

Depuis le début des années 2000, les chercheurs ont constaté que les candidats d'extrême droite bénéficiaient d'un soutien croissant de la part des électeurs des classes populaires. Pourtant une évolution importante avait eu lieu entre le milieu et la fin des années 1990 avec le succès d'hommes politiques de centre gauche comme le président américain Bill Clinton, le premier ministre britannique Tony Blair et le chancelier allemand Gerhard Schroeder. Ces dirigeants avaient adopté une approche néolibérale de la politique économique qui allait dans le sens d'une conception plus individualiste de la gouvernance. Les politiques menées ont contribué à la croissance économique dans son ensemble, mais n'ont guère contribué à améliorer les salaires ou les prestations sociales des classes populaires, et cela a conduit à creuser les inégalités. Si les politiques économiques du centre gauche avaient amélioré le niveau de vie des électeurs des classes populaires, il est probable qu'ils n'auraient pas été aussi réceptifs aux messages de la droite radicale. Au lieu de cela, les salaires ont stagné et le nombre de syndiqués a diminué en même temps que le nombre d'emplois dans l'industrie manufacturière.

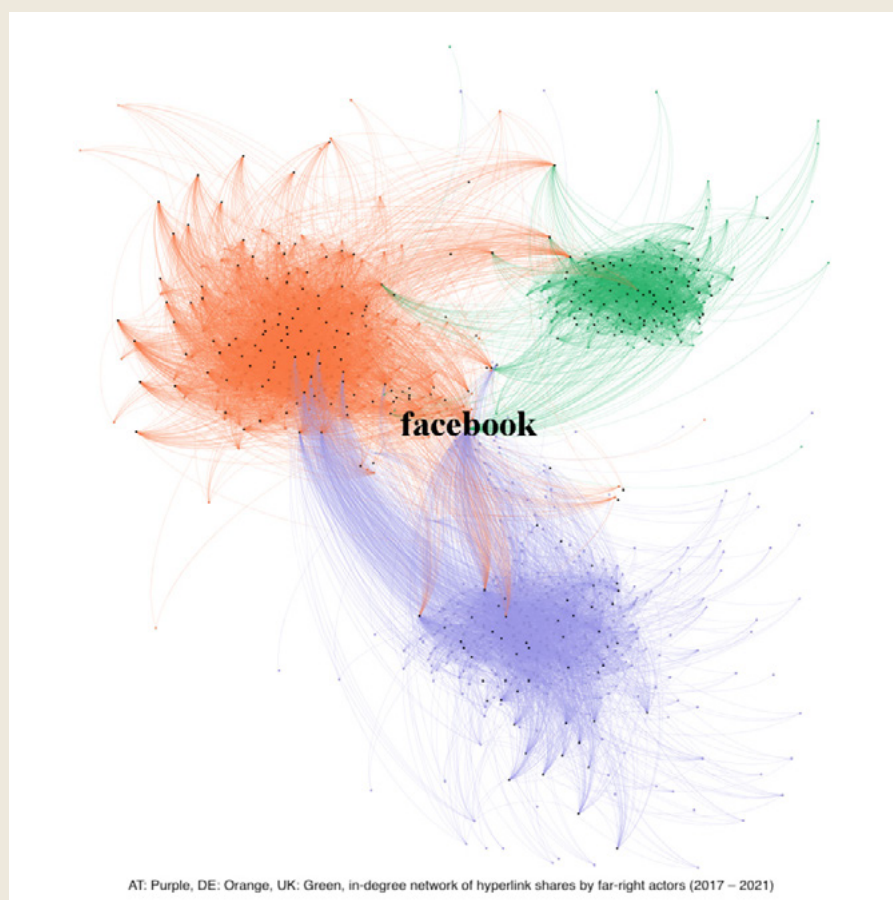
> Ce que l'avenir nous réserve

La politique est un domaine en constante évolution, et les perspectives pour la démocratie prêtent aisément au pessimisme, dans un contexte où les tenants de l'illibéralisme continuent de gagner du terrain, non seulement en Europe, mais aussi aux États-Unis. On peut espérer que les responsables politiques de droite maintiendront un lien avec la démocratie et que les électeurs apporteront leur soutien à des partis qui répondent clairement aux normes démocratiques. L'avenir nous dira si les discours iront à nouveau dans le sens des normes démocratiques, et si ces normes recevront le soutien des électeurs. En attendant, les chercheurs devront poursuivre leurs analyses quantitatives et qualitatives pour tenter de comprendre et d'expliquer quels sont les éléments politiques, économiques et sociaux qui déterminent le comportement des électeurs et les plaidoyers développés par les partis politiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Terri Givens <terri.givens@ubc.ca>

> De la marge au fil d'actualité : La normalisation de l'extrême droite par les plateformes

Damla Keşkekci, Scuola Normale Superiore (Italie)



Autriche : violet ; Allemagne : orange ; Royaume-Uni : vert. Réseau d'entrée d'hyperliens partagés sur les pages Facebook des acteurs de l'extrême droite, 2017-2021. Image générée par l'autrice.

AT: Purple, DE: Orange, UK: Green, in-degree network of hyperlink shares by far-right actors (2017 – 2021)

Jadis relégués à la marge, les acteurs de l'extrême droite tentent de plus en plus de se repositionner en tant que figures légitimes et « normalisées » au sein du courant politique dominant. Avec Liriam Sponholz, dans « [Radicalizing the Mainstream in Western Europe](#) », nous examinons comment l'extrême droite allemande – composée de divers acteurs, qui vont des partis politiques aux médias alternatifs en passant par les mouvements sociaux – utilise de manière stratégique les hyperliens sur Facebook. Sur la base d'un ensemble de données de plus de 120.000 messages publiés sur 100 comptes Facebook publics (2017-2020), nous analysons la manière dont le fonctionnement des plateformes oriente la communication politique et contribue à une *démarginalisation par les plateformes* (*platformed mainstreaming*).

Nous identifions trois mécanismes clés qui, pour les acteurs de l'extrême droite, facilitent ce processus : (1) mettre en place et entretenir des réseaux qui leur permettent de donner une image de normalité ; (2) se doter d'une légitimité en partageant des contenus tirés des médias du courant dominant et (3) s'adapter aux contraintes des plateformes de manière à pouvoir continuer à diffuser leurs messages. Le double mouvement qui en résulte – celui d'une normalisation de l'extrême droite qui conduit à celui d'une radicalisation du courant dominant – est le signe d'une tendance sociopolitique plus générale, qui consiste à brouiller les frontières entre la marge et le centre, entre ce qui se joue en ligne et hors ligne, entre les courants extrêmes et les courants modérés.

> La logique des plateformes et l'utilisation stratégique des hyperliens

Les acteurs de l'extrême droite ne se contentent pas d'utiliser les plateformes numériques pour leurs loisirs : ils s'adaptent à leur logique tout en essayant de contourner leurs contraintes de manière stratégique. La plateforme Facebook, par exemple, récompense la visibilité par l'engagement. Les contenus qui suscitent des réactions (J'aime, J'adore, Haha, Waouh, Triste, Grrr) ou des commentaires et/ou qui sont partagés, ont plus de chances d'être relayés sur les *newsfeeds* (fils d'actualité) d'autres utilisateurs. Dans ce contexte, les liens hypertexte apparaissent comme un puissant outil : les hyperliens servent notamment à diffuser des messages qui se situent sur la même ligne idéologique et à relier les acteurs de l'extrême droite.

L'utilisation stratégique des hyperliens constitue un mécanisme de démarginalisation par les plateformes. Les acteurs de l'extrême droite utilisent principalement les hyperliens pour entretenir leurs réseaux, assurer leur autopromotion et trouver une caisse de résonance. En particulier, les médias alternatifs d'extrême droite, comme le blog Tichys Einblick et le média Russia Today DE (RT DE) parrainé par la Russie, fonctionnent comme des « super-partageurs », en publiant des milliers de liens à partir d'un petit nombre de domaines. D'autres acteurs de l'extrême droite, tels que des partis politiques (AfD – Alternative für Deutschland) et des mouvements sociaux (PEGIDA – Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes), font office de « super-diffuseurs », en distribuant des liens à partir d'un éventail plus large de sources. Ces pratiques de partage de liens renforcent non seulement la cohérence interne de l'écosystème de l'extrême droite sur Facebook, mais contribuent également à redéfinir son image publique.

> La quête de visibilité, et non plus de viralité : un changement de stratégie

Les stratégies des acteurs de l'extrême droite sur les médias sociaux ne se limitent pas à rechercher ce qui vaut la peine d'être partagé pour devenir viral, mais plutôt à être visibles en permanence. Or c'est là que le concept de *démarginalisation par les plateformes* devient crucial, car il est déterminé non seulement par les intentions de l'extrême droite, mais aussi par ce qui est autorisé et par les contraintes des médias sociaux. Les plateformes *mainstream* comme Facebook jouent un rôle paradoxal dans ce processus. Elles agissent à la fois comme filtres et comme facilitateurs. Paradoxalement, les règles de la plateforme, conçues pour modérer et empêcher les contenus extrémistes, peuvent au bout du compte contribuer à la normalisation de l'extrême droite.

Par exemple, après le scandale Cambridge Analytica, une vague de « déplateformisation » (c'est-à-dire de sus-

pension de comptes sur les réseaux sociaux) en 2018 a permis d'éliminer de nombreux acteurs d'extrême droite de Facebook. Mais Facebook reste le réseau social le plus utilisé dans le monde et il est largement utilisé par les acteurs d'extrême droite. Dans notre étude, nous avons observé que le nombre d'acteurs d'extrême droite est resté majoritairement stable au cours de notre période d'enquête, ce qui maintient Facebook dans une position clé au sein de et en faveur de l'extrême droite allemande.

> Formulation subtile et liens ciblés maintiennent la visibilité des acteurs de l'extrême droite

Bien que le recours aux hyperliens ait légèrement diminué après 2018, cette stratégie demeure constante parmi les acteurs d'extrême droite qui continuent d'utiliser Facebook. De fait, 69% de tous les partages d'hyperliens dans notre ensemble de données appartenaient à des médias et à des acteurs commerciaux d'extrême droite. La présence soutenue d'acteurs de l'extrême droite sur la plateforme n'est pas une coïncidence mais bien le résultat de stratégies délibérées visant à se conformer aux règles des plateformes *mainstream* et ainsi rester visibles et influents.

Pour s'aligner sur la logique de plateforme de Facebook et sur les lignes directrices de la communauté, les acteurs de l'extrême droite s'abstiennent souvent de formuler des discours haineux ou de partager des liens provenant de sources extrémistes controversées. Ce faisant, ils prennent part à une *modération performative*. Ils atténuent leur discours, privilégient une formulation subtile plutôt que des appels explicites à l'action, et incluent des liens vers des sites web externes qui sont plus difficiles à surveiller.

Un exemple déjà mentionné de cette approche est utilisé par les médias alternatifs d'extrême droite RT DE et Tichys Einblick, qui se consacrent presque exclusivement à établir des liens vers leurs propres contenus tiers sur Facebook. Cette stratégie leur permet de contourner la modération directe du contenu, de maintenir leur visibilité et de présenter éventuellement une image plus modérée à un public plus large, tout en continuant à défendre les programmes d'exclusion et d'illibéralisme qu'ils préconisent.

> Légitimité d'emprunt et rôle des médias mainstream

Un autre mécanisme important de la démarginalisation par les plateformes est l'utilisation d'une légitimité « empruntée » aux médias *mainstream*. L'une des conclusions les plus frappantes de notre étude est que les acteurs d'extrême droite établissent fréquemment des liens vers des médias *mainstream* et non vers des médias alternatifs sur leurs pages Facebook. En outre, le type de liens partagés varie en fonction du type d'acteur. Alors que l'AfD partage principalement sur ses réseaux sociaux des articles

provenant de journaux nationaux de qualité tels que *Die Welt*, PEGIDA privilégie les tabloïds et la presse régionale comme *Bild* et *Nordbayern*.

Cette légitimité empruntée aux médias traditionnels permet aux acteurs de l'extrême droite de présenter leurs messages comme étant fondés sur des sources respectables. Le fait de recourir à un tel mécanisme est un signe de plus que les frontières entre le *mainstream* et la marge risquent d'être devenues plus poreuses qu'on ne le pense. L'extrême droite n'a plus besoin de produire tout son contenu. Au lieu de cela, elle recueille de manière sélective des contenus provenant de médias *mainstream*, qui peuvent être reformulés pour étayer ses positions anti-immigration, anti-élites ou islamophobes.

> Les conséquences pour la démocratie

Comme on peut le constater avec le cas de l'extrême droite allemande sur Facebook, la démarginalisation par les plateformes illustre de manière éloquente la dynamique changeante de la communication en ligne de l'extrême droite dans le monde. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas simplement une « radicalisation du courant dominant » ou une « démarginalisation du courant radical ». Il s'agit plutôt d'un processus de renforcement mutuel : pour rester actifs sur les plateformes *mainstream*, les acteurs de l'extrême droite adaptent leurs stratégies aux normes de la plateforme, en même temps que le propre fonctionnement de la plateforme permet de reconditionner les contenus extrémistes sous des formes qui semblent modérées.

Cette dynamique a d'importantes conséquences. Elle remet en question l'efficacité de contre-stratégies telles que la vérification des faits (*fact-checking*), la modération des contenus et la déplateformisation. En tirant parti des mécanismes de démarginalisation par les plateformes, les acteurs de l'extrême droite continuent d'opérer dans les limites fixées par les plateformes des médias sociaux – en empruntant le contenu des médias *mainstream*, en passant à des formes de communication plus « sûres » ou en orientant le public vers des sites web tiers. En fin de compte, la question n'est plus de savoir si l'extrême droite devrait être autorisée sur les plateformes *mainstream* ;

ces plateformes sont en effet déjà bien intégrées dans les répertoires en ligne de l'extrême droite.

La question la plus pressante est de savoir ce qui se passe si les principes de la plateforme changent. En effet, en janvier 2025, Meta a supprimé la vérification des faits par des tiers sur Facebook et l'a remplacée par des « notes de la communauté » générées par les utilisateurs. Les lignes directrices sur les contenus autorisés, en particulier sur des questions telles que l'immigration et l'identité sexuelle, ont également été mises à jour, limitant les efforts de modération aux cas graves et aux cas d'illégalité. Quelles peuvent être les répercussions de ces changements sur la démarginalisation par les plateformes ?

Les résultats de nos recherches semblent indiquer que ces évolutions risquent d'augmenter encore plus le volume d'activité de l'extrême droite en ligne, d'accélérer la radicalisation du courant dominant et de faire peser une menace plus large sur les démocraties libérales. Même dans un contexte de modération plus stricte des contenus, Facebook a joué un rôle dans la démarginalisation de l'extrême droite par les plateformes. Ce nouveau mode opératoire des plateformes, qui semble plus accueillant pour l'extrême droite, pourrait permettre aux acteurs de l'extrême droite de diffuser leurs messages plus librement, en normalisant encore plus leur présence au sein du *discours politique dominant*.

Dès lors, la lutte contre l'extrême droite sur les médias sociaux ne peut pas uniquement reposer sur les efforts de vérification des faits, les politiques de modération des contenus, le contrôle par l'État ou la recherche universitaire. Étant donné que les acteurs de l'extrême droite finissent par s'adapter à l'évolution du fonctionnement des plateformes pour continuer à mettre en avant leur message, toute infrastructure qui offre une visibilité est susceptible de devenir un canal de diffusion de contenus extrémistes. Pour résoudre ce problème, il est nécessaire d'adopter une approche systémique axée sur les plateformes de médias sociaux en tant qu'acteurs, non pas en tant qu'environnements neutres mais en tant qu'entreprises privées à but lucratif dotées de leurs propres programmes politiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Damla Keşkekci <damla.keskekci@sns.it>

> Optimisation de la masculinité :

des réseaux de développement personnel aux champs de bataille idéologiques

Pasha Dashtgard, Polarization and Extremism Research and Innovation Lab, American University, Washington (États-Unis)



*Les jeunes garçons et les hommes se sentent désemparés face au fossé entre ce qu'ils sont et ce qu'ils sont censés être.
Crédit : Elias Schäferle, Pixabay.*

> Introduction

Il y a de moins en moins d'espaces en ligne destinés aux jeunes garçons et aux hommes qui ne soient pas soumis à l'influence de l'idéologie suprémaciste masculine. Beaucoup de ces espaces centrés sur les hommes, qui étaient à l'origine des espaces où trouver conseils, soutien et camaraderie, sont devenus des terrains propices à la radicalisation. Que ce soit dans les forums de rencontres et de mise en relations, les communautés de fitness et de mode, ou les forums de discussion sur les jeux et le sport, les discours sexistes et haineux deviennent de plus en plus banalisés. L'incorporation subtile d'idées réactionnaires dans des contenus apparemment apolitiques ou axés sur le développement personnel fait qu'il est difficile de détecter la présence d'opinions extrémistes, ce qui facilite d'autant leur propagation.

L'une des lignes de force que l'on peut observer dans ces différents espaces en ligne centrés sur les hommes est l'accent mis sur l'optimisation de soi. L'optimisation de soi est ici comprise comme une stratégie individualiste permanente axée sur l'amélioration personnelle continue, généralement en réponse aux attentes de la société et à des aspirations personnelles. Si l'amélioration de soi est en elle-même quelque chose de parfaitement sain, la focalisation sur l'optimisation de soi peut conduire à

l'obsession de « maximiser » son corps et son mode de vie au moyen de pratiques d'autosurveillance, d'entraînements physiques, de chirurgie esthétique, de traitements neurologiques, de recours à des compléments alimentaires et en adoptant une stratégie et une approche rigides, fondées sur des formules, en matière de rencontres amoureuses et de relations personnelles. Le discours sur l'optimisation de soi alimente toute une série d'industries qui brassent des millions de dollars et qui se propagent par le biais de la honte intériorisée, de la haine de soi et d'une compulsion de l'esprit sur la matière pour atteindre une forme idéalisée de masculinité. L'intériorisation de ces idées conduit à considérer les personnes qui ne participent pas à cette logique d'auto-optimisation ou celles qui ne réussissent pas comme des personnes inférieures, en particulier lorsque ce jugement est porté sur soi-même. Cela crée une pression considérable sur les jeunes garçons et les hommes pour qu'ils atteignent une combinaison impossible de forme physique, de prouesses sexuelles et de réussite financière, tout ce qui se situerait en deçà n'étant rien d'autre que le signe d'une incapacité à incarner correctement la masculinité.

Ce souci d'optimisation de soi qui s'étend à tous les domaines de la vie rend plus vulnérable à l'endoctrinement idéologique. Haenfler (2004) observe en particulier comment le souci individuel de maîtrise de soi et de

>>

pureté morale peut être instrumentalisé pour conduire à une résistance des sous-cultures et à la formation d'une identité de groupe. Si chercher à s'améliorer est en soi un objectif louable, l'accent mis sur la pureté individuelle et collective – et la discipline par la douleur et le refus du plaisir – permet aux acteurs et aux idéologies toxiques de présenter le manque de conformité aux idéaux masculins traditionnels comme un échec moral et une illustration de la façon dont les hommes modernes ont été corrompus par le féminisme et la décadence progressiste.

> Rencontres et relations : Red Pill et la montée de la « manosphère »

L'un des domaines les plus visibles où l'idéologie d'extrême droite a pris racine est celui des discussions en ligne sur les rencontres et les relations. Les communautés « Red Pill » qui peuplent la « manosphère » – un réseau d'espaces en ligne dédiés à l'idéologie suprémaciste masculine – comptent parmi les espaces les plus facilement accessibles aux jeunes garçons et aux hommes pour trouver des conseils sur la manière de manipuler les femmes, d'avoir des relations sexuelles avec le plus grand nombre de femmes possible et d'incarner le rôle d'un mâle alpha fort, sexy, auquel les femmes ne sauraient résister. Sur ces forums, sites web, applications et plateformes, le féminisme et l'émancipation des femmes sont présentés comme une menace directe pour les hommes. Au sein de ces communautés, les rôles traditionnels des hommes et des femmes sont confortés, les femmes étant souvent décrites comme manipulatrices, hypergames et trompeuses. Les hommes qui adhèrent à ces idées sont encouragés à dominer les relations dans lesquelles ils s'engagent et à rejeter toute forme d'égalité progressiste entre les sexes. Bien que ces idées puissent au départ prendre la forme de conseils de drague, souvent elles ouvrent plus généralement la voie à des politiques réactionnaires.

Un autre sous-groupe toxique de la manosphère est la communauté des *incels* (contraction en anglais de *involuntary celibates*, pour désigner les « célibataires involontaires ») misogynes. Les *incels* misogynes considèrent qu'un ordre social féministe oppressif – au sein duquel les femmes ne s'intéressent qu'aux hommes séduisants et dominants – les a dépourvus de tout espoir sur le plan romantique et sexuel. Beaucoup d'*incels* incriminent le féminisme, le multiculturalisme et d'autres changements sociétaux comme responsables de leurs difficultés personnelles, ce qui nourrit un ressentiment qui peut conduire à la violence. Les *incels* adoptent une attitude fataliste et biologiquement déterministe à l'égard de la société, une société où la génétique et les caractéristiques physiques garantissent le succès sexuel, financier et social, ou condamnent au contraire à une vie de misère et d'échec. La montée des actes de violence liés à la mouvance des

incels, y compris les fusillades de masse, illustre les effets très concrets de ces idéologies toxiques.

> Mode et forme physique : Du « lookmaxxing » à l'extrémisme

Les espaces en ligne qui sont, à première vue, destinés à offrir aux jeunes garçons et aux hommes des conseils vestimentaires et des recommandations pour obtenir des abdos parfaits et soigner son apparence, sont envahis par des récits qui capitalisent sur les sentiments d'insécurité des hommes et leur désir de se hisser au sommet d'une prétendue hiérarchie masculine.

Le terme de « *lookmaxxing* » est utilisé dans certaines communautés en ligne de développement personnel consacrées à la mode, à l'apparence et à la forme physique, pour désigner le phénomène qui consiste à décortiquer et à développer au maximum l'attrait physique d'une personne en faisant appel à des pseudosciences, à des traitements « alternatifs » et à divers types de charlatans suprémacistes masculins contemporains. Si cette tendance peut apparaître au premier abord comme une forme inoffensive d'amélioration de soi, beaucoup de communautés de *lookmaxxing* contribuent à alimenter des idées néfastes sur la masculinité, la génétique et la hiérarchie sociale. Ces discussions rejoignent souvent des croyances eugénistes, en défendant l'idée que seuls certains traits physiques (autrement dit, ceux des Anglo-saxons blancs) sont désirables, et que le déterminisme génétique est une réalité insurmontable.

La culture du fitness est également devenue un point d'entrée pour la radicalisation d'extrême droite. De nombreux influenceurs masculins suprémacistes utilisent l'exercice physique et la volonté des hommes d'améliorer leur condition physique pour défendre des idéaux masculins hégémoniques. Les réflexions sur la force, la discipline et la domination sont parfois formulées en opposition à la déchéance morale individuelle, puis plus largement à une décadence de la société, ce qui ne fait qu'accentuer les clivages idéologiques. Dans certains espaces de fitness en ligne, l'incapacité à conserver un physique mince et fort est considérée comme un échec moral, une incapacité à contrôler ses désirs et une tendance à se laisser aller qui relèverait d'un manque de contrôle sur soi-même.

L'intérêt croissant de l'extrême droite pour la forme physique a également conduit à l'émergence de « clubs actifs », des groupes qui mêlent l'entraînement aux arts martiaux et des idéologies extrémistes. Sous le couvert de l'autodéfense, de l'amélioration de soi et du renforcement du pouvoir, ces clubs attirent un public masculin mais servent souvent de terrains d'entraînement à la violence politique. Ce lien entre la forme physique et l'extrémisme de droite montre bien comment des communautés en ligne apparemment inoffensives peuvent conduire à une radicalisation bien réelle.

> Le sport et les jeux en ligne, nouveaux espaces de normalisation de la suprématie masculine

Au-delà des espaces traditionnels d'amélioration de soi, l'idéologie suprémaciste masculine s'est également infiltrée dans les forums de jeux vidéo et de sport, qui constituent d'importants pôles culturels pour les internautes masculins. Ainsi les récits d'optimisation de soi se sont-ils également insérés dans les discussions sur le sport et les jeux.

Les jeux en ligne créent organiquement des communautés de niche en ligne, composées de personnes qui jouent à un jeu vidéo ou qui suivent l'entreprise qui développe ce jeu. Le #GamerGate fait référence à une controverse de 2014 et une campagne de harcèlement en ligne ostensiblement centrée sur l'éthique du journalisme de jeux vidéo, mais en fait largement alimentée par des idées misogynes et antiprogressistes au sein des communautés de joueurs. Il s'agissait d'un harcèlement coordonné, de *doxxing* (divulgaration de données personnelles) et de menaces à l'encontre de femmes actives dans l'industrie du jeu vidéo, ciblant particulièrement les développeuses, les critiques et les journalistes qui défendent une plus grande diversité et inclusivité. Cet épisode a démontré la capacité des jeux vidéo à créer une forte identification au sein d'un groupe et la vulnérabilité potentielle des communautés de jeux vidéo à la radicalisation. De nombreux forums de jeux vidéo cultivent une culture « politiquement incorrecte », où les blagues racistes, sexistes et homophobes sont monnaie courante, renforçant ainsi, sous couvert de liberté d'expression, des visions du monde excluantes. Si le #GamerGate n'est plus une force galvanisante en ligne, on en retrouve des traces dans la façon dont certaines factions de joueurs réagissent aux jeux, aux films et aux émissions de télévision qui présentent un casting diversifié ou qui mettent au centre des histoires et des personnages jugés « woke » ou progressistes.

Les influenceurs sportifs utilisent des plateformes telles que YouTube et des podcasts pour diffuser des messages réactionnaires sur les athlètes qui ont des activités militantes, et mélangent des commentaires politiques conservateurs aux commentaires sportifs, critiquant souvent les mouvements progressistes dans le milieu sportif, tels que les mobilisations en faveur de la justice raciale ou de l'inclusion du genre dans le sport. C'est le cas de Barstool Sports, une société bien connue de médias sportifs, qui a contribué à la généralisation des idées suprémacistes masculines. Bien qu'il se présente comme un média jovial, de « culture bro » (culture de la fraternité entre « mecs »), son contenu promeut fréquemment la misogynie, rejette les mouvements progressistes et encourage une culture

de l'hyper-masculinité. Barstool Sports propose des rubriques récurrentes intitulées « Guess that Ass » [identifie ce cul], « Guess that Rack » [identifie ces nichons] et « Twerk Wednesday » [mercredi de twerking]. En 2010, le créateur de Barstool Sports, Dave Portnoy, a écrit : « Je n'approuve jamais le viol, mais si vous faites une taille 36 et que vous portez des jeans moulants, vous méritez en quelque sorte d'être violée, ok ». Présentés de la sorte comme humoristiques, branchés et rebelles, ces points de vue sont plus susceptibles d'attirer des hommes jeunes qui au départ n'avaient peut-être l'intention que de trouver des informations sportives, sans se rendre compte qu'ils prenaient également part à une idéologie de suprématie masculine.

> Conclusion

Les espaces numériques destinés aux hommes et aux jeunes garçons sont de plus en plus marqués par l'idéologie de la suprématie masculine, transformant des communautés autrefois solidaires en pôles de radicalisation. Sous le couvert de l'amélioration de soi – que ce soit par des conseils en matière de rencontres, de mise en forme physique, de mode, de sport ou de jeux – ces espaces normalisent des idées réactionnaires qui renforcent les hiérarchies de genre traditionnelles et les idéaux d'exclusion. L'infiltration de l'idéologie d'extrême droite dans ces espaces souligne la nécessité de créer des communautés plus saines et plus inclusives pour les hommes et les jeunes garçons.

Pour enrayer cette tendance, nous devons nous poser la question suivante : où les jeunes garçons et les hommes peuvent-ils aller pour avoir le sentiment de faire partie d'une communauté sans être obligés de consommer des contenus sous-tendus par l'idéologie de la suprématie masculine ? La réponse réside dans la création de nouveaux espaces positifs qui favorisent une masculinité saine, l'intelligence émotionnelle et un véritable soutien. Encourager les conversations ouvertes sur l'identité, la vulnérabilité et le respect peut aider à éloigner les jeunes hommes des influences toxiques. En fin de compte, la société doit investir dans la création d'environnements inclusifs où les hommes et les jeunes garçons puissent se connecter et se développer sans être entraînés dans des systèmes idéologiques délétères. Les jeunes garçons et les hommes recherchent des communautés et des espaces en ligne où trouver des conseils, une orientation et une communauté ; il n'y a aucune raison pour que les espaces en ligne dédiés aux intérêts des jeunes garçons et des hommes deviennent des espaces dédiés à la misogynie et à l'extrémisme. ■

Toute correspondance est à diriger à Pasha Dashtgard <dashtgard@american.edu>

> L'instrumentalisation de la mode par l'extrême droite

Andrea Grippo, Académie des Beaux-Arts de Vienne (Autriche)

L'action collective de l'extrême droite a connu de profondes transformations. Parallèlement à la confrontation politique directe, les stratégies culturelles axées sur le contenu symbolique, esthétique et performatif se sont considérablement développées. Les acteurs de l'extrême droite cherchent désormais à remodeler les imaginaires collectifs, à redéfinir l'appartenance culturelle et à influencer sur la vie quotidienne à travers des modes de vie.

> L'évolution du rôle de la mode au sein de l'extrême droite

La mode est devenue l'un des outils les plus efficaces de l'extrême droite dans cette bataille pour l'hégémonie culturelle, offrant un moyen par lequel les récits d'exclusion, les mythes nationalistes et les idéaux autoritaires peuvent être diffusés et normalisés. Au cœur du tournant culturel opéré par l'extrême droite, la mode a été instrumentalisée de manière stratégique.

Dans la sous-culture des skinheads nazis, la mode fonctionne comme une porte d'entrée dans le groupe et comme un instrument essentiel de construction de l'identité. Moyennant un processus de « bricolage », les skins nazis combinaient le style de la classe ouvrière britannique et des influences jamaïcaines et *mods*, créant ainsi une esthétique propre de crânes rasés, de vestes en cuir et de bottes de combat. Bien qu'historiquement puissante, l'esthétique skinhead n'est aujourd'hui qu'un élément mineur de la culture visuelle plus large et plus fragmentée de l'extrême droite.

Depuis la fin des années 1990, la mode d'extrême droite s'est diversifiée, abandonnant les codes manifestes au profit du camouflage et de l'ambiguïté. La conformité esthétique n'est plus une condition d'entrée dans le mouvement ; au contraire, la mode devient un espace de différenciation et d'adaptabilité. Comme l'observe Miller-Idriss, « les jeunes d'extrême droite d'aujourd'hui peuvent exprimer leur propre individualité tout en continuant à se positionner à droite ».

L'extrême droite a adopté le « langage de la mode » – un moyen non seulement d'exprimer son identité et son appartenance, mais aussi de gagner en visibilité, d'attirer de nouveaux adeptes et de normaliser sa vision du monde par le biais de symboles, d'un style et de biens de consommation courante. Les stratégies esthétiques ont évolué au fil



De l'uniformité à la fragmentation :
l'évolution esthétique de l'extrême droite.
Image créée par l'auteur avec l'aide de
ChatGPT.

des générations d'extrême droite, marquant des innovations significatives dans l'utilisation du langage visuel, du style et du symbolisme pour véhiculer idéologie et valeurs culturelles. Ces changements esthétiques permettent une entrée en douceur dans les espaces dominants, repoussant subtilement les limites de ce qui est considéré comme socialement acceptable.

> La génération X (1965-1980) : rébellion esthétique et hybridation stylistique

À la fin des années 1990, l'extrême droite a connu un changement esthétique important, délaissant l'uniformité rigide des sous-cultures skinheads néo-nazies pour adopter une esthétique plus diversifiée, hybride et rebelle. La figure du guerrier viking est l'un des principaux archétypes visuels à apparaître à cette époque : les runes, les références au Valhalla et des figures mythologiques comme le dieu Thor deviennent des motifs récurrents sur les vêtements, fonctionnant à la fois comme des marqueurs de force et comme des expressions codées d'un héritage ethnique. Ces références mythologiques commencent à se mêler aux symboles traditionnels de l'extrême droite et aux éléments tirés des mondes de la contreculture tels que les motards, les rockers et les hooligans. Le *streetwear* commence à faire son apparition comme une référence clé, créant une iden-

tité visuelle qui concilie rébellion masculine et signalisation idéologique. Les symboles deviennent codés et ambigus, permettant à ceux qui les portent d'exprimer leur appartenance tout en évitant un contrôle immédiat du public.

Le tournant s'est produit avec la montée en puissance de Thor Steinar, une marque allemande de vêtements mêlant mythologie nordique et germanique et mode dite « technique » et de plein air. Ses logos, ses chiffres (comme « 44 ») et ses symboles runiques fonctionnent comme des zones grises sémiotiques – déchiffrables dans les cercles d'extrême droite, mais niables en public. Le propre nom de la marque est une combinaison de « Thor », le dieu nordique du tonnerre, et « Steinar », en référence au général de la Waffen-SS Felix Steiner. La stratégie était claire : intégrer un symbolisme radical dans un design grand public.

Cette stratégie a établi la norme. Des marques comme Erik & Sons et Ansgar Aryan ont suivi, avec une éthique « guerrière » réaffirmée qui met l'accent sur l'héritage, la force et la résistance – soit des codes de la suprématie blanche, mais enrobés d'une esthétique apparemment neutre.

> Les « millennials » (1981-1996) : antiquité classique et camouflage culturel

L'essor de la culture numérique a de nouveau fait évoluer la mode d'extrême droite. Les styles agressifs et militants ont cédé la place à des esthétiques plus élégantes et commercialisables – vêtements de sport de type *casual*, et styles *normcore* et *hipster*. Les polos minimalistes et les tons pastel ont remplacé les bottes de combat et les blousons de type *bombers*.

Au niveau des symboles, les motifs vikings deviennent moins présents. À leur place, les marques adoptent l'antiquité classique : Sparte, Rome, les phalanges, les légions. L'extrême droite s'est réimaginée comme l'héritière d'une civilisation gréco-romaine unifiée, assiégée par le multiculturalisme. Dans cette culture visuelle, l'Europe est présentée comme un bloc civilisationnel distinct et culturellement pur. Cette évolution se situe dans la ligne de l'ethno-différentialisme ou ethnopluralisme, qui met en avant la séparation culturelle plutôt que la hiérarchie raciale. Des marques comme Phalanx Europa, Pivert et Peripetie ont ainsi fusionné des slogans en grec ou latin et des références héroïques dans des vêtements *normcore*.

Les thèmes de la résilience et de l'origine culturelle sont véhiculés par le biais d'une esthétique soignée et accessible. Cette stratégie a permis à ces marques de circuler dans des espaces à la fois radicaux et grand public. Les vêtements sont devenus un cheval de Troie : idéologiquement chargés, mais visuellement plus neutres.

> La génération Z (1997-2012) : hyper-normalisation esthétique et performativité visuelle

Avec la génération Z, la mode d'extrême droite adopte l'ironie, la douceur et l'ambiguïté. Cette génération, qui a grandi en ligne fusionne la culture des memes, l'esthétique pop et la subversion. Des messages idéologiques sont intégrés dans des créations lumineuses ou humoristiques – avec souvent des références à des symboles adverses tels que l'imagerie LGBTQ+ ou les slogans gauchistes, réemployés dans le seul but d'être moqués ou de jouer sur l'inversion idéologique. Le YouTubeur allemand d'extrême droite Tim Kellner en est un parfait exemple, avec ses créations aux couleurs de l'arc-en-ciel, ses licornes et ses slogans ironiques qui parodient l'inclusivité et la diversité des genres. Ses produits sont une fusion d'éléments visuels éclatants et inclusifs avec des messages haineux. Cette dissonance visuelle calculée, qui consiste à habiller des contenus radicaux d'une mise en forme pop, est devenue la marque de fabrique de la mode d'extrême droite de la génération Z.

> Conclusion

De l'uniformité à l'hybridation, de la mythologie à la civilisation classique, et enfin des symboles codés à l'ironie hyper-normalisée, la mode d'extrême droite s'est transformée en un système sophistiqué de communication culturelle. Ce qui n'était au départ qu'une identité propre à la sous-culture est devenu un marché pleinement opérationnel de promotion d'un certain style de vie, capable de normaliser les messages extrémistes par le biais d'habits de tous les jours.

Ces efforts pour intégrer l'esthétique d'extrême droite dans la mode *mainstream* ne sont pas seulement un exercice de promotion de marque mais bien une stratégie politique délibérée visant à la normalisation. En intégrant leurs idéologies dans la culture de consommation courante, les acteurs de l'extrême droite déplacent les frontières du discours acceptable. Leur utilisation des styles *normcore* et minimaliste leur permet d'apparaître comme non menaçants et de positionner leurs opinions comme faisant partie d'un paysage politique plus large et normalisé. Il en résulte une forme subtile et insidieuse de guerre esthétique, qui dissimule l'extrémisme sous la douceur, l'ironie et la popularité auprès du grand public, rendant ainsi la résistance plus difficile et l'infiltration plus efficace. En conséquence, l'esthétique a été instrumentalisée, en même temps que l'extrémisme a été normalisé. ■

Toute correspondance est à adresser à Andrea Grippo <a.grippo@akbild.ac.at>

> Comment l'extrême droite pénètre la société civile

Sumrin Kalia, Université libre de Berlin (Allemagne)

*Des personnes réunies à une manifestation du TLP à Karachi le 30 mars 2022.
Photo de l'autrice.*



En Europe et ailleurs, l'extrême droite n'est plus une force marginale. Les partis d'extrême droite ont remporté des succès électoraux considérables et utilisé l'appareil d'État pour poursuivre les minorités, s'en prendre aux organisations de défense des droits de l'homme et encourager la violence des groupes d'autodéfense contre des communautés marginalisées.

Pourquoi et comment les partis d'extrême droite ont-ils réussi à gagner la faveur du public ? Ces questions ont fait l'objet de diverses études. Certains chercheurs affirment que les changements rapides entraînés par la mondialisation et la modernisation ont engendré des griefs économiques et culturels, créant ainsi des conditions favorables à la montée des partis d'extrême droite. [D'autres soutiennent](#) que le manque de réactivité des partis politiques traditionnels, le déclin du vote fondé sur la classe

sociale et la médiatisation croissante de la politique ont permis aux idées d'exclusion de l'extrême droite de trouver un écho plus grand.

> Le cas du Pakistan

Dans certains pays, comme le Pakistan, ces conditions ont toujours existé. Toutefois, le contrôle tutélaire de l'armée et la faible institutionnalisation de la compétition électorale ont limité la progression des partis d'extrême droite dans le pays. Leurs idées sont néanmoins devenues très populaires et sont à l'origine d'une hostilité accrue à l'égard des minorités ainsi qu'à l'égard des collectifs féministes et progressistes du pays.

Dans cet article, je soutiens que pour comprendre l'écho que rencontrent les idées d'extrême droite, ainsi que leur

normalisation, il est nécessaire de centrer notre attention sur la société civile, comprise comme une sphère d'engagement social et politique. Les partis d'extrême droite [utilisent les stratégies des mouvements sociaux](#) pour exploiter les griefs existants, étendre l'influence de leurs idées et [modifier les comportements politiques, les mentalités et la culture](#).

Pour illustrer mon propos, j'examine le cas d'un parti d'extrême droite au Pakistan. Le Pakistan offre un cas intéressant pour étudier la normalisation des idées d'extrême droite dans la société civile dans la mesure où les institutions politiques du pays peinent à faire respecter les normes démocratiques et où l'armée manipule la compétition politique par le biais d'un clientélisme sélectif et de la répression dirigée contre certains acteurs politiques. C'est pourquoi la concurrence politique s'étend à la société civile, où les partis d'extrême droite participent non seulement à la formation conventionnelle des préférences politiques, mais aussi à la mobilisation contestataire.

Dans ce qui suit, je montre comment le parti Tehreek-e-Labbaik Pakistan (TLP) emploie des stratégies semblables à celles des mouvements sociaux pour que ses idées d'exclusion trouvent un écho plus grand. En particulier, j'illustre trois stratégies employées par les dirigeants, les membres et les militants du parti pour diffuser leurs idées et leurs normes.

> Tehreek-e-Labbaik Pakistan

Le TLP se présente comme un parti politique religieux dont l'objectif est de préserver les lois sur le blasphème, qui ciblent spécifiquement les infractions liées à l'islam, à ses figures sacrées et au Coran. Le parti a fait son apparition sur la scène politique pakistanaise pour les élections de 2018, où il a présenté 262 candidats et est arrivé en cinquième position. Aux élections de 2024, il s'est classé quatrième, devançant l'ensemble des partis islamistes établis. Mais au-delà des élections, le TLP a également empêché tout débat sur la réforme des lois sur le blasphème, et a justifié les exécutions extra-judiciaires et les attaques perpétrées contre des Ahmadis, des féministes et des activistes.

Le Pakistan constitue un exemple éloquent pour étudier la normalisation des idées d'extrême droite dans la société civile dans la mesure où la compétition politique n'y est pas totalement institutionnalisée par les élections et se déroule plutôt au sein de la société civile. Les institutions politiques du pays, telles que le pouvoir judiciaire, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, peinent encore à faire respecter les normes démocratiques, car l'armée, très puissante, ne se contente pas d'entraver ces institutions, mais limite également les libertés civiles. Les fortes inégalités et l'accaparement des ressources par les élites ont paralysé la mobilité sociale, tandis que l'activisme des

groupes de gauche, laïques et féministes demeure restreint. L'armée [pratique depuis longtemps un clientélisme sélectif](#), en soutenant divers acteurs politiques, y compris islamistes, pour garder le contrôle. Alors que les régimes militaires précédents favorisaient les groupes déobandis et salafistes, la hiérarchie actuelle a facilité la montée en puissance du TLP, lui accordant un plus grand espace politique et une plus grande légitimité.

> Les techniques de pénétration de la société civile

Comme la plupart des partis d'extrême droite en Europe, le TLP combine des stratégies électorales et des stratégies empruntées aux mouvements sociaux, ce qui lui permet de s'engager à la fois dans la société civile et dans la compétition politique proprement dite. Les partis d'extrême droite naissent souvent au sein de la société civile en tant que mouvements sociaux, avant de se transformer en entités politiques formelles qui s'organisent en mouvements politiques ou en grands partis. Ce caractère [hybride](#) explique qu'ils combinent stratégies électorales et stratégies propres aux mouvements sociaux, les « entrepreneurs » politiques et les activistes s'engageant à la fois dans la mobilisation contestataire et dans la formation de préférences politiques conventionnelles.

En tant que parti-mouvement, le TLP a employé les trois stratégies que je détaille ci-dessous pour étendre son influence et gagner en légitimité dans la société civile. Ensemble, ces stratégies forment ce que j'appelle « techniques de pénétration de la société civile », qui étendent l'influence des idées et des normes du parti. Par pénétration, je fais référence à un processus culturel dans lequel la frontière entre société civile et société non civile est transgressée – de sorte que le non civil empiète sur le civil.

> Une réinterprétation des récits

Le TLP procède à une reformulation des récits religieux pour servir ses objectifs politiques. Par exemple, la visite du Prophète à Taïf – traditionnellement présentée comme une histoire d'endurance et de pardon – est redéfinie par le leader charismatique du TLP, Khadim Hussain Rizvi, pour inciter à la haine et à la vengeance. De même, l'histoire d'Illam Din, un jeune musulman qui assassina un éditeur hindou dans l'Inde coloniale, est réinterprétée par les militants du TLP pour glorifier la violence extrajudiciaire. Ces réinterprétations sont renforcées par des discours suggestifs, des vidéos éditées sur les réseaux sociaux et des stratégies rhétoriques qui font l'amalgame entre dévotion religieuse et action politique.

> Des réseaux d'intermédiaires

Le TLP étend sa portée en cooptant des militants de base qui servent d'intermédiaires entre différents réseaux

et permettent au TLP d'infiltrer les organisations et réseaux religieux existants. Par exemple, lors des élections de 2018, les militants du TLP ont établi des liens avec des organisations telles que Dawat-e-Islami (DI), et Sunni Tehreek a fait circuler la propagande du TLP par le biais de groupes sur WhatsApp. De même, ils ont également diffusé leurs messages politiques au sein d'organisations étudiantes comme Anjuman-e-Tulba-e-Islam (ATI), lesquelles ont contribué à mobiliser le soutien au sit-in de Faizabad organisé par le TLP. Ces intermédiaires ont facilité la propagation du parti au-delà de sa base sectaire, étendant son influence dans différentes sphères religieuses, éducatives et politiques.

> Des représentations symboliques

Le TLP intègre ses idées d'exclusion dans les pratiques religieuses et les symboles existants afin d'en accroître la résonance. Les mosquées, en particulier la mosquée Bahar-e-Shariat à Karachi, servent de lieux où les rassemblements religieux habituels sont détournés à des fins de mobilisation politique. Des rituels tels que la récitation de la prière sur le Prophète sont exploités pour diffuser les messages du TLP. Lors des campagnes électorales, les sandales du Prophète (Nalaa'in) ont été utilisées comme symbole de campagne, tandis que la pratique consistant à embrasser son pouce en signe de dévotion au Prophète a été réinterprétée comme un acte symbolique de vote pour le TLP.

Au Pakistan, des conditions telles que les divisions socioculturelles préexistantes, les pratiques clientélistes de l'armée et la faiblesse des mouvements d'opposition ont facilité la pénétration du TLP. Le parti a capitalisé sur les mouvements islamistes historiques, en particulier ceux liés aux campagnes anti-Ahmadis des années 1950 et 1970, en reformulant leurs messages tout en se donnant une nouvelle image fondée sur le « caractère sacré de la prophétie » pour gagner en légitimité. Il a également bénéficié du système politique hybride du Pakistan, dans lequel l'armée tolère et soutient de manière sélective les partis religieux tout en réprimant les autres, ce qui a permis au TLP d'étendre son influence au-delà de la secte barelvi. Pendant ce temps, d'autres acteurs de la société civile, tels que les minorités religieuses, les partis de gauche et les féministes laïques, restent trop limités par la répression et les politiques clientélistes pour pouvoir contrer l'influence croissante du TLP.

Si le manque de libertés civiles, le nationalisme religieux et le clientélisme politique au Pakistan créent des conditions propices à la pénétration de la société civile, il serait intéressant d'étudier si cette pénétration est présente, et de quelle manière, dans des contextes où les institutions politiques sont solides, les droits civiques protégés et la concurrence politique institutionnalisée. En fin de compte, ce ne sont pas seulement les institutions politiques mais aussi une sphère civile forte qui peuvent résister à la pénétration de la société civile par l'extrême droite et à la normalisation des idées d'extrême droite partout dans le monde. ■

Toute correspondance est à adresser à Sumrin Kalia <sumrin.kalia@fu-berlin.de>

> L'impact de la gouvernance populiste sur la défense des droits par la société civile

Roberto Scaramuzzino et Cecilia Santilli, Université de Lund (Suède)



Entre action des lobbys et défense des droits. Image créée par les auteurs avec Microsoft Copilot.

La montée au pouvoir des partis populistes de droite dans les démocraties libérales suscite d'intenses débats sur l'état et l'avenir de la démocratie. La Suède est l'exemple clair d'un pays doté d'institutions démocratiques stables, d'une société civile dynamique et d'un degré élevé de confiance dans les institutions publiques, qui a vu un parti de la droite populiste, les Démocrates de Suède, rencontrer un succès électoral de plus en plus grand à chaque nouveau scrutin. Dans la foulée des élections législatives de 2022, le parti obtenait, en soutenant un gouvernement de centre-droit dirigé par un parti libéral-conservateur, un accès direct aux politiques publiques.

En nous inspirant de l'expérience accumulée dans le domaine des études sur la société civile à la School of Social Work de l'Université de Lund, et avec le soutien financier du Conseil suédois de la recherche, nous avons lancé en 2024 un projet de recherche intitulé « Socié-

té civile et populisme : comment la montée au pouvoir des partis populistes influe sur les relations entre l'État et la société civile ». Pour ce projet, nous avons adopté une approche comparative, en nous concentrant sur deux pays : la Suède et l'Italie. Cette dernière est un exemple intéressant de démocratie libérale où les partis populistes de droite ont depuis longtemps une influence sur les politiques gouvernementales.

Dans ce bref article, nous présentons le programme de recherche du projet et les enseignements d'une étude de cas récemment publiée dans [*International Journal of Politics, Culture, and Society*](#).

> Le rôle central de la défense des droits dans les démocraties libérales

L'une des principales fonctions des organisations de la société civile (OSC) dans une démocratie libérale est la

>>

défense des droits. Pour certaines organisations, cela signifie défendre les droits ou les intérêts de leurs membres, comme ceux des femmes, des personnes en situation de handicap ou d'autres groupes minoritaires. D'autres organisations défendent des intérêts plus généraux sans avoir un rôle strictement représentatif, comme celles dont l'action porte sur le développement durable, la paix ou les droits de l'homme. Cette fonction de défense des droits est une caractéristique des démocraties libérales et pré suppose l'accès à un débat public libre et aux processus d'élaboration des politiques. Les OSC peuvent donc être considérées comme des intermédiaires entre l'appareil d'État et les citoyens.

Cette fonction est potentiellement en tension, voire en conflit, avec la façon dont de nombreux partis de la droite populiste conçoivent leur position dans la société et le système politique. Ces partis ont tendance à privilégier un lien direct entre le dirigeant et le peuple, rejetant l'idée d'intermédiaires (tels que les OSC), qui peuvent être perçus comme faisant partie d'une élite corrompue. En outre, de nombreuses OSC qui occupent une position centrale de par leur accès à l'élaboration des politiques publiques au cours des dernières décennies sont issues de mouvements sociaux qui prônent l'humanitarisme, la solidarité, les droits des minorités et la lutte contre les discriminations. Ces valeurs s'opposent à la vision nationaliste et nativiste de nombreux partis de la droite populiste et à leurs valeurs conservatrices.

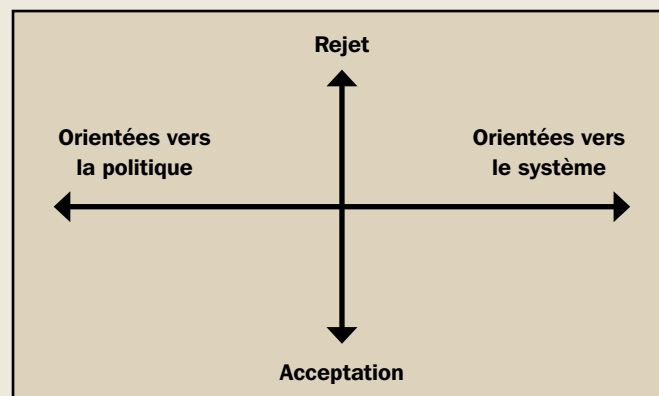
> La défense des droits et les quatre types de réponses des OSC

Notre étude examine la manière dont des OSC efficaces au plan opérationnel en Italie et en Suède ont réagi à la loi de finances de leurs gouvernements en 2024. La loi de finances est un élément crucial de la gouvernance, qui permet d'allouer des ressources à diverses politiques, y compris le financement des OSC. Elle peut devenir un instrument essentiel de la gouvernance populiste, entendue comme l'exercice du pouvoir par les partis populistes. Nous étudions les OSC opérantes dans la mesure où, parce qu'elles occupent une position centrale dans l'élaboration des politiques et disposent de ressources considérables, elles peuvent être grandement affectées par les changements induits par les mesures prises par un gouvernement populiste, notamment en termes de capacité d'action en cas de réduction de leur financement. De par leur position efficace au plan opérationnel, elles seraient également en mesure de critiquer les dispositions du gouvernement, au risque de perdre leur position privilégiée.

Pour comprendre les différentes stratégies d'action, nous développons un modèle de réponses des OSC aux changements de politique, basé sur deux dimensions : 1) le niveau de critique, depuis l'acceptation jusqu'au rejet ; et 2) le champ couvert par la critique, davantage orientée

vers les politiques ou vers le système lui-même. Ces deux dimensions se recoupent, formant quatre options de réponse différentes, comme le montre le modèle ci-dessous.

Les réponses des OSC aux changements de politique



Source : les auteurs.

Le modèle permet de caractériser les réponses en fonction de ces dimensions. L'acceptation orientée vers la politique (quadrant inférieur gauche) serait la réponse donnée par les OSC qui acceptent dans une large mesure le statu quo politique mais peuvent critiquer des détails spécifiques de la politique gouvernementale. L'acceptation orientée vers le système (quadrant inférieur droit) serait plutôt le fait d'OSC qui acceptent les grands axes de la politique générale mais appellent à des réformes systémiques significatives.

Du côté des réactions d'opposition plus marquée, le rejet axé sur les politiques (quadrant supérieur gauche) serait le fait d'OSC qui rejettent des mesures ou des initiatives spécifiques des gouvernements populistes sans pour autant remettre en cause l'ensemble du système. Enfin, le rejet orienté vers le système (quadrant supérieur droit) s'appliquerait aux OSC qui s'opposent fondamentalement à la gouvernance populiste et prônent un changement transformateur.

> Toutes les OSC ne réagissent pas de la même manière

Dans notre étude, nous trouvons des exemples de ces quatre types de réponse, ce qui indique que les OSC peuvent réagir de manière très différente aux changements apportés par la gouvernance populiste, en fonction de leur position dans le champ organisationnel. Certains domaines politiques peuvent être plus ou moins exposés à des réformes que les OSC perçoivent comme défavorables, ce qui influe sur la perception que peuvent avoir leurs membres de l'impact de ces réformes sur les OSC ou sur les intérêts qu'elles représentent. Par rapport aux OSC actives dans des domaines politiques spécifiques, certaines, qui visent à représenter l'ensemble de la société civile, peuvent adopter une approche plus conflictuelle ou plus prudente, ce qui peut dépendre du niveau de consen-

sus qui existe entre leurs membres. En fonction de leur idéologie et de leur mission, certaines peuvent également se sentir davantage menacées par ce qu'elles perçoivent comme un projet nationaliste-conservateur. Cela peut, par exemple, être le cas d'organisations liées aux mouvements de travailleurs ou de migrants.

Ces résultats suggèrent que les différentes OSC réagissent différemment à la gouvernance populiste en fonction de la perception qu'elles ont des effets des réformes, de leur domaine d'intérêt politique, de leur idéologie et de leur base de valeurs, ainsi que de leur position dans la hiérarchie du secteur de la société civile.

> Le contexte influe sur les réponses des OSC

L'une des valeurs centrales des études comparatives repose sur l'hypothèse que le contexte a une incidence sur les résultats qui nous intéressent. L'Italie et la Suède offrent deux contextes très différents dans le cadre de référence des démocraties libérales stables en Europe. La société civile italienne est traditionnellement axée sur la prestation de services, tandis que la société civile suédoise privilégie les fonctions d'expression et de défense des droits. En Italie, le financement public de la société civile, généralement plus indirect, émane des autorités régionales et locales, tandis qu'en Suède, il est plus direct et administré par des organismes de l'État. Les types de partis populistes, les trajectoires historiques et l'accès au pouvoir diffèrent également entre les deux pays.

Bien que nous ayons constaté des différences importantes entre les réponses des OSC italiennes et suédoises eu égard à la loi de finances, nous observons également une variation substantielle des réponses des OSC au niveau de chaque pays. Dans les deux pays, nous avons observé des exemples de réponses liées à trois des quatre types de réponses. En examinant les réponses des OSC et en comparant les deux pays, nous constatons cependant que les OSC suédoises ont tendance à être plus orientées vers le rejet de la gouvernance populiste et à proposer une critique plus systémique. Avec la réserve liée au fait que notre étude de cas est basée sur un petit nombre d'OSC (11 pour chaque pays), les résultats semblent indiquer que le contexte national a effectivement une incidence sur la façon dont les OSC réagissent à la gouvernance populiste.

Une explication possible de ces différences pourrait être la normalisation en cours de la gouvernance populiste en Italie, un pays où les OSC sont confrontées à ces politiques depuis plus longtemps. Un tel mécanisme de normalisation n'a peut-être pas encore eu d'effets sur les OSC suédoises. Le fait que la société civile en Italie soit davantage axée sur la prestation de services pourrait expliquer que les OSC italiennes soient moins susceptibles de critiquer le gouvernement qu'un secteur des OSC davantage orienté vers la défense des droits, comme c'est le cas en Suède. S'il l'on prend en compte les institutions publiques, on peut également considérer que dans un pays où l'État contrôle directement le financement des organisations de la société civile, comme c'est le cas en Suède, la gouvernance populiste visant à entraver l'activité des OSC qui s'opposent à sa politique a un effet plus direct sur celles-ci, ce qui peut en toute logique entraîner une réaction plus forte de la part des OSC concernées.

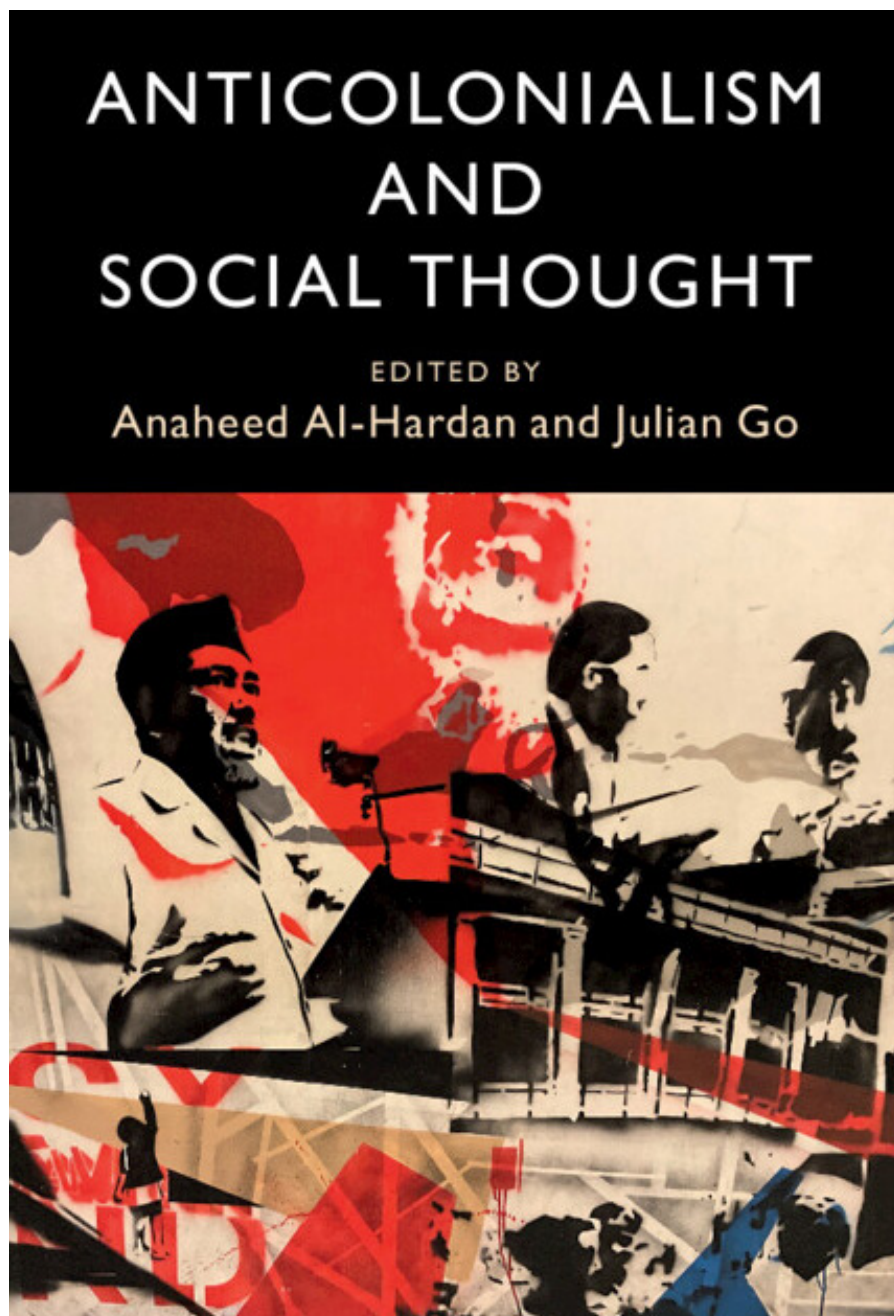
> Les OSC peuvent-elles servir de contrepoids à la gouvernance populiste ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question. Il est important de souligner que les gouvernements libéraux ont mis en œuvre des mesures restrictives à l'encontre des OSC dans des démocraties libérales qui fonctionnent bien, sans lien direct avec les partis populistes. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses OSC dans différents contextes perçoivent un rétrécissement de l'espace civique. À une marge de manœuvre de plus en plus limitée, s'ajoutent des politiques restrictives visant de nombreux collectifs avec lesquels les OSC efficaces sur le plan opérationnel travaillent dans de multiples domaines. La mesure dans laquelle les OSC peuvent rester efficaces tout en adoptant une position critique à l'égard des politiques publiques est un sujet central dans les études sur la société civile. La question est d'autant plus d'actualité à une époque de gouvernance populiste, qui risque de conduire à un recul démocratique et à une évolution vers un régime plus autocratique. En outre, les OSC risquent d'être moins enclines à exercer une fonction militante critique en raison de la normalisation de la gouvernance populiste et des discours droitiers. Il serait nécessaire d'explorer plus avant les conditions structurelles et organisationnelles préalables aux activités des OSC en période de gouvernance populiste, ainsi que dans d'autres contextes nationaux. ■

Toute correspondance est à adresser à Roberto Scaramuzzino
<roberto.scaramuzzino@soch.lu.se>

> L'anticolonialisme dans l'histoire et la théorie sociale

Anaheed Al-Hardan, Université Howard (États-Unis), et **Julian Go**, Université de Chicago (États-Unis)



Anticolonialism and Social Thought, sous la direction de Anaheed Al-Hardan et Julian Go, Cambridge University Press. Publication en ligne prévue en août 2025.

38

Des efforts pour « globaliser » la théorie sociale, dépasser les limites des perspectives sociologiques dominantes et repenser le « canon » sociologique sont à l'œuvre depuis des décennies. Nous considérons que la pensée anticoloniale doit être mise en avant comme source principale de ce projet. L'anticolonialisme, en tant que prise de position contre

l'empire et l'impérialisme, a produit et continue de produire une nouvelle pensée sociale innovante et indispensable. Dans leur lutte pour changer le monde impérial au XX^e siècle, les acteurs anticoloniaux ont lancé des critiques virulentes à son encontre. Ils se sont élevés contre le racisme, l'exploitation économique, les exclusions politiques et les inégalités sociales de l'empire. Ils ont également

>>

cherché à mieux comprendre ce contre quoi ils se battaient, en développant de nouveaux concepts et en apportant de nouvelles théories sur le monde. L'anticolonialisme a ainsi produit des analyses, des théories et des concepts originaux utiles à la compréhension de la société : une imagination sociologique véritablement critique et dissidente. Nous pensons que tirer les leçons des mouvements et des penseurs anticoloniaux peut constituer une stratégie pour dépasser les limitations de nombre de perspectives sociologiques dominantes.

> Situer la pensée anticoloniale

L'impérialisme moderne de l'Europe et des États-Unis a débuté au XV^e siècle par la conquête des Amériques. Avec le colonialisme comme l'un de ses principaux instruments de domination politique et économique, l'impérialisme moderne a atteint son apogée au XX^e siècle, lorsque la grande majorité des espaces habités du monde était constituée d'empires coloniaux et d'anciennes colonies. L'impérialisme continue de structurer le monde aujourd'hui, que ce soit via le maintien du colonialisme ou un néocolonialisme. Il a cependant toujours été confronté à une résistance, que ce soit celle de paysans, de travailleurs forcés et de personnes réduites en esclavage, ou celle de militants, d'écrivains, d'artistes et d'intellectuels qui ont contesté la domination européenne puis américaine, et les inégalités qui allaient avec. Aujourd'hui, alors que le néocolonialisme et le colonialisme persistent, l'anticolonialisme, de Standing Rock à Gaza, continue de contrarier les puissances impériales. Sous des formes diverses et selon des généalogies complexes – qu'il s'agisse de la résistance indigène à la domination coloniale dans les Amériques, de la révolution haïtienne contre la France, des nombreuses luttes armées de l'ère de la décolonisation contre les empires européens chancelants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou, plus récemment, du mouvement Black Lives Matter et du mouvement mondial d'occupation des campus universitaires en soutien à la Palestine – l'anticolonialisme a une tradition riche et multiforme de lutte continue qui sert d'inspiration et défie le monde entier.

Alors que les historiens ont mis en évidence certains des aspects principaux des mouvements anticoloniaux, en mettant en lumière leur complexité, leurs contradictions et leurs luttes, notre objectif est de revenir sur les aspects théoriques et épistémiques de l'anticolonialisme. Comme nous l'expliquons dans un livre que nous avons codirigé, à paraître chez Cambridge University Press et intitulé *Anticolonialism and Social Thought*, l'anticolonialisme a produit et continue de produire une nouvelle pensée sociale innovante et indispensable, en remettant en cause les empires et l'impérialisme. L'anticolonialisme a longtemps été un champ fertile pour une imagination sociale qui reste pertinente aujourd'hui et fournit ce que nous considérons être un genre distinct de la pensée sociale et de la théorie sociale. Nous suggérons donc

que la pensée anticoloniale dérivée historiquement de l'anticolonialisme soit mise en avant en tant que source de la théorie sociale. Nous définissons l'anticolonialisme comme une position politique qui comporte certains engagements culturels, sociaux et économiques visant à corriger les inégalités générées par le colonialisme et l'impérialisme, qui est initialement apparue et a été conditionnée par les pratiques de subjugation coloniale instaurées par les empires. Historiquement et jusqu'à aujourd'hui, cette position recouvre une variété de points de vue et de projets critiques. Notre projet porte sur les dimensions sociales – et sociologiques – de cette position.

> Remettre en cause le point de vue impérial

Notre contribution repose sur deux prémisses principales. La première est que la plupart des théories sociales qui circulent dans les départements de sociologie et dans les sciences sociales en général sont issues d'une longue tradition impérialiste et intègrent subtilement ou explicitement un « point de vue impérial ». Ce que l'on appelle aujourd'hui la sociologie et l'expression de ses principes abstraits, la « théorie sociale », ont été conçues dans le contexte de l'expansion impérialiste européenne et américaine à l'échelle mondiale, comme nous l'avons souligné plus haut. Née dans, de et pour l'empire, la théorie sociale a donc abordé plus particulièrement certains types de questions, produit des concepts propres et conduit à mener des recherches qui répondaient aux intérêts, aux préoccupations et aux expériences des élites des métropoles impériales. Lorsque des voix anti-impérialistes se sont élevées au sein des empires, comme celle de W.E.B. Du Bois, elles ont été tenues à l'écart.

Les sciences sociales d'aujourd'hui continuent de porter l'empreinte impérialiste des époques antérieures, que l'on retrouve dans leurs catégories analytiques, leurs hypothèses sous-jacentes et leurs sujets de recherche – qui continuent à refléter les intérêts et les préoccupations des métropoles impériales. Constitués à partir d'un point de vue impérialiste, les courants conventionnels de la théorie sociale continuent à être liés à leur provincialité, à leurs effacements et à leurs angles morts. Comme de nombreux critiques l'ont affirmé ces dernières années, une grande partie des champs disciplinaires des sciences sociales, de la théorisation aux méthodes de recherche, a souffert d'une incapacité à prendre au sérieux la propre relation des sciences sociales à l'impérialisme et au racisme, comme en témoigne la persistance de son eurocentrisme et de son orientalisme et son occultation des expériences, des intérêts et des préoccupations de la majorité des populations du monde. Dans le même temps, de vastes pans de la théorie sociale, et plus largement de la sociologie, continuent d'internaliser la vision limitée du point de vue impérial, se heurtant à des problèmes d'essentialisme, de bifurcations analytiques et d'hypothèses métrocentriques. Cela inclut les théories de théoriciens dominants consi-

dérés comme « critiques », des penseurs de l'École de Francfort à Michel Foucault. Même dans le monde dit « postcolonial », une grande partie de la théorie sociale et des sciences sociales modernes porte l'héritage de l'impérialisme européen et américain – notamment parce que dans de nombreux pays du monde, les sciences sociales ont initialement été créées dans le cadre de la culture des empires européen et, plus tard, américain.

La deuxième prémisse est que pour surmonter les héritages pernicioseux résultant du lien fondamental de la théorie sociale avec l'empire et l'impérialisme, nous devons aller au-delà des tentatives existantes dans la discipline pour rendre la sociologie et son volet théorique moins provinciaux, plus globaux et plus ouverts à la diversité des expériences du monde. Il s'agit notamment de projets qui revendiquent une « sociologie autochtone », une « théorie du Sud » ou des « épistémologies du Sud ». D'autres projets recherchent également une « tradition autonome » des sciences sociales ou tentent de retrouver des traditions régionales et nationales distinctes en dehors de l'Europe. Ces projets épistémiques sont tous valables et ont fait avancer le débat de manière importante. Mais ils présentent des dominantes et des limites particulières qui, selon nous, peuvent être surmontées en considérant l'anticolonialisme sur un plan historique comme source de pensée sociale dont la pertinence reste actuelle aujourd'hui.

> **La géographie politique capitaliste mondiale n'est pas un élément essentiel de la théorie anticoloniale ou des engagements politiques anticoloniaux**

La principale limitation des approches existantes est qu'elles ciblent un problème étroitement défini, l'eurocentrisme, et qu'elles cherchent donc des remèdes basés sur la géographie. Selon ces approches, le problème de la théorie sociale dominante est qu'elle provient de l'Europe ou de « l'Occident ». Le remède consisterait donc à trouver des idées ou des penseurs « non occidentaux » ou « non européens ». L'objectif est de localiser et de faire appel à des penseurs « non occidentaux », « autochtones », « asiatiques », « africains » ou « du Sud », en recherchant des espaces intellectuels « extérieurs » ou « en dehors » de « l'Occident » et du « Nord global ». Ces approches remettent donc en question l'origine géographique de la pensée plutôt que son contenu, tout en supposant que ce dernier est déterminé par l'origine géographique. Si un penseur social réside ou est originaire d'un lieu « non occidental » ou « non européen », ses idées devraient nécessairement être valorisées (uniquement en raison de cette provenance géographique).

Ces critiques des sciences sociales européennes enracinées dans la géographie ont certainement un certain sens. Historiquement, l'économie politique de l'impérialisme s'est grossièrement traduite par une géographie mondiale

dans laquelle son noyau capitaliste – l'Europe et plus tard les États-Unis, souvent compris comme « l'Occident » et plus récemment le « Nord global » – a dominé « l'Orient » ou plus récemment le « Sud global », à la fois au plan matériel et épistémologique. Toutefois, cette géographie approximative de l'économie politique capitaliste mondiale ne rend pas pleinement compte de la réalité des colonisés et des racisés au sein des centres impérialistes. Les communautés autochtones et les autres descendants des colonisés et des esclaves vivent dans le Nord comme dans le Sud. En outre, les colons européens et leurs descendants résident également dans des espaces anciennement ou actuellement colonisés.

La limitation qui en découle est que les localisations géographiques ne correspondent pas vraiment aux engagements politiques ou aux formations du savoir. Tous les penseurs sociaux et toutes les théories issues du monde anciennement colonisé ne sont pas anticoloniaux. Le discours social dans le monde anciennement colonisé peut continuer à adopter le point de vue impérialiste, notamment en raison de l'histoire de l'impérialisme qui a servi à répandre et à institutionnaliser les hypothèses impérialistes, et de la configuration géopolitique de la production contemporaine du savoir, qui sert les intérêts impérialistes actuels et reproduit une structure mondiale néocoloniale de production du savoir. De même, tous les théoriciens de « l'Europe » ou du « Nord global » ne font pas nécessairement et par défaut partie de l'épistémè impérialiste hégémonique. Ils n'ont pas tous soutenu, et ne continuent pas tous à soutenir, l'impérialisme et le colonialisme ; ils ne se placent pas nécessairement d'un point de vue impérialiste. Les mouvements anti-impérialistes, notamment ceux influencés par la pensée marxiste, ont proliféré dans les métropoles, en liaison avec leurs camarades dans les colonies, et notre livre démontre la diffusion et la reformulation fructueuses et productives de concepts issus de différentes traditions dans le sens de la pensée politique anticoloniale.

Ainsi, ces approches basées sur la géographie ne parviennent pas à proposer une alternative ou une critique du point de vue impérialiste et, ce faisant, elles reproduisent involontairement les hypothèses impérialistes. Elles essentialisent les régions, les cultures, les peuples ou les sociétés dans des catégories géographiques distinctes tout en présumant de certains attributs épistémiques de ces espaces géographiques distincts. Cet « essentialisme géoépistémique » n'est que l'expression du type d'essentialisme qui fait depuis longtemps partie de l'épistémè impérialiste et contre lequel Edward Saïd a mis en garde il y a longtemps, notamment dans son essai *L'Orientalisme*.

> **La promesse du point de vue anticolonial**

Nous ne rejetons pas les traditions discursives et linguistiques de certains penseurs ou de certaines théories,

et nous n'affirmons pas non plus que le contexte institutionnel du développement et de la circulation des idées n'a aucune importance. Néanmoins, nous soutenons que la géographie et l'identité ne sont pas, à elles seules, des catégories suffisantes pour définir et catégoriser les théoriciens dissidents des sciences sociales et la théorie sociale dissidente. C'est la raison pour laquelle dans notre livre nous comprenons les penseurs et les théoriciens des sciences sociales en fonction de leur opposition au colonialisme plutôt que de leur identité géographique ou leur localisation. Pour offrir une véritable alternative au point de vue impérialiste, nous nous intéressons au point de vue anticolonial (défini comme une position sociopolitique contre l'impérialisme et ses principales modalités de colonialisme et de néocolonialisme) qui est à l'origine de diverses traditions de pensée et de théorie sociales qui peuvent être qualifiées de manière productive d'« anticoloniales ».

Contrairement aux modes de pensée « autochtones », « non occidentaux » ou autres que certains projets épistémiques cherchent à récupérer, ce corpus de pensée fondé sur le point de vue anticolonial n'est pas et ne peut pas être « en dehors » ou « extérieur » à la pensée dite occidentale. Au contraire, les penseurs anticoloniaux ont mobilisé de manière décisive les traditions de pensée européennes en même temps qu'ils luttaient contre l'impérialisme européen et, plus tard, américain. La pensée et la théorie anticoloniales se sont formées à partir d'une relation critique vis-à-vis des idées et des discours qui adoptaient le point de vue impérial. Les tentatives des penseurs anticoloniaux de développer ou de rectifier des éléments de la pensée marxiste, de la sociologie de la métropole ou de la philosophie européenne sont de parfaits exemples de ce dialogue. En outre, la pensée anticoloniale n'a pas été et n'est pas géographiquement délimitée à des espaces spécifiques dans le « Sud global ». Les penseurs sociaux anticoloniaux et leurs idées ont largement circulé, à la fois entre métropole et colonie et à travers le monde colonial. On peut citer en exemple le maoïsme, dont les idées, parties de la guerre de libération chinoise aussi bien anticoloniale que révolutionnaire ont été reprises et interprétées par des penseurs et des militants anticoloniaux en Afrique et en Asie. Il ne s'agit pas de nier la relation de pouvoir structurante du centre, mais plutôt de reconnaître que les chercheurs en sciences sociales anticoloniaux ont formulé

des théories et des modes de pensée qui ont circulé à travers les périphéries, et de mettre l'accent sur des relations qui étaient également verticales et pas déjà toujours nécessairement horizontales par rapport au centre des configurations mondiales de pouvoir.

> Le besoin d'anticolonialisme est plus urgent que jamais

Nous ne cherchons pas à romancer le point de vue anticolonial ou à le valoriser sans esprit critique. La tâche anticoloniale consistant à réorganiser le monde colonial n'a jamais été une entreprise parfaite ou pure. Il est également vrai que certains courants de la pensée anticoloniale n'ont pas été à l'abri de revendications identitaires essentialistes ou de tendances hiérarchiques et fondamentalistes. Si nous nous intéressons à la pensée anticoloniale, c'est n'est pas parce que nous supposons qu'elle n'est pas entachée idéologiquement ou politiquement, mais plutôt en raison de son potentiel théorique et politique. La pensée anticoloniale offre en effet des éclairages, des imaginaires, des concepts et des catégories, et soulève des questions et des problèmes essentiels que le point de vue impérial et son expression dans les sciences sociales conventionnelles suppriment et négligent.

Enfin, nous ne voulons pas insinuer que l'impérialisme et, inversement, l'anticolonialisme, sont révolus. L'impérialisme, sous la forme du colonialisme et du néocolonialisme perdure aujourd'hui. Il existe encore des territoires qui sont officiellement des colonies. Porto Rico, la Martinique et Anguilla en font partie. En fait, les Nations unies considèrent que seize territoires sont encore sous contrôle colonial, représentant une population totale d'environ deux millions de personnes. D'autres exemples de colonialisme persistant et direct peuvent également être trouvés dans la lutte palestinienne actuelle pour la libération nationale du colonialisme de peuplement sioniste. En effet, comme par le passé, l'impérialisme et le colonialisme qui perdurent sous diverses formes sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles formes de résistance anticoloniale, à la fois dans le cœur des métropoles et dans notre monde néocolonial. Cette situation exige des outils théoriques puissants et des approches critiques qui, selon nous, ne peuvent provenir que de la pensée et de la théorie sociales anticoloniales, qui restent plus urgentes que jamais. ■

Toute correspondance est à adresser à Julian Go <jgo34@uchicago.edu>

> Darcy Ribeiro

et une théorie globale du Sud

Adelia Miglievich-Ribeiro, Université fédérale d'Espirito Santo (Brésil)



Darcy Ribeiro et Oscar Niemeyer durant une visite à l'Université de Brasília (UnB) en 1985. Crédit : Archives centrales de l'UnB.

Le chercheur en sciences sociales et intellectuel public brésilien Darcy Ribeiro (1922-1997) a laissé en héritage près de 1000 pages de travaux écrits. Malgré les 90 éditions de son œuvre publiées dans des dizaines de langues – un exploit rare parmi les auteurs latino-américains – son œuvre reste encore aujourd'hui peu étudiée, même dans les milieux universitaires brésiliens. Il est possible que le silence relatif qui entoure ses théories soit attribuable à des désaccords idéologiques ainsi qu'à un certain malaise face à son plaidoyer acharné en faveur de l'intellectuel engagé et à son engagement persistant en faveur de la « théorie générale » à une époque où de tels efforts étaient considérés comme dépassés.

Ribeiro a soutenu le président João Goulart au Brésil lorsque son gouvernement a été renversé par le coup

>>

d'État militaire de 1964. Comme Goulart, il s'est exilé et est devenu ce qu'il appelait un « citoyen latino-américain ». Après son retour en 1979 à la faveur d'une amnistie, il a rejoint le Parti démocratique travailliste (PDT) et s'est consacré à la reconstruction de la démocratie.

> Une perspective à long terme : le processus civilisateur

Ribeiro était animé par le désir de comprendre les tendances autoritaires et les retards de développement persistants de l'Amérique latine, qui de son point de vue reléguaient les peuples latino-américains à la condition de « prolétariat externe ». Cependant, pour saisir cette singularité historique, il a d'abord cherché à situer l'Amérique latine dans un processus civilisateur global, retraçant quelques 14.000 années de développement.

Comment classer les peuples indigènes les uns par rapport aux autres, depuis les civilisations avancées jusqu'aux hordes pré-agricoles qui ont réagi à la conquête en fonction du niveau de développement qu'elles avaient atteint ? Comment classer les peuples indigènes et les Européens, ainsi que les Africains qui ont été arrachés à des groupes à différents stades de développement pour être transportés en Amérique en tant qu'esclaves ? Comment classer les Européens qui ont présidé à la conquête ? Les Ibères, arrivés les premiers, et les Nordiques, arrivés plus tard – leur succédant dans la domination de vastes territoires – représentaient-ils le même type de formation socioculturelle ? Enfin, comment classer et mettre en relation les sociétés nationales américaines en fonction de leur degré d'incorporation aux modes de vie de la civilisation agraire-mercantile et, aujourd'hui, de la civilisation industrielle ?

Dans sa jeunesse, Ribeiro a été profondément influencé par les *Grundrisse* de Marx, en particulier par son analyse des anciennes civilisations hydrauliques du Proche-Orient, un mode de production où la terre appartenait au pharaon et était administrée par des bureaucrates qui orchestraient la planification agricole et la distribution de la main-d'œuvre. Ribeiro a inséré de manière provocatrice l'Ibérie et les Amériques dans ce cadre civilisateur global, répondant aux critiques : « [Néanmoins, je me réserve le droit de croire que, malgré tout, je suis l'héritier de Marx](#) ».

Il préconisait de remodeler le discours scientifique en accordant une attention particulière aux contextes sociaux et à la position de l'observateur. Comme Marx, Ribeiro insistait sur la nécessité d'observer, de comparer et d'interpréter en visant les possibilités de transformation. « C'est dans cette optique que nous avons écrit [Le processus civilisateur...](#) ».

Dans ses premiers travaux, Ribeiro a mené une histoire critique de la technologie, identifiant douze processus civilisateurs et dix-huit configurations socioculturelles sur qua-

torze millénaires. Conscient des risques de généralisation abusive, il a néanmoins tenu à théoriser les totalités, en synthétisant les analyses synchroniques et diachroniques. Il a cherché à construire un cadre de référence comparatif solide qui évite les classements hiérarchiques et privilégie l'explication relationnelle.

> Processus civilisateur singulier et innovations technologiques

Ribeiro a adopté un néo-évolutionnisme multilinéaire (une dissidence de l'évolutionnisme classique), prenant ses distances avec les modèles monocausaux et téléologiques. Il a défendu une conception « évolutionnaire » de l'histoire – « pas nécessairement évolutionniste » – qu'il considérait comme essentielle pour comprendre le changement social, y compris les révolutions industrielles et socialistes. Pour lui, l'évolution renvoyait à la façon dont les groupes construisent leur existence de manière créative dans les limites fixées par leur environnement et les événements historiques, qui peuvent se cristalliser sous la forme de structures relativement uniformes mais temporaires.

Ribeiro opérait à plusieurs niveaux d'abstraction. Il a utilisé le concept de processus civilisateur (proche d'Alfred Weber), s'est concentré sur des processus civilisateurs singuliers (similaires aux super-systèmes culturels de Sorokin) et a identifié les révolutions technologiques comme ayant une portée plus limitée que les révolutions culturelles plus larges analysées par Gordon Childe et Leslie White. Il a appelé « configurations historico-culturelles » ce que Julian Steward appelait « types culturels » dans ses études sur l'écologie culturelle.

Pour Ribeiro, les révolutions technologiques font référence à des transformations qualitatives dans l'interaction de l'homme avec la nature, ce qui implique des changements qualitatifs dans les sociétés. Ces révolutions ont façonné les trajectoires des civilisations par le biais de changements dans l'utilisation de l'énergie, qui ont conditionné les êtres humains mais ont également été configurés par eux. Les étapes de l'évolution ne se sont pas déroulées de manière linéaire, mais sont apparues à la suite d'une adaptation réussie à la complexité de l'environnement. Les innovations technologiques n'ont jamais été des événements isolés mais font partie d'un système triadique, chacun ayant une structuration interne : a) système adaptatif : production et reproduction des conditions matérielles de vie ; b) système associatif : régulation des relations de production ; c) système idéologique : toutes les formes de communication symbolique/de langage, de connaissances, de croyances, de valeurs, de normes sociales, de modes de vie et de comportements.

> Modernisation réflexive et accélération de l'évolution

Ribeiro soulignait que les inventions technologiques peuvent émerger en interne ou être adoptées par diffu-

sion. Chaque civilisation a son propre mode de réception. Il en a tiré deux concepts clés : la modernisation réflexive ou incorporation historique, et l'accélération de l'évolution.

Le premier désigne « la participation compulsive des peuples à des systèmes socioculturels technologiquement plus évolués, d'où la perte d'autonomie, voire la destruction en tant qu'entité ethnique ». Le concept d'incorporation ou de réflexivité rend compte des mouvements régressifs qui se dissimulent comme des progrès sans en être. Le concept d'accélération de l'évolution est l'alternative à la modernisation réflexive/ l'incorporation historique.

La modernisation réflexive/ l'incorporation historique est une stagnation et non un développement. Pour Ribeiro, le véritable développement exige que les gens aient la capacité de définir leurs propres objectifs.

La pauvreté, la faim, les génocides et l'extinction des espèces n'ont jamais été un signe de progrès aux yeux de l'intellectuel critique. « Ce qui vient après » n'est pas toujours le signe d'une plus grande prospérité, comme l'illustre la destruction provoquée par la « surutilisation d'une technologie efficace ». Les systèmes qui se sont effondrés n'ont pas fait de progrès significatifs pour s'adapter aux conditions climatiques. Au contraire, ils ont été submergés par celles-ci, stagnant, régressant et finissant par disparaître.

Ces idées sont particulièrement pertinentes aujourd'hui, à l'heure où l'on prône la décroissance. Le développement technologique peut creuser les inégalités et externaliser les dommages sur les sociétés les plus faibles. La prospérité de l'Europe, par exemple, a été assurée par la violence coloniale, tandis qu'une grande partie du Sud souffrait d'une pauvreté croissante, de guerres, de catastrophes et de conflits persistants.

> Darcy Ribeiro et la sociologie globale contemporaine

Revoir le travail de Ribeiro aujourd'hui enrichit les débats sociologiques mondiaux sur le centre et la périphérie. Ribeiro a conceptualisé le centre et la périphérie non pas comme des lieux fixes mais comme des processus dynamiques : le centre comme mouvements d'accélération de

l'évolution et la périphérie comme processus de modernisation réflexive.

Cela nous invite à nous intéresser à des penseurs contemporains. [Niklas Luhmann](#), par exemple, à la suite de [Maturana et Varela](#), conceptualise des systèmes évolutifs qui interagissent avec leur environnement, offrant ainsi des parallèles avec les cadres civilisateurs de Ribeiro. On peut se poser la question suivante : les civilisations sont-elles en fin de compte des modes de communication réussis entre les sociétés, les individus et l'environnement ?

Les idées de Ribeiro trouvent également un écho chez les théoriciens marxistes de la dépendance en Amérique latine – Ruy Mauro Marini, Vânia Bambirra, Theotônio dos Santos – et dans l'analyse des systèmes-mondes d'Immanuel Wallerstein. Tous se sont penchés sur la crise du capitalisme mondial, la dynamique centre-périphérie et les mouvements antisystème.

Au sein de la sociologie globale, l'appel au dialogue symétrique est urgent. Comme l'affirme [S.F. Alatas](#), les théories du Sud devraient éviter le « nativisme naïf » et cultiver plutôt des sociologies insurgées et cosmopolites. L'ouvrage de Sujata Patel, [ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions](#) illustre ce pluralisme en favorisant le dialogue entre les traditions nationales et régionales.

Pour aller de l'avant, il est essentiel de relier les études postcoloniales anglophones à la pensée décoloniale latino-américaine, aux *Black Studies*, aux féminismes des subalternes et aux épistémologies amérindiennes. Ces « nouveaux sujets épistémiques » – marginalisés à la fois géopolitiquement et socialement – apportent un éclairage critique sur des concepts fondamentaux tels que l'État, la nation, le capitalisme, le développement et la démocratie.

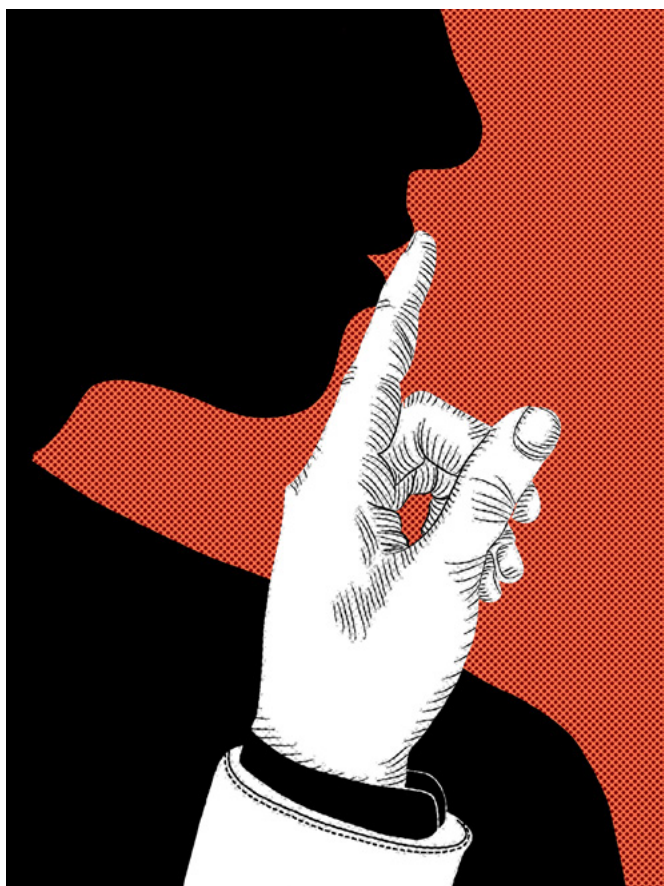
Au sein de ce plurivers, le travail de Darcy Ribeiro se distingue en établissant un lien entre le Nord et le Sud, entre la théorie et la pratique. Intellectuel transfrontalier, Ribeiro était à la fois un chercheur en sciences sociales, un anthropologue indigène, un personnage public et, de manière inattendue, également un auteur littéraire. ■

Toute correspondance est à adresser à Adelia Miglievich-Ribeiro
<miglievich@gmail.com>

* L'article est basé sur le livre de l'autrice, [Darcy Ribeiro, Civilisation and Nation: Social Theory from Latin America](#), Routledge, 2024.

> En Allemagne, instrumentalisation de l'antisémitisme et répression de la solidarité avec la Palestine

* Les auteurs souhaitent rester anonymes par crainte des répercussions qu'ils pourraient subir au sein des institutions où ils travaillent, et de la part des médias et des responsables politiques allemands et de l'appareil d'État allemand en général.



Crédit : Freepik.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les Territoires palestiniens occupés, Francesca P. Albanese, a été invitée le 19 février 2025 par des professeurs et des étudiants de l'Université libre de Berlin à s'exprimer sur le thème « Conditions de vie calculées pour détruire : perspectives juridiques et médico-légales sur le génocide en cours à Gaza ». Pour des raisons de « sécurité », le recteur de l'université a annulé au dernier moment son intervention. Dans ces circonstances, la conférence s'est tenue dans un autre lieu, avec retransmission en

direct à l'université. Des responsables politiques allemands avaient qualifié Albanese d'antisémite pour sa prise de position sur le génocide commis par Israël à Gaza. Les pressions pour que l'événement soit annulé ont été exercées par le maire de Berlin, la [sénatrice de Berlin pour l'enseignement supérieur](#) et l'ambassadeur d'Israël, qualifiant l'événement prévu de « camp d'entraînement pour les [partisans du Hamas](#) ». Les médias allemands l'ont également [évoqué](#) en qualifiant Francesca Albanese de « personne animée par une haine fanatique d'Israël, et critiquée dans le monde entier ». Une semaine auparavant, l'Université Ludwig Maximilian de Munich avait également annulé une conférence de Mme Albanese pour des raisons similaires. Après ces annulations, [Mme Albanese a déclaré](#) : « Je n'ai jamais vu d'universités céder aussi massivement à la pression, mais je n'ai jamais vu non plus une pression aussi forte ». L'annulation de la conférence d'Albanese est l'un des nombreux exemples de réduction au silence intervenus en Allemagne.

> La réduction au silence de la dissidence

En tant que partie prenante du mouvement social mondial contre le génocide à Gaza et de solidarité avec la Palestine, l'Allemagne a connu une forte mobilisation qui s'est traduite par toutes sortes de manifestations depuis le 7 octobre 2023, mais le mouvement a fait l'objet d'une censure sans précédent de la part des autorités allemandes. D'après les études en sociologie politique et celles consacrées aux mouvements sociaux, on entend par réduction au silence la suppression, marginalisation ou délégitimation systématique des voix, des perspectives ou de toutes autres formes d'expression – souvent par le biais de mécanismes institutionnels, politiques ou discursifs – qui remettent en question les récits dominants ou les structures de pouvoir. Jusqu'à présent, il y a eu [plus de 200 annulations \(publiquement signalées\)](#), dont des conférences, des postes universitaires, des prix, des événements culturels, des projections de films et des performances artistiques. Sans compter la répression violente

>>

de manifestations de rue par la police et même l'interdiction d'utiliser la langue arabe lors de manifestations à Berlin.

Dans cet article, nous traitons de l'utilisation de l'antisémitisme comme moyen de faire taire les accusations de génocide à Gaza et les expressions de solidarité avec la Palestine au sein du monde universitaire allemand et au-delà. Un mécanisme spécifique retient notre attention, à savoir, l'instrumentalisation en Allemagne d'une idée particulière et stratégiquement construite de l'antisémitisme, utilisée de manière vague et flexible, dans le but de légitimer l'étouffement des voix critiques. [Donatella della Porta](#) a caractérisé la politique controversée en matière d'antisémitisme en Allemagne de « panique morale », tandis que [Peter Ullrich](#) parle d'un « anti-antisémitisme autoritaire ». Ces différents concepts suggèrent que les frontières poreuses autour des accusations et de la qualification des actions et des discours dénoncés comme antisémites ont été un instrument idéologique, politique et stratégique utilisé pour réduire au silence, et ce de différentes manières dans différents espaces et configurations. Nous ne disons pas que l'antisémitisme n'existe pas en Allemagne ; il existe assurément et explique les luttes antifascistes et antiracistes de longue date dans le pays. Ce que nous voulons dire, c'est que le discours critique est supprimé dès lors que le terme d'antisémitisme est utilisé pour délégitimer toute critique du gouvernement israélien ou les expressions de solidarité avec la Palestine. Les accusations catégoriques d'antisémitisme empêchent toute discussion sur les crimes de guerre, le génocide, les violations des droits de l'homme et la politique israélienne délétère mise en œuvre contre la Palestine et les Palestiniens, et empêchent ainsi le débat honnête et ouvert qui serait absolument nécessaire en Allemagne.

> Pourquoi cette réduction au silence ?

De nombreux observateurs en dehors de l'Allemagne sont déconcertés par le peu de résistance à l'utilisation abusive de l'antisémitisme comme outil de réduction au silence dans le pays et au manque de prise de conscience de cette instrumentalisation. Certes, les accusations d'antisémitisme sont également utilisées comme outil de répression dans d'autres pays, en particulier aux États-Unis, mais le contexte allemand présente des caractéristiques distinctes.

Premièrement, la spécificité du phénomène allemand réside en partie dans la relation entre l'Holocauste et l'identité et les institutions allemandes, qui se sont construites dans le souci de rendre compte de l'importance de la responsabilité envers le gouvernement israélien et lient la sécurité de l'État d'Israël à la *Staatsräson* de l'Allemagne. Dans le cadre de sa responsabilité historique à l'égard de l'Holocauste, la lutte contre l'antisémitisme et la prévention de l'antisémitisme ont été érigées en priorités du gouvernement allemand, et ce positionnement est profondément ancré dans les cadres juridiques, les discours politiques et le système éducatif.

Deuxièmement, ces mêmes institutions définissent les règles sociales, les normes et les valeurs de la société allemande, conduisant à une identité propre particulière. Une partie de la gauche allemande a même adopté une soi-disant [conscience « anti-allemande »](#), qui consiste à considérer l'identité nationale de l'Allemagne comme étant intrinsèquement liée à son passé fasciste et antisémite, et à adopter une position pro-israélienne – en présentant les critiques à l'égard de la politique israélienne comme fondamentalement antisémites. Cette culture de la mémoire collective fondée sur la culpabilité historique de l'Holocauste se manifeste en Allemagne par un soutien largement inconditionnel et non critique au gouvernement israélien de la part des institutions, des médias publics et d'une grande partie de la société, au-delà des clivages politiques. Cela entraîne une réticence à adopter un point de vue nuancé sur Israël.

Troisièmement, les principaux instigateurs de l'antisémitisme d'extrême droite en Allemagne soutiennent également fermement le fait de réduire au silence les actions de solidarité avec la Palestine : ce faisant, ils fournissent une couverture stratégique à leurs idées et à leur politique raciste anti-migrants, anti-arabes et islamophobes. Cela les aide à légitimer davantage le racisme à l'encontre des musulmans et des minorités en général.

Enfin, nombreux sont ceux au sein du courant dominant qui ne sont pas nettement favorables à ces identités ou groupements politiques, mais qui restent silencieux par peur de « dire ce qu'il ne faut pas ». Il convient également de souligner que la relation étroite et indéfectible entre l'État allemand et l'État israélien, d'un point de vue politico-économique, est également déterminée par des investissements et des échanges commerciaux de longue date, solides et lucratifs. L'Allemagne est le premier partenaire commercial d'Israël en Europe. L'Allemagne est également le deuxième fournisseur d'armes d'Israël depuis des décennies, avec une augmentation significative entre 2022 et 2023, qui profite grandement aux industries allemandes. Les deux pays ont une [longue histoire de coopération militaire](#).

Une grande partie des médias ne s'est pas engagée dans des débats ouverts et des enquêtes critiques. La couverture médiatique a été déséquilibrée et partielle, privilégiant les points de vue israéliens tout en minimisant ou en omettant les rapports des Palestiniens, ainsi que les souffrances et les morts palestiniennes. Les expressions de soutien à la Palestine et au peuple palestinien sont qualifiées d'antisémites ou comme étant le fait de « [partisans du Hamas](#) » ou de « [ceux qui ont la haine d'Israël](#) ».

> L'antisémitisme érigé en Allemagne en outil de répression

À la source de l'instrumentalisation de l'antisémitisme se trouve la légitimation par la [définition opérationnelle de l'antisémitisme](#) donnée par l'Alliance internationale pour la

mémoire de l'Holocauste (IHRA), largement adoptée par les institutions allemandes. En fait, la définition de l'IHRA est critiquée comme étant [trop vague](#) dans sa compréhension de l'antisémitisme, rendant ainsi toute critique d'Israël [potentiellement antisémite](#). Selon les auteurs de la [Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme](#), la définition manque de clarté sur « la différence entre un discours antisémite et une critique légitime d'Israël et du sionisme ». Cette définition vague et imprécise de l'IHRA de ce qui relève réellement de l'antisémitisme permet de généraliser son utilisation (politiquement et idéologiquement) stratégique abusive en Allemagne.

Deux résolutions gouvernementales récentes adoptées par le parlement allemand (à l'unanimité par tous les principaux partis politiques : le 7 novembre 2024 « *Plus jamais ça, c'est maintenant – Protéger, préserver et renforcer la vie juive en Allemagne* » et le 30 janvier 2025 « *Lutter contre l'antisémitisme et l'hostilité envers Israël (Israelfeindlichkeit) dans les écoles et les universités et assurer un espace libre pour le discours* ») s'adressent aux institutions publiques, y compris les organismes universitaires et culturels, afin d'identifier les discours antisémites sur la base de la définition de l'IHRA, et de permettre des mécanismes de sanction. La deuxième résolution en particulier fournit des spécifications détaillées pour des sanctions telles que l'interdiction de personnes et d'activités appelant au boycott, y compris « les activités du mouvement "Boycott, Désinvestissement et Sanctions" (BDS) et des mouvements similaires ». La définition de l'IHRA est utilisée comme moyen de faire taire les dissidents, et ce sont en grande partie les universités qui sont visées.

Des organisations internationales de défense des droits de l'homme telles qu'Amnesty International, des universitaires, des juristes et des spécialistes de l'antisémitisme ont sévèrement critiqué les deux résolutions, accusées de restreindre les libertés universitaires. Au lieu de viser à « protéger la vie juive » comme le prétendent les résolutions, elles constituent des instruments de type autoritaire pour empêcher l'échange intellectuel et le développement des connaissances. Fondamentalement, elles ouvrent la voie à de futures interventions politiques dans le secteur de l'éducation, telles que la normalisation du profilage des universitaires, tant en Allemagne que hors d'Allemagne, sur la base d'accusations d'antisémitisme. Cela peut renforcer l'effet dissuasif de l'auto-censure et restreindre les échanges internationaux entre les universités allemandes. Récemment, l'un des auteurs de l'IHRA, [Ken Stern](#), a déclaré que « ces résolutions n'ont pas été rédigées, et n'ont jamais été conçues, comme un outil permettant de cibler ou de décourager la prise de parole dans les universités ».

> La réduction au silence du milieu universitaire

Il existe une longue liste d'informations accessibles au public concernant l'annulation d'intervenants, de conférences, de nominations et de postes universitaires, et de

subventions de recherche liée au soutien à la Palestine, qui sont documentées dans [Archive of Silence](#). Par exemple, l'incorporation de Nancy Fraser comme professeure invitée a été révoquée par l'Université de Cologne. Le Dr Ghassan Abu Sittah, chirurgien britannico-palestinien et recteur de l'Université de Glasgow, s'est vu interdire l'entrée en Allemagne. Cependant, on en sait moins sur le processus de réduction au silence qui règne dans les coulisses et de manière officieuse, et qui n'est pas rendu public : il est difficile de recueillir des données systématiques sur les activités qui sont censurées. Nous estimons que la réduction au silence concerne toutes les universités allemandes. Des universitaires discutent régulièrement entre eux des expériences et des informations relatives aux incidents survenus dans les différentes universités du pays. Nous aimerions partager quelques exemples fournis par des personnes qui souhaitent rester anonymes :

- Un chercheur qui avait signé une lettre publique réclamant de l'aide humanitaire à Gaza a été informé par le doyen de l'appel anonyme d'un parent (d'étudiant juif) qualifiant cet acte d'« antijuif » et de préoccupant pour la sécurité des étudiants juifs. Pour ne pas compromettre son contrat de travail, le chercheur a retiré sa signature.
- Un professeur invité a été dissuadé de faire venir des conférenciers propalestiniens par crainte d'une répression de la part de la direction de l'université et d'un tollé dans les médias.
- La projection d'un documentaire palestinien a été annulée pour des raisons de sécurité.
- Une série de conférences sur le (dé)colonialisme et la Palestine n'a pas été autorisée par crainte d'incitation à la haine.
- La direction de l'université est intervenue dans la programmation d'un événement portant sur le mouvement BDS.
- Un spécialiste des génocides s'est vu interdire l'utilisation de l'expression « *settler colonialism* » (colonialisme de pionnier) dans un cours, pour éviter une possible situation pénible pour les étudiants.

Tous ces cas concernaient des personnes occupant des postes universitaires précaires, tels que des doctorants, des chercheurs postdoctoraux et des professeurs non titulaires, et la majorité d'entre elles n'étaient pas de nationalité allemande. En général, les différentes raisons de se taire ont été alimentées par la peur de l'exposition aux médias ou la conviction de causer un préjudice émotionnel aux étudiants.

Certaines universités sont devenues des lieux cruciaux de mobilisation des étudiants. Les directions des universités ont fait appel à la police pour expulser violemment les étudiants protestataires, et plusieurs universités ont intenté des actions en justice qui ont abouti à des procès ou à des amendes pour les étudiants. Certaines universités, comme l'Université de Hambourg et l'Université libre de Berlin, ont interdit les manifestations d'étudiants. La [presse allemande](#), en particulier le tabloïd *BILD*, a fait

pression sur les universités pour qu'elles révoquent les professeurs qui avaient signé une lettre soutenant le droit des étudiants à manifester, la qualifiant d'incitation à la haine antisémite. La présidente du Alice Salomon College à Berlin, qui – cas rare – n'a pas appelé la police pour expulser les étudiants protestataires, a été accusée par les médias d'avoir violé son devoir de protection du personnel et des étudiants de l'université ; des dirigeants politiques conservateurs [ont réclamé sa démission](#). Plus récemment, en avril 2025, les services d'immigration de Berlin ont entamé une [procédure d'expulsion](#) à l'encontre de quatre étudiants non allemands en raison de leurs activités de protestation sur les campus universitaires.

> La réduction au silence des manifestations de rue

Depuis le 7 octobre 2023, les manifestations contre le génocide à Gaza se sont répandues dans le monde entier, y compris en Allemagne. Parmi les manifestants figurent divers groupes d'activistes, des ONG et des organisations locales, le mouvement pour la paix, des mouvements internationaux de défense des droits de l'homme et de solidarité (y compris des organisations juives), ainsi que des groupes antiracistes et pro-démocratiques en Allemagne. Ces manifestations de rue, parce qu'elles sont qualifiées d'antisémites, font l'objet d'une répression importante des forces de police et de restrictions légales de la part des autorités locales, souvent avec le soutien des tabloïds et de certains médias grand public.

À Berlin, ville qui compte la plus grande population de la diaspora palestinienne en Europe, plus de 100 manifestations de protestation ont eu lieu entre octobre 2023 et octobre 2024. Elles ont été confrontées à un important dispositif policier anti-émeutes, à des violences physiques, à des arrestations et à des interdictions. La police a souvent eu recours à des tactiques d'escalade, conduisant à des [centaines d'arrestations](#) (y compris d'enfants) sous diverses accusations, notamment de provocation, de signes de terrorisme et de soutien au Hamas. Dans certains cas, les accusations ont conduit à des procédures d'expulsion contre des non-citoyens.

Différentes tactiques ont été utilisées pour faire taire les protestations. En février 2025, les autorités locales de Berlin ont interdit l'utilisation de l'arabe dans les slogans (à l'oral comme à l'écrit). Les tambours ont également été interdits afin que la police puisse entendre les slogans en arabe. Une partie de la presse, par exemple les tabloïds *BILD* et *BZ*, a non seulement soutenu l'interdiction de l'arabe, mais a également appelé à des [mesures de répression plus sévères](#). [L'arabe est criminalisé](#) et présenté comme une langue de « propagande », ce qui alimente les sentiments antimusulmans et anti-arabes.

La forte répression est basée sur des accusations généralisées d'antisémitisme fondées sur des chants, des

symboles et des slogans. L'utilisation d'accusations généralisées d'antisémitisme pour légitimer la violence et la répression à l'encontre des manifestants permet aussi d'occulter les contextes locaux. À Berlin, par exemple, de nombreuses manifestations ont lieu dans les quartiers de Neukölln et de Kreuzberg, qui comptent d'importantes populations arabes et immigrées et qui sont depuis longtemps des hauts lieux d'activisme et de mobilisation politique. Ces quartiers ont été qualifiés de « quartiers à problèmes » en raison de leur forte population immigrée, et les affrontements entre la police et les manifestants ont toujours été fréquents. La répression des manifestations dans ces quartiers a été liée dans le passé à des opérations de police contre les minorités raciales. Ce système de répression ne limite pas seulement la liberté de réunion, mais renforce également le maintien de l'ordre à caractère racial et le contrôle plus large de l'État sur les voix dissidentes.

> L'instrumentalisation de l'antisémitisme

Les enjeux sont importants : l'instrumentalisation de l'antisémitisme pour supprimer les critiques légitimes de la politique, des actions militaires et du génocide par Israël, favorise en Allemagne un climat social et politique de plus en plus autoritaire. Les implications de cette situation sont vastes et multiples. Elle permet d'exercer une influence politique et idéologique sur la recherche et l'éducation, ce qui constitue une menace directe pour la liberté académique. Elle permet la mise en œuvre d'un double standard pour le droit de se réunir et de protester en criminalisant les communautés de migrants – en particulier arabophones – exacerbant ainsi le racisme antimusulman et anti-arabe dans la société allemande. Cela contribue à la normalisation de l'extrême droite, qui exploite cette dynamique pour détourner l'attention de son propre antisémitisme d'extrême droite. Ainsi, la politisation de l'antisémitisme en tant qu'outil de réduction au silence peut également dissuader les gens de lutter contre le véritable antisémitisme en Allemagne.

L'espace discursif pour des discussions de fond sur le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme en Allemagne est aujourd'hui considérablement réduit, créant un précédent pour de nouvelles restrictions à l'encontre de la société civile. Le déploiement multiforme et stratégique de l'argument de l'antisémitisme en Allemagne en tant qu'outil politique et idéologique de réduction au silence place ce pays sur une trajectoire périlleuse qui risque de renforcer son isolement international, rappelant le *Sonderweg* allemand (l'exceptionnalisme allemand). Dans ce contexte mondial, l'évolution de la situation en Allemagne constitue à la fois une mise en garde et un appel à l'action, soulignant la nécessité de protéger les libertés d'expression, de manifestation et d'enquête, préservant ainsi les principes de la justice à l'échelle mondiale contre les guerres et les génocides partout dans le monde. ■

> La ville fragmentée : Une critique de l'urbanisme anti-femmes en Iran

Armita Khalatbari Limaki, chercheuse indépendante, architecte et designer (Iran)



Le foulard rouge, Téhéran – Complexe Niavaran, 2014. Crédit : Armita Khalatbari Limaki.

Traiter de la place des femmes dans le développement urbain et de leur invisibilité dans le processus des grandes décisions relatives à la ville nécessite un débat approfondi, surtout quand on a affaire à un pays régi par des lois religieuses. Cet article s'intéresse à un exemple des injustices commises dans ce contexte à l'encontre des femmes et cherche à expliciter la différence frappante entre le mode de vie des gens et ce qui est écrit dans les lois et les documents. Ma méthodologie est par nature théorique, et en utilisant une approche critique, mon objectif est de discuter de l'interaction complexe entre les femmes, les zones urbaines et la justice sociale dans un cadre culturel spécifique.

> **Aucun signe ne peut représenter un environnement féminin**

Il y a environ 20 ans, en Iran, un plan d'urbanisme appelé « Parc des femmes » a été proposé dans le but de renforcer la liberté et la vitalité sociale des femmes dans

l'espace public. L'objectif était de créer un sentiment de sécurité et de confort pour les femmes en leur attribuant certaines sections de l'espace public urbain. Des parcs avec des arbres verdoyants, des fontaines et des fleurs ont été conçus, mais les lois en vigueur véhiculaient des idées très différentes, en contradiction avec les objectifs fondamentaux des espaces récréatifs. Par conséquent, à l'exception de quelques personnes qui cherchaient à être présentes dans ces parcs, la majorité des femmes percevaient la sécurité et la tranquillité de ces espaces comme une construction artificielle et irréaliste, qui leur était imposée par des méthodes oppressives et injustes.

La raison de l'échec du plan et de son manque de popularité réside sans doute dans l'hypothèse erronée que certaines choses qui sont fondamentalement inséparables peuvent en fait être séparées. Il existe des qualités qui ne peuvent pas être confinées dans un espace limité, car ce sont des caractéristiques qui doivent circuler dans l'ADN même d'une ville. Cependant, la tentative d'assigner un

>>

lieu spécifique à ces qualités dynamiques, et d'imaginer capturer ce qui est perpétuellement en mouvement, n'a conduit qu'à un sentiment de déconnexion, et donc à un échec. De même qu'il n'y a pas besoin de signe ou d'étiquette pour évoquer la masculinité dans la ville, la seule présence d'un signe à l'entrée d'un parc n'était pas suffisante pour créer un environnement féminin.

> Les qualités contenues dans des limites aboutissent à des émotions fragmentées

Lorsque la répartition des espaces publics est décidée avec l'idée de créer un sentiment de vitalité et d'enthousiasme dans des zones spécifiques de la ville, des problèmes du même ordre surgissent. Je ne veux pas dire qu'il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans le zonage des espaces pour des usages différenciés. J'attire l'attention sur un problème plus fondamental, à savoir le « zonage émotionnel » qui est essentiel et omniprésent, et fondamentalement incontrôlable. L'existence d'éléments positifs tels que la satisfaction, l'enchantement, la transparence et la familiarité avec l'environnement, qui sont considérés comme des composantes essentielles d'une ville saine, n'est soumise à aucune loi ou réglementation.

Lorsque le système spatial est compartimenté en attribuant des zones géographiques spécifiques à ces qualités immatérielles et fluides, au lieu de les apprécier en tant que partie intégrante du paysage urbain, nous ne leur permettons de se manifester qu'à l'intérieur de zones délimitées, ce qui aboutit à un produit inefficace et incomplet. Cela signifie que l'on accepte tacitement que la ville soit divisée en segments et que l'on attend de chaque segment un comportement spécifique, mais pas au-delà.

Par conséquent, bien que le volume global des « expériences de vie agréables » augmente avec l'expansion des parcs publics et des centres de loisirs, un paysage émotionnel cohérent ne peut pas se développer à travers toute la ville dans ces circonstances. Au lieu de cela, il y aura des émotions fragmentées dispersées dans toute la ville, sans fil conducteur entre elles, et les citoyens n'auront d'autre choix que de rechercher et d'intérioriser ces émotions dans des lieux spécifiques afin de les apprécier. En fin de compte, on ne peut pas s'attendre à un comportement modéré dans un tel environnement, et il est prati-

quement impossible de parvenir à une satisfaction et à un contentement collectifs dans de telles conditions.

> Une ville sera toujours le reflet de ses habitants, qui ne peuvent être transformés par une planification hiérarchique

L'objet de ma critique ici est que de telles décisions visant à réduire ce chaos ne font en réalité qu'ajouter au malaise existant. En privilégiant l'ordre visuel à celui de la vie intérieure, elles créent, malgré leur caractère disciplinant intrinsèque, une nouvelle forme de tension en liaison avec des éléments familiers et légitimes tels que la loi et les contrats traditionnels. En fait, c'est précisément pour cette raison que les plans de zonage rigides et statiques, qui ne tiennent pas compte de la nature dynamique du comportement humain, sont voués à l'échec : ils sont soit des rituels d'affichage et d'amplification d'un attribut rarement rencontré, soit une méthode pour éviter toute responsabilité.

Un tel système hiérarchique, qui reste silencieux face aux inégalités sociales et semble aspirer à mesurer tous les individus à l'aune d'une norme unique et fixe, donne finalement naissance à une société segmentée, divisée en classes distinctes, où certains se satisfont de l'ordre qui leur est imposé, tandis que d'autres sont laissés de côté. Dans ce scénario, la pauvreté apparaît comme un problème insoluble, les comportements de violence ainsi que la criminalité et la délinquance se banalisent, et la satisfaction générale devient un joyau rare et précieux.

Cela semble indiquer que la structure hiérarchique déterminée par l'emplacement physique d'une personne entraîne avant tout des changements progressifs dans l'état mental de la personne. En fait, ces règles urbaines devraient d'abord être alignées sur les normes culturelles, les valeurs et les codes sociaux existants d'une ville, plutôt que d'attendre de la ville qu'elle se conforme à des instructions qui ne sont pas familières. Par conséquent, malgré la nécessité de lois et de règlements pour contrôler le développement urbain, l'absence de signification existentielle et d'engagement en fonction des caractéristiques uniques de la communauté d'accueil les rendra inopérantes et sans valeur, faisant de la transformation culturelle une attente irréaliste. ■

Toute correspondance est à adresser à Armita Khalatbari Limaki : [<armita.khalatbari@yahoo.com>](mailto:armita.khalatbari@yahoo.com)

